

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CE QU'ENFERMER VEUT DIRE :
ESQUISSE D'UNE SOCIOLOGIE DES ESPACES CLOS CONTEMPORAINS

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
LISANDRE LABRECQUE-LEBEAU

JANVIER 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Un énorme merci au Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté, l'exclusion sociale (CRI) et plus spécialement à Dahlia Namian, Carolyne Grimard, Laurie Kirouac, Guillaume Ouellet et Daphné Morin.

Un infini merci à mon directeur Marcelo Otero pour son soutien indéfectible et pour m'avoir permis de réaliser ce travail de manière juste et sensible.

Merci à Louis Jacob et Rachad Antonius pour leurs avis éclairants et leur support.

Merci à Nicole Laurin et Marie-Andrée Bertrand pour des conversations inspirantes.

Merci de tout mon cœur à Manuel Palomino, Amandine Guilbert, Marie-Joëlle Poitras-Pariseau, Marie-Laurence Bordeleau, Maude Labelle, Amélie Descheneau, Émilie Carignan.

Merci finalement à Olivier Henley, le meilleur avocat du diable.

Ce mémoire a reçu le soutien financier du Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté, l'exclusion sociale (CRI), du Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS), du Fonds à l'accessibilité et à la réussite des études (FARE) et de la Faculté de sciences humaines de l'UQAM, que je remercie tous sincèrement.

Les conclusions présentées ne constituent pas nécessairement celles des Services correctionnels du Québec, de l'Institut Philippe-Pinel de Montréal, du monastère des Carmélites de Montréal et sa congrégation ou de la Mission Old Brewery et de leurs composantes respectives.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|------|
| LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES | vi |
| LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES | vii |
| RÉSUMÉ | viii |
| INTRODUCTION | 1 |
| CHAPITRE I..... | 5 |
| LA SOCIOLOGIE DE L'ENFERMEMENT DES CORPS..... | 5 |
| 1.1 La sociologie carcérale : transformations et permanences de l'enfermement..... | 7 |
| 1.2 Les institutions totales : un travail de fond sur l'identité..... | 10 |
| 1.3 Partage et discipline : microcosmes de la socialité libérale..... | 13 |
| 1.4 Le corps sacrificiel..... | 19 |
| 1.5 Un grand désenfermement, mais pas pour tous..... | 21 |
| CHAPITRE II | 25 |
| CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES | 25 |
| 2.1 Construction de l'objet de recherche et sélection des cas | 26 |
| 2.2 Présentation de l'échantillon-population..... | 28 |
| 2.2.1 Les Services correctionnels du Québec..... | 30 |
| 2.2.2 L'Institut Philippe-Pinel de Montréal | 32 |
| 2.2.3 Le monastère des Carmélites | 34 |
| 2.2.4 La Mission Old Brewery | 35 |
| 2.3 Matériel..... | 37 |
| 2.3.1 Une acceptation : l'institution parle | 39 |
| 2.3.2 Un refus : l'institution parle aussi | 40 |
| 2.4 Redéfinition du terrain, protocoles et limites | 44 |
| CHAPITRE III | 48 |
| LE CHAMP PSYCHIATRIQUE..... | 48 |
| 3.1 De la loge à l'institut universitaire..... | 48 |

| | |
|--|-----|
| 3.2 Enfermer pour traiter la dangerosité mentale | 53 |
| 3.2.1 L'Institut et son prestige : auto-présentation..... | 54 |
| 3.2.2 Interpeller le sujet de la dignité..... | 56 |
| 3.2.3 Se connaître, se surveiller, se prédire..... | 58 |
| 3.2.4 Non pas une prison, mais un « milieu » | 62 |
| 3.2.5 La responsabilité du « dehors »..... | 65 |
| 3.2.6 La reformulation contemporaine de l'enfermement psychiatrique..... | 66 |
| CHAPITRE IV | 69 |
| LE CHAMP RELIGIEUX | 69 |
| 4.1 Le désert, la montagne, le mur..... | 69 |
| 4.2 S'enfermer pour se rapprocher de lui | 72 |
| 4.2.1 Le monastère des Carmélites de Montréal, inscrit dans l'espace..... | 72 |
| 4.2.2 Synchroniser ses dimensions intérieures..... | 73 |
| 4.2.3 La prise en charge de ses contemporains | 76 |
| 4.2.4 L'enfermement codifié de la «clôture» | 79 |
| 4.2.5 Un dehors pauvre auquel correspondre..... | 82 |
| 4.2.6 L'actualisation de la réclusion religieuse..... | 83 |
| CHAPITRE V | 85 |
| LE CHAMP CARCÉRAL | 85 |
| 5.1 Faire souffrir pour punir | 85 |
| 5.2 Enfermer pour réinsérer..... | 87 |
| 5.2.1 Le champ institutionnel de la détention provinciale | 87 |
| 5.2.2 Le complexe contrevenant | 90 |
| 5.2.3 La « réinsertion » comme rapport institution-sujet, sujet-société et institution-société..... | 92 |
| 5.2.4 Un enfermement-environnement | 96 |
| 5.2.5 Protéger la société, moins le détenu..... | 98 |
| 5.2.6 Enfermer ses délinquants aujourd'hui..... | 100 |

| | |
|---|-----|
| CHAPITRE VI..... | 102 |
| LE CHAMP DE REFUGE..... | 102 |
| 6.1 Brève généalogie de l'itinérance | 102 |
| 6.2 Enfermer pour domicilier | 106 |
| 6.2.1 Une institution agissant sur des « phénomènes »..... | 106 |
| 6.2.2 Définir le client et ses besoins..... | 110 |
| 6.2.3 Le champ de l'intervention | 113 |
| 6.2.4 Un enfermement stable, partie prenante d'un réseau | 118 |
| 6.2.5 Imbriqué dans le social..... | 120 |
| 6.2.6 La réclusion humanitaire actuelle | 122 |
| CHAPITRE VII..... | 124 |
| CE QU'ENFERMER VEUT DIRE | 124 |
| 7.1 L'institution et ses structures | 127 |
| 7.2 Le sujet possible | 129 |
| 7.3 La relation entre le sujet et l'institution..... | 133 |
| 7.4 L'enfermement, l'appel à l'humanisme et l'ambivalence du consentement | 138 |
| 7.5 La différentialité du social | 146 |
| 7.6 Les formes contemporaines de l'enfermement..... | 148 |
| CHAPITRE VIII | 154 |
| L'INDIVIDUALITÉ POST-DISCIPLINAIRE | 154 |
| 8.1 Les configurations institutionnelles contemporaines de l'enfermement ... | 158 |
| CONCLUSION | 163 |
| APPENDICE A..... | 166 |
| LISTE DES RÉFÉRENCES | 170 |

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableaux

| | |
|--|-----|
| Tableau 1 Typologie historique de Stastny et Tyrnauer (1982)..... | 9 |
| Tableau 2 Caractéristiques de l'échantillon-population | 30 |
| Tableau 3 Caractéristiques des théories dominantes selon l'époque (Boudreau, 1984, p.57) | 50 |
| Tableau 4 L'enfermement psychiatrique selon le schéma québécois des soins..... | 52 |
| Tableau 5 L'enfermement de l'itinérance, adapté du texte de Aranguiz et Fecteau 2000..... | 105 |
| Tableau 6 Retour sur les caractéristiques des théories dominantes selon l'époque, (adapté de Boudreau, 1984, p.57) | 138 |
| Tableau 7 Retour sur la typologie historique de Stastny et Tyrnauer (1982) | 144 |

Figures

| | |
|--|-----|
| Figure 1 Le continuum «sécurité-dignité» des possibles du sujet..... | 131 |
|--|-----|

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

| | |
|---------|---|
| C.c.Q : | Code civil du Québec |
| CH : | Centre hospitalier |
| CPE : | Centre de la petite enfance |
| CLSC : | Centre local de services communautaires |
| CSSS : | Centre de santé et de services sociaux |
| IPPM : | Institut Philippe-Pinel de Montréal |
| MOB : | Mission Old Brewery |
| MSPQ : | Ministère de la Sécurité publique du Québec |
| SCQ : | Services correctionnels du Québec |

RÉSUMÉ

Ce mémoire a pour objectif de comprendre la signification contemporaine de l'enferment des corps dans un espace clos, notamment à la lumière des transformations de la normativité sociale et des modes de régulation des conduites. À partir de l'analyse qualitative du contenu de quatre sites Internet d'institutions d'enfermement québécoises (un hôpital de psychiatrie-légale, les services correctionnels provinciaux, un monastère de vie contemplative et un refuge pour personnes itinérantes), nous montrerons la manière dont les institutions d'enfermement justifient maintenant leur existence au niveau de 1) la présentation de l'institution, 2) la description de sa clientèle, 3) le registre des diverses interventions mises en place, 4) le traitement du thème de l'enfermement lui-même, et 5) la représentation de la société et du social. Il se profile dans ces quatre discours institutionnels la forme d'une individualité précise, dont les exigences ont été étudiées à l'aide d'un cadre théorique revisitant à nouveaux frais le concept de discipline. Notre analyse vise également la mise à jour de certaines typologies d'institutions d'enfermement devenues classiques (Goffman, Boudreau, Stastny et Tyrnauer) à la lumière des transformations sociales récentes. Enfin, il sera question de discuter de la question de la place et du sens de la post-discipline dans les modes de régulation des conduites contemporains.

Mots-clés : Enfermement, Institutions totales, Désinstitutionalisation, Intervention psychosociale, Régulation des conduites, Discipline, Individu contemporain

INTRODUCTION

Dans les sociétés occidentales contemporaines, toute une gamme d'institutions continue d'avoir recours à l'enfermement des individus dans le cadre d'un espace clos. Dans ce mémoire, nous étudierons les institutions qui font appel à cette technique de gestion des corps dans l'espace, et dont les exemples classiques restent le monastère, la prison et l'asile. L'usage de l'enfermement institutionnel d'individus, consentants ou non, dans un même lieu physique où certaines règles régissent les différents paramètres de leurs vies, n'a historiquement pas été l'unique mode de partage entre populations «normales» et spécifiques (dérangeantes, menaçantes, dangereuses, voulant s'isoler, etc.) ; toutefois, il se montre encore aujourd'hui comme une des déclinaisons possibles de notre rapport à certaines catégories d'individus qui «posent problème» à la société ou encore pour lesquelles la société «pose problème». La réclusion institutionnelle est automatiquement sollicitée pour encadrer plusieurs processus, qu'ils soient propres à la thérapeutique, la prise en charge, la punition, la réhabilitation, la démarche mystique. Dans la mesure où certains de ces processus peuvent se réaliser hors d'un cadre institutionnel clos, différentes logiques sous-tendent cette pratique dans chacune des institutions l'employant (prisons, hôpitaux, camps, monastères, refuges, etc.) afin de les justifier.

Comment et pourquoi (s') enferme-t-on aujourd'hui? Un rapport au corps et aux institutions éminemment différent de celui qui prévalait à la naissance et à l'âge d'or des institutions d'enfermement existe maintenant. Les vagues de désinstitutionalisation auxquelles l'on assiste depuis une cinquantaine d'années ont appelé une foule de nouvelles formes de gestion des illégalismes, des incapacités, des vulnérabilités et des déviances, mais aussi de la volonté de se tenir à l'écart des

autres. Les formes de régulation sociale sont beaucoup plus diffuses et l'on assiste à un certain déclin d'opérateurs comme l'autorité, la loi sociale et la conformité. Dans les démocraties occidentales, la codification des droits de l'homme tempère considérablement le pouvoir institutionnel d'enfermer; on assiste également à une réappropriation des droits fondamentaux par les populations marginalisées. On continue toutefois d'enfermer dans plusieurs cas variés, selon des lignes de raisonnement remontant parfois aux origines d'institutions classiques, mais qui doivent probablement s'actualiser selon des paramètres contemporains.

On enferme également des catégories de personnes différentes d'hier. À certaines réclusions peu différenciées dans lesquelles aucune intervention ciblée n'est mise en place correspondent aujourd'hui des établissements de plus en plus spécialisés. Si les Hôpitaux Généraux du XVIIe gardaient ensemble fous, petits criminels, orphelins, prostituées et mendiants, les espaces d'enfermement actuels délimitent leur champ d'intervention et d'expertise. La réclusion est également abandonnée en ce qui concerne certaines catégories de populations (femmes célibataires, filles-mères, adultères; excentriques légers; anomalies physiques, etc.), ceci au profit d'autres formes d'intervention. Dans la mesure où par exemple, les «filles-mères» sont devenues en-dehors des institutions closes «mères monoparentales» et n'en constituent pas moins une cible privilégiée de l'intervention prophylactique psychosociale, on peut constater l'ampleur des changements étant survenus dans la sphère de la prise en charge institutionnelle.

Les sciences sociales ont problématisé le sujet depuis une cinquantaine d'années en le formulant dans différents termes. La naissance et la consolidation d'une sociologie de la déviance et du contrôle social, la montée de l'antipsychiatrie et une tradition criminologique de sociologie carcérale, entre autres, ont jeté les bases de la réflexion. La socialité interne se développant dans ces lieux a été décortiquée selon ses sous-cultures, ses mécanismes relationnels et ses processus d'interaction. Les

rapports de pouvoir en place dans les institutions ont été décrits, ainsi que ses formes plus subtiles d'assujettissement et de contrôle. La place de ces établissements au sein de la société (vue comme un « extérieur » à ces lieux), leurs fonctions sociales et la perméabilité de leurs murs aux influences « exogènes » ont également attiré l'attention. Les diverses configurations (scientifiques, sociales, politiques, religieuses) ayant rendu possible la naissance de ces différentes formes d'enfermement ont été étayées.

La question de la persistance du recours à l'enfermement des corps pour des raisons multiples semble un terrain privilégié pour interroger les dimensions conflictuelles de l'individualité et du vivre-ensemble dans les sociétés occidentales contemporaines. Plus concrètement, quelles dimensions de l'individualité et de la socialité sont mises à profit pour justifier le déclenchement d'un dispositif d'enfermement des corps? L'étude des logiques à l'œuvre dans différentes institutions qui ont recours à la réclusion physique des corps et des liens structuraux que ces institutions entretiennent les unes avec les autres semble moins avoir fait l'objet de la réflexion sociologique, et appellerait une certaine transversalité dans l'analyse de ces différents établissements. Prendre les discours de justification de certaines formes typiques de réclusion et les aborder comme des symptômes et des révélateurs répondant à des rationalités et à des logiques précises pourrait nous aider à dresser la carte actuelle de ces institutions et de se poser la question à savoir si elles répondent d'un régime de justification commun. Plus précisément, nous tenterons d'étudier l'enfermement contemporain et la normativité qu'il suppose, à travers les discours que quatre institutions contemporaines d'enfermement tiennent sur elles-mêmes.

Le chapitre 1 mettra en place les bases théoriques retenues pour la présente réflexion. Il s'agira de voir de quelles manières s'est posée la question de l'enfermement en sociologie, afin d'en retenir les acquis théoriques pertinents. Les principaux travaux ayant balisé l'objet enfermement et les changements dans les

modalités de la régulation sociale seront brièvement exposés, tels que la sociologie carcérale, les analyses de Michel Foucault, d'Erving Goffman, de Nicole Laurin et de Robert Castel. Le concept de discipline, central à la présente analyse, sera plus longuement discuté.

Le chapitre 2 exposera les considérations et les choix méthodologiques. La question de recherche, le déroulement de l'enquête, ses difficultés, et la construction plus empirique de l'objet de recherche seront présentés. Les quatre cas qui ont été retenus dans l'échantillon-population seront décrits et justifiés, autant que faire se peut, et le matériel empirique sera présenté.

Les troisième, quatrième, cinquième et sixième chapitres verront les quatre sites présentés et analysés de manière distincte à l'aide de six thèmes étant ressortis à l'analyse qualitative de contenu. Le septième chapitre sera l'occasion de soulever les lignes d'analyse transversales aux quatre cas, afin de mieux comprendre ce qu'enfermer veut dire aujourd'hui.

Finalement, le huitième et dernier chapitre s'attardera à discuter les résultats obtenus à la lumière du cadre théorique, et la question à savoir si nos résultats peuvent être liés à la présence d'une post-discipline au sein des institutions et de notre société plus largement.

CHAPITRE I

LA SOCIOLOGIE DE L'ENFERMEMENT DES CORPS

Les discours, pratiques et institutions par lesquelles les groupements humains socialisent leurs membres et affirment leurs normes prennent différentes textures selon les valeurs et les préoccupations qui prévalent dans une époque donnée. De manière générale, le vingtième siècle occidental a eu pour transformation certaine une apparente émancipation du sujet par son affranchissement de contraintes telles que la tradition, la conformité, l'autorité. De tels chamboulements se répercutent dans nos institutions sociales et leurs poids respectifs dans la constitution des sujets.

Une légère perspective historique peut nous permettre d'observer dans quelle mesure un phénomène, ici l'enfermement¹ institutionnel d'individus, est une mesure récente pour une temporalité historique. Dans le but d'introduire l'idée que l'enfermement n'est qu'un mode possible de partage parmi d'autres, on peut rapidement évoquer quelques figures qui ont autrefois conditionné notre rapport à certaines catégories d'individus : la nef des fous, l'hôpital général, la lettre de cachet pour l'hôpital psychiatrique; le cachot, les supplices, la galère, la peine de mort pour la prison; le marquage au fer rouge, les dépôts de mendicité et la prison elle-même pour le refuge pour personnes itinérantes; le désert et autres lieux géographiques reclus pour les monastères, etc. Il convient aussi de se rappeler, comme il sera plus

¹ Le vocabulaire de «l'enfermement» constitue un champ sémantique large qui recouvre plusieurs significations et prend différentes connotations selon les époques et les disciplines. Le droit pénal teinte entre autres des termes comme «détention» ou «réclusion» de significations précises quant à leurs modalités juridiques. Précisons donc que tout au long de ce travail, les termes «enfermement» et «réclusion» seront utilisés comme synonymes, et entendus au sens sociologique de l'assujettissement des corps dans un espace clos. La «détention» se rapportera quant à elle à la détention proprement carcérale.

longuement expliqué tout au long de ce travail de recherche, que ces différentes mesures ne représentent pas nécessairement des recours systématiques à ces époques (le cachot, par exemple, n'est pas une mesure généralisée), qu'ils occupent leurs propres systèmes de significations (on ne vise pas à guérir le fou à toutes les époques) et que les individus auxquels ils s'adressent ont un tout autre statut que maintenant (le vagabond par rapport à la personne itinérante, par exemple).

Mis à part les monastères et les couvents catholiques pour lesquels la clôture existe depuis environ le XIII^e siècle, les institutions d'enfermement classiques plus concrètement tournées vers la transformation d'individus posant problème, se mettent en place au début du XIX^e siècle. On peut donc les envisager comme des dispositifs modernes révélateurs des changements qui se mettent en place aux balbutiements de la modernité occidentale, en même temps que s'élaborent les nouvelles exigences d'un sujet moderne. Pendant la première moitié du vingtième siècle, les institutions classiques d'enfermement vivent un certain âge d'or culminant dans les années quarante et cinquante avec des modèles plus moins totaux, dans un contexte où un rapport au corps strict permet une forte rigueur institutionnelle. Étudier la question de l'enfermement aujourd'hui, dans un contexte où l'on touche de moins en moins au corps, et où cette atteinte doit constamment se justifier, nécessite de revisiter minimalement ces institutions canoniques de l'enfermement ainsi que la littérature classique sur le sujet, afin d'en retirer les acquis pertinents, et ceux à actualiser.

Différentes approches de l'objet enfermement ponctuent la réflexion sociologique des cinquante dernières années. Une sociologie et une criminologie carcérale nées dans les années quarante posent quelques premiers jalons pour une réflexion sur l'enfermement. Le phénomène a ensuite fait l'objet d'études plus approfondies dans les années soixante et soixante-dix : deux auteurs donnent à ces différents lieux leur intérêt théorique, soient Michel Foucault et Erving Goffman. La

captation du corps de la religieuse par l'institution ecclésiale et le mode de socialisation qu'elle appelle, étudiée par Nicole Laurin, sera également exposée, en ce que le sacrifice se montre un concept riche pour éclairer les dimensions volontaires de l'enfermement, donner une perspective sociohistorique ainsi qu'éclairer les différents modes de régulation dont il sera ici question. Nous proposons donc ici de passer en revue la littérature classique et les institutions canoniques de l'enfermement, afin de soulever les lignes de réflexion encore opérationnelles aujourd'hui ainsi que leurs lacunes.

1.1 La sociologie carcérale : transformations et permanences de l'enfermement

En 1940, Clemmer mène la première grande étude sur le milieu carcéral (Vacheret et Lemire, 2007), qui porte sur la « prisonnérification », soit l'absorption du prisonnier par le milieu carcéral. Dans la mouvance plus large de l'observation participante de groupes restreints et de la fascination pour les milieux en marge mises de l'avant entre autres par les deux Écoles de Chicago, l'intérêt pour le milieu carcéral comme laboratoire au caractère psychologiquement et socialement révélateur est né. S'en suivent plusieurs ouvrages qui s'intéressent à différentes facettes de la vie en prison, dont sont issus quelques concepts qui font date. Cette portion de la criminologie a défriché un champ inédit, en pénétrant la bureaucratie, le quotidien et le fonctionnement officieux propres aux institutions carcérales, et posant les premiers concepts opérationnels avec lesquels réfléchir la détention carcérale, et par extension, tout enfermement institutionnel.

Si le vingtième siècle a vu apparaître différents styles de gestion au sein des institutions correctionnelles, majoritairement des établissements axés sur la coercition et d'autres davantage versés dans la réhabilitation, on a pu observer les tensions, voire l'incompatibilité de ces deux missions réunies en un seul établissement. Les spécificités de l'architecture sollicitées dans chacun des cas nous ont démontré que la

prison doit ainsi répondre à une mission clairement définie qui doit être traduite dans ses murs et l'organisation de son espace pour être opérationnelle (Syr, 1996, p.257), à défaut de quoi l'équilibre précaire de la prison est mise en jeu. Cette scission entre deux grandes orientations de gestion acquiert alors la valeur de modèle en caractérisant des figures fortes de régimes internes et les structures matérielles les accompagnant.

L'étude de la sous-culture carcérale a illustré l'ampleur de la codification des rapports sociaux propre à un milieu fermé, entre autres la constitution d'un code informel des détenus, où plusieurs rapports de pouvoir conditionnent les échanges, tel un système de privilèges influençant la gestion des prisonniers. L'interaction entre ces modalités particulières de relations, les réactions individuelles à l'enfermement et le milieu délinquant de « l'extérieur » ont également illustré les dynamiques particulières traversant ces milieux.

L'univers fermé, strict et autoritaire qui semblait prévaloir dans le type d'établissement de détention de la première moitié du vingtième siècle s'est modifié sous l'impulsion de différents changements sociopolitiques. Le contexte sociopolitique des années soixante a en effet donné lieu à une reconnaissance des droits des détenus, que l'on devra dorénavant priver du droit « d'aller et de venir », ce qui aura des conséquences considérables sur une multitude de facettes de l'institution, le quotidien des détenus parmi celles-là. Une nouvelle division du travail et la multiplication d'instances professionnelles d'intervention ayant autorité sur la réhabilitation du délinquant ont relativisé le pouvoir du directeur de prison. Tous ces changements ont eu pour conséquences une distribution de l'autorité sur plusieurs instances, une amélioration des conditions de vie et un intérêt théorique pour l'emprisonnement de certaines catégories d'individus, les femmes et les minorités ethnoculturelles parmi celles-là (Bertrand, 2003).

La typologie historique de Stastny et Tyrnauer (1982, in Vacheret et Lemire, 2007, p.99) illustre les métamorphoses qui ont touché la prison et la manière dont la fonction de la prison, ses caractéristiques et ses rapports de pouvoir sont imbriqués:

Tableau 1 Typologie historique de Stastny et Tyrnauer (1982)

| Type de prison | Rapports de pouvoir | Fonction principale | Caractéristiques |
|----------------|--|---|---|
| Révélation | Unipolaires: pouvoir des gardiens sur les détenus | Amendement par la pénitence et les habitudes de travail | Isolement, silence, travail individuel |
| Entreposage | Bipolaires: pouvoir des gardiens contre les détenus | Neutralisation | Surveillance statique, privilèges, code des détenus |
| Rééducation | Tripolaires: gardiens, détenus, éducateurs | Réhabilitation: modèles médical et de formation | Traitement, formation, sentence indéterminée, programmes, éducation |
| Diversité | Multipolaires: gardiens, détenus, syndicats, justice, législatures, médias | Prisons ouvertes sur la société | Détotalitarisation, perméabilité, diffusion du pouvoir, pluralisme, droit des détenus |

Les normes en vigueur à « l'intérieur » tendraient alors de plus en plus vers celles ayant cours dans la « société ». Mais ce qui fait la spécificité de la prison, en premier lieu par rapport à la société en général, en deuxième lieu par rapport aux autres milieux d'enfermement, rend inopérable pour plusieurs, l'exercice tangible et viable des droits et libertés humaines dans les pénitenciers. Au nombre de ces caractéristiques, on compte « la variabilité des règles formelles, des rapports dissymétriques, des interactions limitées, une violence latente, la règle de réciprocité menacée de déchoir en marchandage ou en corruption » (Faugeron, 1996, p.18). Certains iront même jusqu'à qualifier le droit pénitentiaire « d'illusion législative »

(Herzog-Evans, in Faugeron, p.17). L'étude de milieux d'enfermement doit ainsi prendre en compte les influences externes sur l'institution, tout en sachant que les règles de fonctionnement de ces établissements, en raison de leur caractère exceptionnel, sont souvent informellement définies et appliquées.

Après avoir réfléchi les prisons correspondant aux stades historiques de la « révélation » et « l'entreposage », pour utiliser les concepts des auteurs (Stastny et Tyrnauer, 1982), la sociologie carcérale s'est donc ensuite tournée vers les évolutions de l'institution en lien avec le contexte. On peut envisager la contribution majeure de la sociologie carcérale comme ayant établi un premier cadrage du phénomène comme un lieu complexe, en intime relation avec le dehors, réfléchi pour influencer sur les détenus. Toutefois, la persistance de l'enfermement carcéral aujourd'hui, dans un contexte tout à fait différent de celui l'ayant vu naître et se propager, est envisagée comme une pérennité plus ou moins questionnable en soi, dont les termes s'adaptent aux exigences sociales (respect des droits, humanisation, complexification de l'intervention). La manière dont la prison continue d'exister et d'enfermer aujourd'hui en étroit lien avec nos définitions de l'individu et du social, et ce que cela veut dire en soi, a donc moins fait l'objet de cette sociologie.

1.2 Les institutions totales : un travail de fond sur l'identité

Sur un autre front, les sociologues de la deuxième École de Chicago se pencheront entre autres sur la socialisation institutionnelle et les mécanismes identitaires. Le genre d'établissement autoritaire étudié par la sociologie carcérale dans les années quarante constituait également l'univers-type auquel Erving Goffman sera confronté dans son étude sur les institutions totales. Le concept d'institution totale entend réunir les lieux physiques de l'enfermement (asiles, prisons, couvents, camps, foyers, casernes) sous une dénomination idéale typique en étudiant le cas de l'hôpital psychiatrique comme point saillant du phénomène. L'auteur définit

l'institution totale comme un : « lieu de résidence et de travail où un grand nombre d'individus, placés dans la même situation, coupés du monde extérieur pour une période relativement longue, mènent ensemble une vie recluse dont les modalités sont explicitement et minutieusement réglées » (Goffman, 1968, p.41). Un trait distinctif de ces institutions serait l'absorption des différents temps sociaux de la vie d'un individu (travail, repos, loisir) dans un même lieu. L'organisation et la gestion des individus et de leur vie au sein de l'institution se réalisera de manière bureaucratique et massifiée, selon un horaire et des règlements précis et sous l'égide d'un « plan unique et rationnel » (Goffman, 1968, p.47).

Son étude ethnosociologique se penche sur l'interaction et les mécanismes identitaires à l'œuvre dans l'asile, tant du côté des enfermés que de celui du personnel. La réflexion ne se situe pas dans une strate historique et une configuration sociopolitique précises, traitant indistinctement le terrain principal (années soixante) à des cas éloignés antérieurement (camps de concentration par exemple) par le biais d'extraits de journaux personnels et de romans. Les différents mécanismes d'assujettissement et de contrôle propres au traitement bureaucratique des corps sont soulevés, ainsi que les stratégies et les étapes d'adaptation des enfermés.

L'auteur énumère les différentes techniques que l'institution emploie sur ses enfermés en les inscrivant dans une mission plus large. En effet, les différentes stratégies que l'établissement emploie posséderaient le rôle de modifier la personnalité et le « moi » de ses habitants. Le long et efficace travail de dépersonnalisation et de repersonnalisation a pour résultat de faire endosser à l'enfermé un certain statut dévalorisé afin qu'il adhère à la gestion et au contrôle qu'on lui réserve. Du côté des infirmiers, pour ce qui est de l'hôpital psychiatrique par exemple, un travail similaire prend place afin que ceux-ci puissent se justifier leur position et leurs actions en intériorisant la prémisse selon laquelle les patients

occupent une position sociopsychologique inférieure. Ce processus d'intériorisation mise sur une économie des contrôles formels, puisque le couple enfermés-personnel est idéalement à même de fonctionner sans trop de résistances ou de complications grâce à ce modelage de leurs représentations.

Une ligne de force traversant les différentes institutions totales et qui se montre opérationnelle pour la présente réflexion réside dans les «techniques de mortification», soient les différentes manières par lesquelles l'institution marque et modèle l'enfermé à partir de son arrivée. L'isolement de l'enfermé, premièrement, sa prise en charge sous le seul rapport de sa maladie (ou de son délit, de son «besoin»); la cérémonie d'admission dans laquelle sont compris différents seuils initiatiques d'entrée; le dépouillement des effets personnels et leur remplacement par les biens prêtés par l'institution; la dégradation de l'image de soi par le traitement massifié des corps; les contaminations physiques et morales résultant des violations de l'intimité physique et symbolique (Goffman, 1968, p.56). Si ces techniques de mortification ne se retrouvent probablement pas à l'état pur dans les institutions de réclusion actuelles, elles ont le mérite de réunir en unités opérationnelles plusieurs éléments épars, voire anodins sous une dénomination presque conceptuelle. Ces techniques ouvrent en effet la réflexion dans la mesure où elles consistent en une première prise sur une certaine réalité de l'enfermement, en plus d'illustrer les différentes logiques et stratégies institutionnelles propres à la réclusion.

Goffman aborde l'institution d'enfermement davantage sous l'angle des relations entre enfermés et personnel et s'intéresse aux stratégies de l'institution en prise directe avec les processus d'interaction et d'identification. Cela possède l'avantage d'illustrer l'ampleur des relations de pouvoir au sein de l'institution et de systématiser la réflexion autour des interactions en situation de domination. On peut retenir de la réflexion une typologie des institutions totales qui fait date, ainsi qu'une

certaine codification des pratiques intérieures à ces lieux. Toutefois, ce caractère quelque peu manichéen de l'analyse et le positionnement de ces institutions comme possédant un rôle foncièrement négatif détourne l'attention de ce qu'elles produisent comme vérités et veulent dire en termes de normativité. Les multiples manières dont les diverses institutions d'enfermement se justifient, elles et leur recours, en lien avec le contexte ne sont également pas abordées. La postérité de l'institution totale est grande en sociologie; on peut toutefois se poser la question de son actualité en tant que catégorie analytique, dans la mesure où bien des phénomènes se «détotalisent» depuis les années soixante, l'enfermement au nombre de ceux-là. La question de l'enfermement aujourd'hui et de sa persistance suppose alors la réflexion de Goffman et la dépasse à la fois.

1.3 Partage et discipline : microcosmes de la socialité libérale

La conception du pouvoir de Foucault procède de l'abandon d'un certain nombre de postulats allant de soi pour les sciences sociales depuis une longue période. D'un pouvoir ayant une essence propre, situé dans l'appareil étatique, qui se possède et dont les modalités sont violentes et/ou idéologiques correspond pour Foucault un pouvoir relationnel, stratégique, diffus, producteur et horizontal (Deleuze, 1986). La partie de son œuvre qui nous intéressera davantage ici s'attarde ainsi à situer la naissance d'institutions et de procédés variés aux confins de différentes stratégies de «savoirs» et de «pouvoirs». Deux modes différents d'enfermement sont pensés par Foucault, qui correspondent à l'enfermement psychiatrique et à celui carcéral.

L'Histoire de la folie à l'âge classique (Foucault, 1972) s'intéresse à la figure concrète de l'enfermement psychiatrique, en la replaçant dans une histoire de la raison. À la Renaissance existait un certain partage sacré entre les normaux et les fous, qui étaient considérés sous un rapport cosmologique dans lequel ils étaient

forcés d'errer en « contre-pèlerinage » (dont la nef des fous reste l'exemple le plus évocateur), dans un voyage de guérison/exclusion presque rituel (Foucault, 1972, p.21-22). L'âge classique définira toutefois la folie comme l'envers de la raison, un de ses moments. « Dé-raison » donc, espace qui permettra en retour de définir la raison elle-même par un va-et-vient dialectique. L'époque réserve aux fous un espace fermé, l'hôpital général, dans lequel ils côtoieront des individus avec lesquels on leur juge une certaine équivalence avec la folie: mendiants, pauvres, filles-mères. Ce n'est donc pas la naissance de l'asile, mais bien d'un dépôt destiné à accueillir les formes les plus asociales et improductives (Foucault, 1972, p.85), une précaution économique d'organisation du registre de la pauvreté. L'ampleur de ce renfermement est donc importante quantitativement, mais aussi dans l'éventail de catégories d'individus concernés. La parole du fou est réduite au silence.

Il faut attendre la « libération » des fous par Pinel – qui a davantage à voir avec un ré-enfermement des fous dans un lieu où il n'y aura que des fous - et les premiers traités de « traitement moral » avant que ne voit le jour l'asile destiné à la guérison. Dès lors, on considère que le fou doit être coupé de sa famille et de la société (qui le rend malade), replacé dans un environnement naturel et apaisant, dans un lieu structurant où l'on pourra s'adresser à la part de raison subsistant toujours derrière sa folie: « 1. Dans le rapport inhumain et animal qu'imposait l'internement classique, la folie n'énonçait pas sa vérité morale. 2. Cette vérité, dès qu'on la laisse libre d'apparaître, se révèle être un rapport humain dans toute son idéalité vertueuse [...] » (Foucault, 1972, p.500). Dorénavant on effraie la folie, on délimite une zone de conscience qui ramènera la raison en sa demeure. Gauchet et Swain (1980), dans les rapports qu'ils établissent entre réclusion et démocratie, considèrent, un peu différemment² ou du moins de manière complémentaire, que l'invention de l'asile est

² Il sera pour des raisons évidentes impossible d'étayer les termes du débat qui opposerait Foucault d'une part et Gauchet et Swain d'autre part quant aux conditions de naissance de l'asile.

corollaire d'une reconnaissance de l'humanité du fou et de l'importance du principe d'organisation (de l'espace, de l'activité, des rapports humains) et la place structurante qu'elle prend à partir de cette époque. En effet, l'asile cherchera à recréer des conditions de vie en communauté faisant appel aux principes de la nature, de la norme, à partir du modèle familial entre autres, chapeauté par le psychiatre-patriarche, dont la seule présence a valeur thérapeutique en soi.

La généalogie de l'institution peut nous permettre de mieux comprendre de quelles lignes de raisonnement l'enfermement psychiatrique procède dans sa forme classique, et nous éclaire ainsi sur certains aspects de son fonctionnement actuel. En attirant la réflexion sur les rapports entre raison et folie et les convergences sociohistoriques qui ont prévalu à la naissance de l'hôpital général puis à celle de l'asile, *l'Histoire de la folie à l'âge classique* peut également nous permettre de mieux comprendre la persévérance de l'enfermement psychiatrique aujourd'hui et d'explorer les nouvelles logiques qui l'accompagnent.

Foucault consacre également un livre à la prison, sa naissance, ses conditions de naissance et certains paramètres la traversant. Les premiers balbutiements de l'institution carcérale telle qu'on la connaît représentent pour Foucault l'abandon du corps comme cible directe de punition, et sa réintroduction sous le rapport de ses forces et de sa maîtrise, de quelque chose qui « n'est pas le corps lui-même » (Foucault, 1975, p.17). En effet, avant le XVIII^e siècle, l'emprisonnement n'occupe pas le lieu qu'on lui connaît (place précise dans une échelle de peines données, temps de la peine modulée par le délit, techniques punitives orientées vers un sujet délinquant). La prison n'est pas la reconduction linéaire et logique du cachot, ou encore la remplaçante des supplices dans la hiérarchie pénale française, mais naît selon une configuration de discours et de pratiques précise; existence préalable des

lettres de cachet, présence des réformatoires, montée du panoptisme, et, le plus important, la généralisation et la consolidation des différentes « disciplines ».

D'autres lieux fonctionnant de la même manière sont regroupés dans son étude (l'usine, l'école, l'armée) et sont donc replacés dans le contexte précis, social et politique, d'une systématisation de ce qu'il nomme la discipline, modalité de gouvernement des corps. La discipline se pose en effet comme un champ de savoir/pouvoir touchant différentes institutions et les intégrant plus généralement au social. Bien que l'on en retrouve des traces avant (monastères, colonies, légions) de manière parcellaire, cette procédure atomisante du pouvoir, la discipline, s'opérationnalise aux XVIII^e et XIX^e siècles. Elle tirerait ses sources de la vie monacale, «terreau originaire de bien des technologies modernes du pouvoir» chez Foucault (Martuccelli, 1999, p.292), au compte desquelles on retrouve aussi l'aveu. La constitution d'un regard inédit propre aux sciences humaines occupe également chez l'auteur un rôle déterminant, surtout à l'égard du savoir nécessaire à la constitution de la discipline et du savoir produit par les institutions disciplinaires.

La discipline naît au cœur même du fonctionnement des institutions comme les écoles, hôpitaux, prisons, casernes, ateliers, armées, et dans des discours comme la pédagogie, l'entraînement militaire. En prise directe sur le corps, la discipline l'investit et le quadrille, maximise ses forces : « [...] méthodes qui permettent le contrôle minutieux des opérations du corps, qui assurent l'assujettissement constant de ses forces et leur imposent un rapport de docilité-utilité [...] » (Foucault, 1975, p.161). La discipline fait appel à la surveillance constante, à la prise en charge totale de l'existence de l'individu (temps, espace, attitudes, comportements). Après avoir situé la naissance de la prison à la jonction de multiples discours, Foucault en décortique les techniques. Il en émerge une codification propre à l'espace disciplinaire (clôture, quadrillage, règle des emplacements fonctionnels, rang,

architecture panoptique); au contrôle du temps et du corps (emploi du temps, élaboration temporelle de l'acte, mise en corrélation du corps et du geste, articulation corps-objet, utilisation exhaustive) (Foucault, 1975, p.166-180). Ces différentes techniques, qui visent l'encadrement continu et détaillé de la conduite et des corps des individus, n'a pas pour but « la poursuite à tout prix de la standardisation des comportements et attitudes des sujets, mais l'assujettissement de ceux-ci à des identités à l'intérieur desquelles ils puissent se reconnaître, fonctionner et être interpellés » (Otero, 2003, p.63). Le corps discipliné est alors un sujet-objet pouvant absorber, reconduire et produire le savoir et le pouvoir.

La réflexion sur la discipline, en raison de la façon dont elle aborde le corps du sujet, le sujet lui-même et les institutions, nous permet de penser les manières dont le sujet se constitue, ainsi que la manière dont différents régimes de vérité (« savoirs ») sont imbriqués et traversent des institutions (« pouvoirs »). En effet, en dépassant ses attaches historiques, la discipline constitue un socle théorique pour penser le corps et son rapport à l'institution, et plus généralement les modalités de la régulation des conduites. La persistance du recours à l'enfermement et les discours contemporains de justification des institutions elles-mêmes sont à même de mettre à jour une réflexion sur la manière dont ces institutions prennent partie intégrante de la socialité contemporaine. L'inscription de la réflexion sur la discipline dans un contexte social et historique précis en découvre toutefois les limites, et ce malgré sa pertinence.

Si la prison et le droit pénal de l'époque restent deux séries parallèles et sans rapport et dont il faut expliquer la rencontre quasi-fortuite, il en est de même pour l'hôpital général et la médecine du XVIIe. En effet, « les soins ne concernent pas l'hôpital général au XVIIe siècle, et le droit pénal au XVIIIe ne se réfère pas essentiellement à la prison. Comment expliquer la coadaptation? » (Deleuze, 1986,

p.41). Foucault construit par contre l'internement carcéral et celui psychiatrique comme répondant à de multiples logiques historiques et sociales différentes. Si la prison prend la forme de gestion qu'une épidémie de peste déclenchait au XVII^e siècle, le Grand Renfermement classique aurait lui été calqué sur le schéma d'organisation des lépreux. Plus encore, la folie aurait occupé en quelque sorte le rôle de la lèpre après l'éradication de celle-ci. La prison s'inscrit dans un champ disciplinaire qui constitue le socle de fonctionnement de plusieurs institutions à cette époque et assure leur intégration au social; l'asile reste quant à elle l'institution spéciale des malades spéciaux. Chacune de ces réclusions naît d'un champ normatif, d'un «diagramme» donné, et s'accorde avec les exigences de la «présentation des rapports de force propres à une formation; [...] la répartition des pouvoirs d'affecter et d'être affecté; [...] le brassage des pures fonctions non-formalisées et des pures matières non-formées» (Deleuze, 1986, p.79). Le panoptisme par exemple, dispositif architectural élevé au stade de modèle historique par Foucault, se généralise et s'abstrait dans une société disciplinaire, dans la mesure où il réalise les exigences d'une socialité donnée.

On peut toutefois supposer que l'asile, puis l'hôpital psychiatrique et d'autres institutions appliquent à leurs espaces et leurs enfermés des lignes disciplinaires de la prison, et que la prison et d'autres institutions mettent en scène la dynamique binaire de partage propre à l'enfermement psychiatrique:

Schémas différents, donc, mais non incompatibles. Lentement, on les voit se rapprocher; et c'est le propre du XIX^e d'avoir appliqué à l'espace de l'exclusion dont le lépreux était l'habitant symbolique (et les mendiants, les vagabonds, les fous, les violents formaient la population réelle) la technique de pouvoir propre au quadrillage disciplinaire. [...] d'une façon générale toutes les instances de contrôle individuel fonctionnent sur un double mode : celui du partage binaire et du marquage (fou-non fou; dangereux-inoffensif; normal-anormal); et celui de l'assignation coercitive, de la répartition différentielle (qui il est; où il doit être; par quoi le caractériser, comment le

reconnaître; comment exercer sur lui, de manière individuelle, une surveillance constante, etc.). D'un côté on « pestifère » les lépreux; on impose aux exclus la tactique des disciplines individualisantes; et d'autre part l'universalité des contrôles disciplinaires permet de marquer qui est lépreux et de faire jouer contre lui les mécanismes dualistes de l'exclusion (Foucault, 1975, p.232-233).

Un concept important de Foucault et pouvant nous aider à réfléchir sur les formes de réclusion contemporaines est le dispositif. Le terme dispositif nous permettra d'envisager les différentes formes d'enfermement comme une confluence de discours, pratiques, techniques, savoirs, pouvoirs et institutions. Une caractéristique importante du dispositif foucaultien est le fait que les objectifs qu'il prétend posséder ne se réalisent que rarement; ses effets se situent davantage dans le fait de « donner aux phénomènes interpellés [par exemple la sexualité, la délinquance, la folie] une réalité analytique, visible et permanente » (Otero, 2003, p.63). En effet, les échecs de la prison seraient incalculables – de la même manière que l'aveu est loin d'avoir supprimé l'onanisme qu'il se proposait de combattre (Foucault, 1976) – et la réforme de la prison serait apparue simultanément à sa naissance. Ainsi, la prison n'aurait pas pour but d'éliminer la délinquance selon Foucault, mais « d'organiser les illégalismes, les hiérarchiser, les surveiller, les redistribuer » (Foucault, 1993, p.23). Plus encore, dans la mesure où il serait moins question de punir des infractions selon la loi mais bien de différencier des illégalismes, la délinquance se montrerait socialement avantageuse pour une multitude de raisons, et un lieu permet de réunir et de maintenir sporadiquement les professionnels de l'illégalisme, et c'est le dispositif prison.

1.4 Le corps sacrificiel

Nicole Laurin a analysé le discours sur la chasteté présent dans différents textes issus de constitutions de congrégations, d'écrits canoniques et de différents textes prescriptifs destinés aux communautés religieuses féminines au Québec de 1900 à 1970 (Laurin, 1999). Les différentes lignes de force de ce discours sont

réinscrites par l'auteure à l'intérieur d'un discours «sacrificiel» plus large nous permettant d'entrevoir un certain style de régulation des sujets. Le sacrifice en général, le sacrifice féminin, le sacrifice propre au pacte institutionnel contraignant que constitue la vocation religieuse féminine et qui s'apparente à un enfermement volontaire sont donc considérablement éclairés par les réflexions de l'auteur.

Le sacrifice est posé comme modalité de socialisation, et se présente alors comme un discours qui « règle l'insertion des agents sociaux dans les procès de production et de reproduction, ou leur exclusion dans le cas échéant » (Laurin, 1999 p.213). L'auteure souligne deux formes que prend le sacrifice, soient l'injonction à abandonner sa propre volonté (pour ainsi la remettre à une force supérieure, une cause plus grande) ou encore celle à être le plus véritablement et totalement fidèle à ses «propres» aspirations (se «sacrifier» à ses valeurs). Dans la mesure où il prend pour cible et carburant le corps et ses capacités, le sacrifice consacrera « une manière de vivre et de mourir, autrement dit un mode socio-historique d'usage et d'usure du corps » (Laurin, 1999, p.213). Si l'intériorisation du sacrifice se réalise par le biais et au profit de différentes institutions et représentations traditionnelles (la patrie, la famille, l'État), on le retrouve plus que jamais dans des discours contemporains tels que la productivité, la compétitivité ou la réalisation de soi.

Un des discours sacrificiels le plus archétypal est celui s'adressant aux femmes, dans la mesure où une grande partie des rapports de sexe ont déjà été réfléchis en termes d'appropriation et de régulation du corps féminin. De plus, l'inscription du dévouement, de l'amour gratuit et d'une affectivité intense dans une «nature féminine», achève de définir la femme comme l'être sacrificiel par excellence. Les communautés religieuses de femmes répondent alors d'une normativité particulière qui conjugue depuis longtemps les paradoxes d'un discours qui s'adresse à une féminité spécifique, soit celle de la femme entièrement dévouée à

l'Église et à son dieu. La chasteté est une dimension particulièrement importante, tant de la vie religieuse que du sacrifice qu'elle suppose, et reste le principe-guide du rapport au corps au sein des communautés religieuses. L'auteure observe toutefois que cette chasteté est loin d'aller de soi dans les différents textes étudiés, et que le mode de régulation conditionnant le sacrifice se métamorphose tout au long du siècle dernier. Ainsi, la manière dont l'institution se nourrit du corps, le balise et l'utilise a été réarticulée par la réforme conciliaire (Vatican II) et par différents éléments du contexte sociohistorique (Laurin, 1999). Le concept de sacrifice permet alors autant d'expliquer une forme volontaire d'enfermement totalement engageante et envahissante, en plus d'illustrer les changements qui ont opéré dans la relation entre l'individu et l'institution et dans les modes de régulation des sujets.

1.5 Un grand désenfermement, mais pas pour tous

Robert Castel a réfléchi, entre autres choses, la place des institutions d'enfermement de manière plus structurelle, dans le cadre d'un vaste projet visant à situer les instances de la régulation sociale au sein des logiques auxquelles elles incombent. Il voit dans le relatif démembrement des institutions classiques de contrôle social un désenfermement correspondant à « l'éclatement et la généralisation des modalités du contrôle social » (Castel, 1975, p.203). Le XIXe s'était appliqué à la différenciation systématique des déviants et la création d'institutions spécifiques en mesure de les prendre en charge. Ce modèle ségrégatif rigide (l'asile, la prison) et les catégories classiques de la déviance lui correspondant (le fou, le délinquant) ne réaliseraient plus les besoins contemporains d'une complexification de la « problématique du contrôle social » (Castel, 1975).

À l'institution totale succèdent, ou du moins s'ajoutent, des modalités plus souples de normalisation par la mobilisation psychologique du sujet. Dans la mesure où de nouveaux dispositifs – l'auteur utilise la métaphore d'un filet aux mailles plus

serrées – assurent le travail autrefois exécuté par l'institution d'enfermement, la place de celle-ci est toute autre au milieu des processus de régulation. La différenciation des individus problématiques entre eux deviendrait aussi moins importante puisqu'en atteignant l'ensemble de ces individus par une sollicitation psychologique, il importerait moins de les reconnaître et de les assigner de manière précise. Cette apparition de nouvelles instances de gestion des conduites n'aurait toutefois pas sonné le glas des institutions formelles de la régulation dans la mesure où ce désenfermement les assouplit, pénètre ses murs, « l'ouvre sans l'abolir » (Castel, 1975, p.219). Mais ouvrir l'institution ne signifie pas la fin du contrôle pour l'auteur, dans la mesure où cela ouvre en même temps le champ de son action à de nouveaux horizons, la psychologie ne possédant pas de murs.

Malgré ce contexte de démembrement, on enferme toujours, selon de nouvelles conditions et justifications toutefois. À la lumière des indications de Castel, il semble que nous assistions alors à un contexte privilégié pour interroger l'enfermement, dans la mesure où sa systématité est moindre et où les modes de régulation sont souples et multiples. La manière dont ces institutions se qualifient dans le cadre de ce remaniement contemporain est alors une occasion inédite d'actualiser la réflexion sociologique sur l'enfermement et sa persistance.

Certains aspects des analyses déjà réalisées sur l'enfermement semblent mal s'adapter au contexte contemporain; d'autres sont toujours opérationnels, et de nouvelles questions se posent. La prédominance «totale» des institutions étudiées par les premiers auteurs de la sociologie carcérale et par Goffman est propre à un certain contexte dont il ne subsiste que peu de traits aujourd'hui. Cette facilité et cette évidence à encadrer et à atteindre le corps à cette époque, le pouvoir donné aux institutions, leur hiérarchie interne et la structure sociale contraignante colorent en effet les analyses et sont évidemment moins à propos aujourd'hui. De manière

différente, la réflexion sur l'amélioration des conditions en prison, si elle a déjà été faite, n'apporte que peu au sujet si elle continue de s'inscrire dans une simple explication d'évolution de la société vers un plus grand respect des droits sans analyser les termes dans lesquels ces nouvelles exigences humanistes se présentent et s'expliquent.

Les institutions d'enfermement ont de plus souvent été pensées comme des milieux « coupés de la société » ce qui entraîne parfois l'illusion qu'elles sont en « dehors » du social, ou soustraites à toute influence « extérieure », en plus d'éviter de réfléchir sur les représentations du social que ces institutions possèdent elles-mêmes et sur les rapports entre l'extérieur et l'intérieur de l'institution. Un peu différemment, elles sont aussi souvent considérées comme des « microcosmes », des « microsociétés », des « laboratoires » du social, évacuant encore leur contingence vis-à-vis l'extérieur. On s'efforcera donc ici de réfléchir les institutions d'enfermement comme des espaces en étroit contact avec la socialité en essayant de dépasser l'opposition dedans/dehors. S'il faut également éviter de considérer la place de ces lieux sous les auspices d'un fonctionnalisme qui les considérerait comme des concentrations de contrôle, on peut tout de même considérer les milieux d'enfermement comme les lieux privilégiés de l'élaboration de technologies de régulation répondant à des dimensions problématiques de l'individualité.

Entre les conceptions de l'enfermement comme prise en charge totale et totalisante de l'existence, structures matérielles adaptées à une mission, invention paradoxale, envahissante ou de moins en moins « nécessaire », on peut retenir de la littérature pertinente, une réflexion du phénomène comme un ensemble d'institutions, propres à la modernité occidentale, dont les justifications, les discours et l'existence même, contribuent à la production de sujets précis, et ce, par différentes techniques (de partage binaire, de dépersonnalisation-repersonnalisation, disciplinaires, post-

disciplinaires, de sacrifice). Ces processus de production de vérité trouveront, fort probablement, des réponses différentes et révélatrices aujourd'hui.

De la littérature sociologique classique émergent un certain nombre de figures canoniques de l'enfermement qui reviennent souvent dans les analyses. Un certain nombre de typologies plus formelles ont également déjà situé ces institutions les unes par rapport aux autres (Goffman, 1975), ou encore ont étayé les différents moments d'une même institution (Stastny et Tyrnauer, 1982) comme nous avons pu le voir. Afin de guider cette présente étude sur l'enfermement contemporain, nous revisiterons la persistance du recours à ces institutions classiques à la lumière d'un contexte actuel où l'enfermement occupe une toute autre place qu'à l'époque de la rédaction des ouvrages présentés. En partant des figures étudiées de manière classique dans la sociologie de l'enfermement, quatre formes seront ici retenues. Tout d'abord le monastère, instigateur mais aussi propagateur de la pratique d'enfermement, sera représenté par le monastère des Carmélites. À l'asile et la prison, figures fortes dans les représentations, correspondront respectivement l'Institut Philippe-Pinel et les Services correctionnels québécois; finalement, l'enfermement de refuge et de protection, qui dévoile des aspects plus ambivalents, sera étudié avec la Mission Old Brewery.

CHAPITRE II

CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES

L'enfermement physique des corps, volontaire ou non, est utilisé transversalement dans plusieurs institutions classiques. Différentes approches théoriques ont été utilisées pour aborder le phénomène de l'enfermement, que ce soit dans l'analyse de la vie interne propre à ces institutions ou dans leur profondeur contextuelle et historique. Cette revue de littérature nous montre que ces différents lieux d'enfermement se situent au carrefour de plusieurs rapports de pouvoir et de savoir, et sont activés par différentes dimensions de ce que l'on demande à l'individu et au social à une époque donnée. La persistance du recours à l'enfermement malgré les multiples transformations de la société occidentale et des populations concernées par ces dispositifs peut contribuer à mieux comprendre les exigences contemporaines du vivre-ensemble. L'étude transversale d'institutions classiques de réclusion, exécutée à la lumière de leurs logiques et de leurs affinités structurelles et à l'aide d'acquis théoriques variés, se montre susceptible d'éclairer certaines caractéristiques de notre socialité contemporaine en ce que ces établissements consistent en des lieux paroxystiques de la régulation, c'est-à-dire, des institutions à la fine pointe de la normativité et visant à la reconduire auprès d'individus problématiques.

Afin de traduire de manière davantage opérationnelle nos questionnements, on peut se poser la double question à savoir, d'une part, quelle individualité est produite par ces dispositifs d'enfermement, et d'autre part, à quelle socialité ces structures font-elles référence. Par individualité, nous entendons la forme sociale d'être un individu aujourd'hui, avec ses règles et ses exigences; par socialité, nous faisons référence aux règles sociales entourant la manière d'interagir et d'être ensemble. La

normativité quant à elle, désigne l'ensemble des prescriptions sociales (les normes) et leurs liens entre elles. L'enfermement peut ainsi être positionné, de manière conceptuelle, comme une structure-filtre médiatisant ces deux champs normatifs de l'individualité et de la socialité. Tout ce schéma peut donc être considéré baigner dans l'ensemble des modalités de socialisation et de régulation des conduites individuelles. Comment les dimensions sollicitées, mobilisées et mises de l'avant par les dispositifs contemporains d'enfermement révèlent-elles les exigences de notre socialité et de notre individualité? Quel style de socialisation caractériserait maintenant les divers modes de régulation contemporains, et que cela nous apprend-il sur la vie sociale en général?

Pour explorer les formes contemporaines de l'enfermement dans leur dimension institutionnelle, cette recherche s'attardera à la description et à l'analyse de milieux d'enfermement eux-mêmes. Dans un esprit typologique, des institutions seront sélectionnées et étudiées selon leurs convergences, leurs divergences et leurs lignes transversales. Sont ici précisées les questions méthodologiques concernant la construction de l'objet de recherche et la sélection des cas, la présentation de l'échantillon-population, ainsi que la délimitation du matériel en lien avec les incidents survenus pendant le terrain et le protocole de cueillette et d'analyse.

2.1 Construction de l'objet de recherche et sélection des cas

Les institutions de réclusion motivent leur usage coercitif de l'espace par différentes justifications philosophiques, sociales et pratiques. Le monde occidental connaît différentes formules typiques de l'enfermement des corps, chacune s'enracinant dans une rationalité et une histoire donnée. La réclusion est utilisée dans un large éventail de cas (punir, soigner, protéger, punir, travailler, éduquer, socialiser) et produit différents sujets (délinquants, malades, dépendants, religieux, militaires, étudiants, enfants).

De la littérature sociologique pertinente ressortent quelques figures fortes de l'enfermement ainsi que des typologies classiques. Dans son ouvrage sur les institutions totales précédemment évoqué, Goffman (1968) établit une typologie générale de l'enfermement en jetant les paramètres primaires aidant à départager et à conceptualiser ces milieux:

1) les organismes qui se proposent de prendre en charge les personnes jugées à la fois incapables de subvenir à leurs besoins et inoffensives (foyers pour vieillards, orphelins, indigents), 2) les personnes jugées à la fois incapables de s'occuper d'elles-mêmes et dangereuses pour la communauté, même si cette nocivité est involontaire (sanatoriums, hôpitaux psychiatriques, léproseries), 3) protéger la communauté contre des menaces qualifiées d'intentionnelles, sans que l'intérêt des personnes séquestrées soit le premier but visé (prisons, camps de prisonniers, camps de concentration), 4) dans le dessein de créer les meilleures conditions pour la réalisation d'une tâche donnée et qui justifient leur existence par ces seules considérations utilitaires (casernes, navires, internats, camps de travail), 5) assurer une retraite hors du monde même si en fait, on les utilise pour former des religieux (abbayes, monastères, couvents) (Goffman, 1968, p.46).

On observe que les critères selon lesquels Goffman construit sa typologie peuvent se résumer sous deux dimensions: qui enferme-t-on (prise en charge, danger, intentionnalité de la menace) et pourquoi (retraite, travail, soin). Le consentement de l'enfermé (volontaire, involontaire à la réclusion) semble une donnée importante; la temporalité de l'enfermement (durée, caractère continu ou segmenté) qualifiera elle aussi différemment l'expérience et les structures. Finalement, chacun de ces cinq types construits par l'auteur procède de traditions et de justifications sociales précises (les décisions collectives de prendre en charge les indigents, soigner les malades, former des religieux et des militaires, etc.).

Derrière et au cœur de ces paramètres institutionnels existent et subsistent en effet des justifications plus profondes à l'usage de l'enfermement. L'issue

institutionnelle « enfermement » semble se définir comme une option privilégiée dans une variété de situations sociales, tout en se montrant de plus en plus difficile à exécuter et à justifier dans le contexte contemporain. Aller aux sources de cette relative évidence de l'enfermement – qu'elle soit justifiée ou non – et de ces difficultés à la justifier contribue à éclairer les assises du phénomène et donc, à la sélection des cas à étudier. Il convient ainsi de considérer l'enfermement, dans toutes ses déclinaisons – carcérales, psychiatriques, religieuses – comme une des possibilités de gestion parmi d'autres, et que l'on persévère à utiliser aujourd'hui. Les justifications philosophiques des formes d'enfermement et leurs sources vont ainsi varier et représenter le large éventail des institutions classiques d'enfermement.

2.2 Présentation de l'échantillon-population

Pour organiser ces premières explorations de manière méthodologiquement valide, certains choix se sont imposés d'eux-mêmes, suivant la littérature sociologique et les figures fortes qui s'en dégagent. Dans le but de dresser une cartographie, un portrait de l'enfermement contemporain dans ses formes institutionnelles variées en mettant à jour certaines typologies classiques, l'idée ne sera pas de prélever un échantillon représentatif (quelques institutions d'enfermement) d'une population donnée (toutes les institutions d'enfermement de Montréal, de la province de Québec) pour généraliser les observations du premier à la seconde, mais bien d'éclairer réciproquement et directement l'univers d'analyse (virtuellement toutes les institutions d'enfermement) et les cas choisis dans l'échantillon-population (Pires, 1997). Les notions d'échantillon et de population tendent en effet à se confondre dans la mesure où les institutions choisies à un niveau local seront étudiées par une approche totale (Pires, 1997, p.120), chacune comme une représentante typique du phénomène. La présente recherche prend alors la forme d'une « structure ouverte ou paradoxale » : l'échantillon sera assimilable à un corpus empirique complet, et la construction de l'objet se fondera à la construction de notre échantillon (Pires, 1997).

Des institutions typiques et contrastées du phénomène ont été sélectionnées. Comme les quatre institutions qui feront l'objet de l'analyse ont été choisies en étroit lien avec la construction de l'objet de recherche, nous avons préféré des impératifs de typicité et de complétude plutôt que de proportionnalité. L'objet de recherche consistant en l'enfermement au sens large, ses aspects constants et ses caractéristiques contingentes, les différentes variantes que celui-ci prend sont moins des objets en eux-mêmes que des occasions de contraste et d'hétérogénéité. Comme modalité d'élaboration, nous nous inspirerons de la méthode wébérienne de l'idéaltype, qui propose d'élaborer des modèles de compréhension de la réalité sociale en accentuant les traits caractéristiques d'un phénomène afin d'en faire une construction idéale qui nous aidera à capter ce que l'on cherche à expliquer (Weber, 1965). La forme typologique qui en ressortira ne prétend donc pas refléter la réalité mais permet plutôt comme principe d'organisation du matériel en vue de l'analyse, une mise en rapport horizontal, une transversalisation des quatre cas.

Un échantillon institutionnel par cas multiples a donc été construit. Dans une intention typologique, quatre cas typiques et contrastés ont été choisis dans l'objectif d'une diversification externe (Pires, 1997). Les critères de constitution de l'échantillon-population ont été choisis après examen de la littérature consultée, soient : 1) le motif de l'enfermement 2) les caractéristiques globales des populations concernées 3) les modalités du consentement et 4) le régime temporel. En lien avec ces critères et la problématique, nous aurions pu sélectionner un représentant d'un enfermement « partiel » destiné à socialiser et/ou éduquer (écoles primaires, secondaires, CPE). Toutefois, nous avons choisi de nous pencher, dans une tradition sociologique, sur l'étude de groupes minoritaires et spécifiques, qu'ils soient problématiques ou non. Nous nous inscrivons ainsi davantage dans une sociologie des échecs et des lacunes de la socialisation, des expériences-limites, que dans une sociologie des « normaux », exécutée par le biais des institutions familiales,

éducatives ou pédagogiques par exemple. Ainsi, même la moniale cloîtrée, à cet effet, incarne l'étrangeté d'un parcours d'exception.

Tableau 2 Caractéristiques de l'échantillon-population

| | Mission Old Brewery | Institut Philippe-Pinel | Monastère des Carmélites | Services correctionnels du Québec |
|-------------------------------|---|--|--|--|
| Population | -Mixte | -Mixte | -Féminine | -Mixte |
| Motif de l'enfermement | -Vulnérabilité sociale | -Folie -Dangerosité mentale | -Appel -Vocation | -Délinquance |
| Justifications | -Assistance -Dépannage -Réinsertion | -Évaluation -Traitement | -Démarche mystique -Retrait -Silence | -Punition -Rééducation -Neutralisation |
| Consentement | -Volontaire, par défaut | -Inaptitude au consentement -Involontaire | -Volontaire | -Involontaire |
| Régime temporel | -Courte durée, segmentée | -Longue durée variable, continue | -Perpétuelle, continue | -Longue durée variable, continue |
| Type goffmanien | 1 | 2 | 4,5 | 3 |

2.2.1 Les Services correctionnels du Québec

Au Canada, la détention est une compétence partagée entre les paliers provinciaux et fédéraux selon la longueur de la peine attribuée. Les Services correctionnels du Québec (SCQ), logés dans le Ministère de la Sécurité publique, possèdent la responsabilité de la détention et de la « réinsertion sociale » des personnes contrevenantes condamnées à une peine inférieure à deux ans. Le Québec compte plusieurs établissements de détention, comprenant des unités dans les palais

de justice. Les SCQ appliquent depuis 2007 la Loi sur le système correctionnel du Québec, qui édicte le style de gestion et la configuration des acteurs de la détention provinciale aujourd'hui.

Concernant les fondements philosophiques de l'institution, la réclusion carcérale se justifie différemment selon que l'on considère la fonction principale de l'institution comme la neutralisation (empêcher la récidive immédiate par la contention), la punition ou la réhabilitation (Vacheret et Lemire, 2007). À un autre niveau de réflexion, l'emprisonnement existerait au cœur d'un système pénal auto-justifiant la peine afflictive, et plus généralement la peine d'emprisonnement, comme la solution naturelle (Pires, 2001). La rationalité pénale moderne, telle que l'auteur nomme la logique sous-tendant ce système, assimile une norme de comportement (un délit, une intention de faire souffrir) à une norme de sanction (une peine devant donc nécessairement et intentionnellement reproduire cette souffrance), les considérant de manière inséparable et s'identifiant l'une à l'autre. La rationalité pénale moderne va ainsi

[...] concevoir la protection de la société (ou l'affirmation des normes) de façon hostile, abstraite, négative et atomiste. Hostile, parce qu'on représente le déviant comme un ennemi du groupe tout entier [...] Abstraite, parce que le mal (concret) causé par la peine est reconnu mais conçu comme devant causer un bien moral immatériel [...] Négative puisque ces théories excluent toute autre sanction visant à réaffirmer le droit par une action positive (le dédommagement, etc.) et stipulent que seul le mal concret et immédiat causé au déviant peut produire un bien-être pour le groupe ou réaffirmer la valeur de la norme. Et, enfin, atomiste, parce que la peine — dans la meilleure des hypothèses — n'a pas à se préoccuper des liens sociaux concrets entre les personnes sauf d'une façon tout à fait secondaire et accessoire (Pires, 2001, p. 184).

Les autres formes de réclusion choisies pourraient bien répondre de rationalités similaires à celle énoncée par Pires. Ces rationalités auraient la capacité

de rendre fondamentale et de substantier leur propre raison d'être et leur fonctionnement et expliquent entre autres que l'enfermement perdure dans le temps.

2.2.2 L'Institut Philippe-Pinel de Montréal

L'Institut Philippe-Pinel (IPPM), hôpital de psychiatrie-légale, a été sélectionné pour sa mission spécialisée en évaluation et traitement de patients présentant de lourds problèmes de santé mentale combinés à des comportements violents ayant parfois mené à un délit. L'établissement mixte compte plusieurs unités destinées à évaluer et traiter la « dangerosité » de ses patients. Les séjours vont de quelques mois à quelques années. Le consentement occupe ici un troisième degré dans la mesure où l'on qualifie l'interné, dans la version canonique de l'enfermement psychiatrique, non pas comme volontaire ou involontaire mais comme ne pouvant consentir aux soins³.

L'enfermement psychiatrique moderne prend ses fondements philosophiques chez les aliénistes du XVIIIe et du XIXe siècle. La folie pourra et devra être guérie, première nouveauté de l'époque; et ce processus devra se tenir dans un lieu précis, l'asile. Les médecins se seraient en effet laissés « subjuguer par le projet

³ Il est possible de passer outre le consentement aux soins : «En cas d'urgence, le consentement aux soins médicaux n'est pas nécessaire lorsque la vie de la personne est en danger ou son intégrité menacée et que son consentement ne peut être obtenu en temps utile» (C. c. Q, 1991, c.64, a. 13). Sur cette base, on peut imaginer qu'une foule de situations tombant dans le registre de l'intervention psychiatrique puisse se passer du consentement. De manière plus factuelle, si l'on prend les statistiques officielles de l'IPPM, sur l'ensemble de la clientèle admise à l'Institut en 2005-2006, 64,4% provenaient d'établissements de détention et 19,8%, du Réseau des affaires sociales (hôpitaux généraux et psychiatriques, centres jeunesse, centres d'accueil) (IPPM, 2006b, p.20). Bien que l'on ne puisse évidemment pas généraliser sur l'état d'esprit de chacun des patients relativement à leur admission (et que tel ne soit pas le but), on peut tout de même affirmer qu'ils étaient déjà dans un réseau d'institutions où l'on ne choisit habituellement pas d'aller de sa propre initiative. Finalement, la « dangerosité mentale » peut mener, dans plusieurs législations civiles dont celle du Québec, à l'internement civil involontaire sur la base d'un « danger pour soi ou pour autrui en raison de l'état mental ». Similairement, certains hôpitaux psychiatriques spécialisés comme l'IPPM servent à déterminer l'aptitude à comparaître devant le tribunal ainsi que la responsabilité criminelle. Le fait que l'on intercède pour juger de ces paramètres illustre donc également que le consentement occupe une place équivoque.

paradigmatique d'une organisation de l'espace collectif à même de changer l'homme de par la seule efficience de ses dispositions » (Gauchet et Swain, 1980, p. 103). Comme évoqué dans le dernier chapitre, l'asile devra être un lieu hautement organisé, fonctionnellement divisé, à l'écart et instaurant des relations sociales primaires, typiques, voire familiales. Au centre et sommet de cette organisation, l'aliéniste et son autorité, se confondant presque avec le traitement moral lui-même (Foucault, 1972). Bien qu'en regard du traitement de la folie, les choses aient sensiblement changé avec la désinstitutionnalisation et les nosographies contemporaines, pour une majorité de situation qui sont jugées comme relevant de l'urgence, du danger ou du délire, c'est le confinement en institution psychiatrique qui s'impose toujours.

Une institution psychiatrique plus classique comme l'Hôpital Louis-H. Lafontaine, par exemple, aurait pu être choisie afin de représenter dans l'échantillon-population la typicité de l'enfermement psychiatrique. La recherche procédant d'un certains nombres de décisions à prendre, plusieurs raisons ont toutefois mené au choix de l'IPPM. Premièrement, l'Hôpital Louis-H. Lafontaine constitue une institution où l'on circule relativement librement par rapport à d'autres institutions psychiatriques dont le caractère fermé, clos illustre davantage un enfermement fort. Il s'agit de plus d'un hôpital psychiatrique classique, où l'on retrouve un large éventail de diagnostics dont plusieurs sont moins susceptibles de se rapporter aux définitions contemporaines de l'anormalité. L'IPPM, par rapport à cela, abrite des populations problématiques spécifiques, caractérisées par la sociopathie, la violence extrême, la pédophilie. Elle se situe à cet effet à la fine pointe des comportements problématiques socialement sensibles aujourd'hui. La conjugaison des paramètres de l'enfermement carcéral et psychiatrique dans un même établissement est aussi un aspect nous permettant d'observer directement les affinités et divergences de deux réclusions fortes. En plus de représenter les préoccupations d'avant-garde en psychiatrie-légale, parmi celles-là la délinquance sexuelle, qui prend une place grandissante dans les représentations sociales du « danger », l'institution novatrice est davantage

médiatisée que d'autres. À la question à savoir quelle institution de type psychiatrique est mieux à même de parler aujourd'hui de la persistance de l'enfermement, de l'individu et du social, l'IPPM se montre alors tout à fait indiqué.

2.2.3 Le monastère des Carmélites

La réclusion religieuse, parce qu'elle semble occuper un lieu à part et ne pas pouvoir se comparer avec les autres formes d'enfermement, enrichira certainement la réflexion. Elle prend également le lieu de cas négatif et nous obligera constamment à nuancer la réflexion. Le monastère des Carmélites a été sélectionné pour son impératif de silence, de retrait et de quête mystique. La présence des enfermées résulte d'un choix de vie, y est donc volontaire⁴ et ce, pour toute la durée de leur vie. L'intérêt d'un lieu d'enfermement religieux féminin tient également au fait de l'importance que ces communautés ont déjà eue dans la société québécoise.

Plusieurs grandes traditions d'ascétisme prescrivent à ceux qui s'y consacrent entièrement d'habiter un lieu retiré; dans la religion catholique, «l'image du désert et l'attitude du retour vers une précarité fondamentale où l'on ne dépend plus que de Dieu et non de l'activité humaine n'ont jamais cessé de faire partie du patrimoine culturel et spirituel de l'Église [...] » (Arnold, 1984, p.24). Pour l'Ordre du Carmel, il s'agit d'imiter les premiers croisés latins s'étant établis à la source d'Élie au Mont Carmel (Marcélis, 1997, p.30). Dans la chrétienté, les contemplatifs doivent habiter monastères et couvents dans la mesure où les conditions optimales d'une vie de silence et de prière sont réunies:

L'ascétisme était devenu une méthode de conduite rationnelle visant à surmonter le *status naturae*, à soustraire l'homme à la puissance des instincts, à le libérer de sa dépendance à l'égard du monde et de la nature, afin de le

⁴Du moins maintenant; les couvents et monastères ont par contre longtemps servi à emprisonner, à leurs frais, certaines catégories de femmes comme les filles-mères ou celles ayant commis l'adultère (Bertrand, 1998).

subordonner à la suprématie d'une volonté préméditée et de soumettre ses actions à un contrôle permanent et à un examen consciencieux de leur portée éthique. Objectivement, il entraînait ainsi le moine à devenir un ouvrier au service du royaume de Dieu, tout en assurant subjectivement le salut de son âme (Weber, in Juteau et Laurin, 1996, p.3).

L'enfermement religieux a donc pour justification de garantir les renoncements demandés aux religieux (Foucault, 1975, p.162). Il s'agit également d'une « prise en charge du monde plutôt qu'un retrait de celui-ci » (Marcélis, 1997, p.49) dans la mesure où l'idée d'intercession (consacrer sa vie à la prière afin d'intercéder auprès de Dieu en faveur du reste du monde) guide la vie religieuse monastique.

2.2.4 La Mission Old Brewery

Afin de traduire dans l'échantillon une forme de réclusion de protection, la Mission Old Brewery (MOB) a été choisie. L'enfermement⁵ y est toujours possible (24 heures sur 24), de courte durée (de l'heure du souper jusqu'après le déjeuner) pour ce qui est des refuges de nuit. L'enfermement y est volontaire, quoique souvent nécessaire et prescrit, entre autres dans le monde de l'intervention⁶. Pour reprendre les termes de Goffman, le cas se montre également intéressant puisque les personnes itinérantes ne sont ni considérées comme tout à fait « inoffensives », ni comme tout à fait « dangereuses », notamment par les pouvoirs policiers et municipaux. De plus, le phénomène a été et est toujours géré aux limites d'interventions ciblées autour de la

⁵ L'idée de prendre un enfermement de refuge tire sa validité de plusieurs raisons théoriques et pratiques. Des recherches récentes sur les ressources en itinérance voient dans les discours et les pratiques, l'émergence de l'imaginaire du camp et de la prison (Roy *et al.*, 2006). En effet, la vie dans un refuge est ponctuée de règlements inflexibles propres à un traitement bureaucratique des corps. Ces recherches démontrent également qu'au plan géographique, cette population reste enfermée au niveau du réseau urbain des ressources (Zeneidi-Henry, 2002). Finalement, on peut également expliquer la présence dans notre échantillon du refuge pour itinérants au niveau des hypothèses, en postulant qu'à l'issue du travail de recherche, nous pensons être en mesure de situer cette ressource comme un enfermement-type.

pauvreté, de la santé mentale et de la délinquance et des institutions d'enfermement correspondantes – le refuge, l'hôpital et la prison.

Le refuge de nuit est une forme institutionnelle dont la naissance relativement récente comme institution cohérente n'a que peu d'équivalents antérieurs. En effet, la figure de l'errant existe depuis longtemps dans les représentations, mais « le vagabondage préindustriel a très peu à voir avec les formes modernes de l'errance, tant au plan de ses manifestations, de ses conditions d'apparition et de reproduction qu'à celui de ses modes de prise en charge » (Aranguiz et Fecteau, 1998, p.84). Le XIXe siècle occidental aurait vu naître un mode de régulation inédit basé sur la liberté personnelle ainsi qu'une nouvelle éthique du travail qui, jumelés à un contexte de paupérisme endémique, auraient permis l'émergence de différentes institutions charitables (Fecteau, 2000). Le remodelage de ces institutions, postérieur à la deuxième guerre mondiale et à la naissance l'État-providence, aurait contribué à substituer au vagabondage « l'itinérance », et la montée de différents savoirs scientifiques et thérapeutiques aurait fini de qualifier les principaux intéressés comme une population à « resocialiser » (Aranguiz et Fecteau, 2000), auprès de laquelle « intervenir ». Ainsi, si le refuge de nuit offre des services d'urgence dans le but de répondre à des besoins humains primaires (toit, lit, nourriture, douche), plusieurs mesures sont mises en place pour qu'une nuit en refuge soit la première étape d'une « réinsertion », comme en attestent les différents programmes de départ de la rue.

Une évaluation rapide de ces quatre cas montre qu'il ne s'agit évidemment pas de formes pures; les deux premières institutions (la prison et l'hôpital psychiatrique), par exemple, partagent un impératif de neutralisation de leur population de par leur nature considérée dangereuse; on peut aussi affirmer que trois de ces quatre institutions (le refuge, la prison et l'hôpital psychiatrique) visent dans une certaine

⁶ Dans le sens où le milieu de l'intervention s'attend généralement à ce que les personnes itinérantes

mesure et de plus en plus, la « réhabilitation », la « réinsertion sociale » de leur population. Différents aspects de l'échantillon offrent également une gradation selon l'accumulation de fonctions (du simple îlot de silence à une institution spécialisée dans le traitement et l'évaluation de délinquants présentant une dangerosité) et des couplages se prêtant bien aux manipulations théoriques.

2.3 Matériel

Comme il s'agit de dresser une typologie des lieux classiques d'enfermement pour pouvoir qualifier les normativités dont ils relèvent, différents matériaux complémentaires avaient été pressentis. Pour les fins de la recherche, nous devions traduire dans le matériel étudié la manière dont se présente l'institution elle-même au niveau discursif, ainsi que les paramètres plus quotidiens et matériels de l'institution. Le scénario initial, les problèmes rencontrés, la prise en compte de ceux-ci comme part entière du terrain et la reformulation des paramètres empiriques sont ici présentés.

Deux sources de données avaient été pressenties. Les documents institutionnels constituaient une première source de données. Les brochures destinées au public, les règlements pour les usagers, l'horaire, les modalités d'entrée et de sortie, le plan de l'espace interne, les sites Internet et les autres documents de la littérature grise auraient permis de voir de quelles manières l'institution se justifie, se définit et organise son activité interne. L'examen et l'analyse de cette littérature institutionnelle devait nous permettre d'accéder aux justifications de l'institution, à sa présentation et son fonctionnement. En deuxième lieu, des entrevues avec un intervenant (une moniale dans le cas du couvent) de chaque institution étudiée devaient être réalisées. Il s'agissait d'interviewer quelqu'un pouvant diversifier et contraster l'information recueillie sur les différents paramètres de l'institution dans la

littérature grise. Dans la mesure où les entrevues se seraient idéalement déroulées dans l'enceinte des institutions, un cahier de notes ethnographiques aurait été tenu. Ce matériel (documents et entrevues) aurait ensuite fait l'objet d'analyse qualitative de contenu, selon les thématiques émergeant dans le cadre de la question de recherche et à l'examen des concepts théoriques retenus.

Les démarches d'approche des institutions ont été entreprises. Les SCQ et l'IPPM possèdent des comités de la recherche et des comités éthiques par lesquels les chercheurs doivent transiter afin de mener une entrevue au sein de leur institution. Les deux autres institutions (le monastère et le refuge) n'ayant pas de tels comités, des documents explicatifs ont été préparés. Des explications supplémentaires ont été introduites dans le projet de recherche afin que le bien-fondé de la recherche (analyse sociologique et non critique ou évaluation des pratiques) soit bien compris par les non-spécialistes.

Une institution a refusé le projet de manière définitive, et cet événement a attiré l'attention sur le sens des difficultés rencontrées dans l'accès aux différents sites. Les différentes réticences et refus institutionnels ont été considérés comme partie intégrante du terrain: « [...] le temps de l'enquête ne se réduit pas aux moments évidents et explicites de recueil des matériaux, mais, dans un mouvement inverse, redéfinit comme matériau potentiel tout événement qui prend place lors de l'enquête » (Darmon, 2005, p.98). Muriel Darmon (2005) a mené une démarche consistant à analyser les différentes négociations avec les institutions qu'elle souhaitait étudier dans le cadre de sa thèse de doctorat, dans la mesure où les refus et les acceptations rencontrés se montraient radicalement parlants tant sur les institutions elles-mêmes que sur l'état des discours sur son sujet de thèse. Tant la thèse de l'auteure que le présent mémoire de maîtrise sont des travaux de sociologie se penchant sur des réalités dont la médecine et la psychiatrie considèrent avoir une

chasse gardée clinique. On peut ici s'inspirer de son travail pour analyser comme matériau, les échanges entre la chercheuse et les institutions étudiées.

2.3.1 Une acceptation : l'institution parle

Les Services correctionnels du Québec exigent différents documents et explications (présentation détaillée du projet de recherche, engagement à la confidentialité) afin de constituer un dossier d'autorisation qui sera étudié. Tout au long des démarches demandées, les SCQ ont demandé des éclaircissements, surtout à propos du terme « enfermement » lui-même, ainsi que sur le vocable « involontaire » : « Lorsque vous indiquez "forme punitive involontaire" est-ce relatif au consentement individuel? »⁷. Comme depuis le départ, ces deux dimensions – parler d'enfermement, et parler d'enfermement involontaire – soulèvent plusieurs questions chez les différents lecteurs du projet malgré les précisions apportées, une telle demande d'explication de la part des SCQ n'était pas étonnante. En effet, malgré le fait qu'un monastère ait été choisi (évoquant ainsi les dimensions volontaires de l'objet) et que l'enfermement dont il est question dans ce mémoire et le but de la recherche aient été précisés, un chercheur expérimenté avait déjà conseillé à la chercheuse de « faire attention » en « critiquant l'enfermement », que « l'on ne pouvait pas être contre l'enfermement : qu'est-ce que tu proposes lorsque quelqu'un risque de se tuer ou de tuer quelqu'un? ». Cette anecdote ainsi que d'autres nous avait déjà suggéré que de poser la question de l'enfermement équivalait aujourd'hui à le critiquer.

Cela nous renseigne de manière éclairante sur les modalités de la présente recherche qui attirent l'attention, et donc, sur les dimensions de l'enfermement qui sont susceptibles de déranger aujourd'hui. Ainsi, l'enfermement semble prendre de facto une connotation négative. De plus, l'enfermement n'est pas questionnable dans

⁷ Extraits de la correspondance de la chercheuse, janvier 2008.

les cas où un individu met sa vie ou celle d'autrui en danger. Le consentement individuel s'est de plus montré, dès le début, dans les deux institutions où il n'est pas requis (la prison et l'hôpital psychiatrique) comme une dimension qu'on ne veut pas évoquer clairement, qu'on cherche à définir autrement. Les Services correctionnels ont toutefois accepté d'accorder une entrevue à la chercheure, sous certaines conditions, dont une vérification de « sécurité » (identité de la chercheure et absence de dossier criminel). La soumission des résultats à la direction appropriée avant toute publication conditionnait également l'entente, et nous montre l'ampleur du contrôle que l'institution désire exercer sur son image.

2.3.2 Un refus : l'institution parle aussi

L'IPPM demande aussi différents documents afin de soumettre le projet à son comité d'éthique : présentation détaillée du projet et de l'enquête, formulaire de présentation au participant, formulaire de consentement. Suite à l'étude du dossier, le comité de la recherche de l'IPPM a opposé à toutes les dimensions du projet de recherche un refus catégorique à moins d'une réécriture et d'une remodelisation complètes et entières. Le responsable du comité a nommé en vrac, dans une conversation téléphonique avec la chercheure, les raisons pour lesquelles le projet ne pouvait avoir lieu : « non-respect de la méthodologie qualitative », « absence de structure », « grande méconnaissance du milieu ⁸ ». Pour ce dernier énoncé, le responsable explique qu'on peut observer cette méconnaissance « lorsque vous affirmez que tous les patients de l'IPPM sont inaptes au consentement ». Comme l'affirmation n'avait pas du tout été formulée dans ces termes, la chercheure a précisé que l'affirmation se positionnait clairement comme idéaltype wébérien, selon lequel un enfermement psychiatrique canonique ne peut se qualifier comme volontaire ou

⁸ Extraits du journal de terrain de la chercheure, janvier 2008.

involontaire, mais dans le cadre d'un troisième degré au consentement⁹. Le responsable a alors immédiatement enchaîné avec une autre dimension du projet se montrant selon lui défailante, sans prendre en compte ou répondre à cette précision de la part de la chercheuse, en répétant pour la seconde fois que le projet de recherche « avait vraiment été rejeté à l'unanimité »¹⁰ et que le procès-verbal de la réunion pouvait être envoyé pour appuyer ses dires. À la question de la chercheuse à savoir si le projet pouvait être présenté une seconde fois après changements et améliorations, le responsable a répondu que des changements considérables s'apparentant davantage à une refonte entière devraient être apportés avant que le comité n'accepte de le réexaminer.

Une copie du procès-verbal de la réunion a donc été demandée. À la plus grande surprise, les raisons pour lesquelles le projet a été rejeté ne relevaient absolument pas de questions éthiques par rapport aux patients, ou de questions techniques ou institutionnelles par rapport au personnel et à sa disponibilité. C'est le projet lui-même, dans sa construction et surtout dans sa méthodologie, qui a été jugé de qualité insuffisante pour prendre place à l'institut. De plus, le texte démontrait que le responsable n'avait pris le soin de reformuler aucune des affirmations concernant le projet lors de la conversation téléphonique et s'était contenté de lire textuellement les énoncés inscrits dans le procès-verbal.

En gardant en tête que le projet de recherche en était un de mémoire de maîtrise, avec ses lacunes et ses manques¹¹, la réponse qu'il a créée chez l'institution

⁹ « [...] le consentement occupera ici un troisième degré dans la mesure où on qualifie l'interné, dans l'idéal-type de l'enfermement psychiatrique, comme « inapte » au consentement. » Projet de recherche présenté à l'IPPM, 2007, p.9.

¹⁰ Extraits du journal de terrain de la chercheuse, janvier 2008.

¹¹ Il s'agit peut-être seulement de préciser que le projet de recherche avait été lu par quatre professeurs-chercheurs (le directeur d'études, le responsable départemental de la déontologie, un expert en criminologie, un méthodologue) qui l'ont tous jugé comme un projet de maîtrise prêt à être mené et dont la méthodologie était appropriée, ce pourquoi la question des différences entre champs disciplinaires se pose.

se montre riche à interpréter, et ce, sous plusieurs points. On peut d'abord interpréter ce refus catégorique comme une réponse de l'institution elle-même, nous renseignant sur les difficultés résidant dans le fait de pénétrer dans un milieu d'enfermement pour un non-concerné (Darmon, 2005). Par notre interlocuteur a parlé l'institution, ce que l'on remarque entre autres dans l'insistance du responsable à vouloir faire parler les procédures à sa place (lire le procès-verbal au téléphone et vouloir l'envoyer à la chercheuse pour appuyer la décision).

Mais plus que l'institution qui parle, autre chose semblait sous-tendre ces échanges et leurs formulations. La lecture du procès-verbal donne en effet la vive impression d'un groupe socioprofessionnel, ici majoritairement des médecins, des psychiatres et des cliniciens, qui affirme son consensus (« la décision a vraiment été unanime ») autour de la manière d'aborder un sujet, ici l'enfermement psychiatrique. De plus, cette affirmation d'unanimité veut se présenter comme définitive et irréversible pour qualifier sa force (évitement de la reconnaissance de l'argument de la chercheuse au téléphone, précision à l'effet que le projet ne sera pas reconsidéré à moins d'une refonte). Ce consensus se développe aussi par différentes stratégies de discrédit du projet, surtout dans ses dimensions méthodologiques, dans la mesure où celles-ci sont directement rattachées aux différences entre champs disciplinaires (médecine, psychiatrie VS sociologie). En effet, en plus du fait que les deux champs disciplinaires adoptent parfois des méthodologies différentes, le présent projet suit une méthodologie qualitative dont les implications sont (encore aujourd'hui) au cœur de multiples débats autour de la scientificité.

L'institution ne peut toutefois pas assumer de refuser un projet pour ces raisons¹²; elle le refuse en se positionnant comme maîtrisant l'univers de la

¹² N'oublions pas que l'institution possède un centre de recherche, s'inscrit dans le réseau universitaire et qu'il se positionne à l'avant-garde de la production et de la diffusion de connaissances dans son domaine.

méthodologie qualitative pour pouvoir affirmer que le projet ne respecte pas cette méthodologie : « On comprend qu'il s'agit d'une méthodologie qualitative mais on ne voit pas comment les principes de la méthodologie qualitative sont respectés eu égard, par exemple, à la saturation de l'information ou à la triangulation de l'information »¹³. Un autre énoncé nous confirme par contre qu'il y a au sein du groupe une certaine méconnaissance des termes dans lesquels se fait la réflexion sociologique : « Une grille d'analyse est déjà mise en place, mais elle n'est pas justifiée; on ne voit pas en quoi ce serait la bonne grille, de sorte qu'il apparaît clair que les conclusions ne pourront être que celles déjà pressenties dans la grille d'analyse et que, à cet égard, on ne voit pas en quoi le projet va faire avancer les connaissances »¹⁴. La « grille d'analyse déjà mise en place » fait-elle référence au cadre théorique? Aux dimensions qui ont été choisies d'étudier? Aux termes utilisés? Pourquoi ne serait-ce pas «la» bonne ? Probablement toutes ces réponses, hypothèse selon laquelle c'est la sociologie elle-même qui ne peut pas faire « avancer les connaissances ». On comprend déjà mieux pourquoi le projet avait été baptisé « d'impressionniste ».

Un dernier argument finit de disqualifier le projet et la chercheuse lorsqu'on affirme qu'il y a « méconnaissance du milieu »¹⁵. En plus d'être un argument circulaire (il y aura forcément méconnaissance du milieu tant que l'institution ne permettra pas à des chercheurs méconnaissant d'y pénétrer), le groupe signifie peut-être par là qu'une réalité clinique n'est pas abordable à un non-clinicien (Darmon, 2005). Suivant une piste de cette même auteure de laquelle nous nous inspirons, une recherche Internet sur le membre du comité ayant proposé en premier le refus du projet révèle en fait qu'il s'agit d'un médecin, qui positionne sa dernière recherche comme se situant dans le domaine de la sociologie. Le sujet étudié fait déjà l'objet de

¹³ Procès-verbal du Comité de la recherche de l'IPPM, 20 novembre 2007.

¹⁴ Procès-verbal du Comité de la recherche de l'IPPM, 20 novembre 2007.

¹⁵ Procès-verbal du Comité de la recherche de l'IPPM, 20 novembre 2007.

recherches en sciences sociales depuis des décennies, mais est présenté comme relativement inédit. Des généralisations peu fondées sur « la culture », « l'Occident » ou « le mouvement des femmes » finissent de nous renseigner sur la compréhension probable du groupe de ce qu'est la sociologie.

On peut émettre l'hypothèse que le refus du projet procède de trois paramètres majeurs. L'inexpérience de la chercheuse propre à son niveau d'études, d'abord, qui, si bien réelle, n'a pas été prise en compte par le comité. Ensuite, un mécanisme probable de défense de l'institution, dont la clientèle n'a pas bonne presse, qui y est souvent involontairement, qui constitue un milieu clos, et dans laquelle on ne souhaite pas d'étrangers. Mais une dimension peut-être importante du refus consiste en la réinscription de conflits disciplinaires sous les termes de la méthodologie, afin d'écarter une définition alternative, « l'enfermement », d'une réalité habituellement étudiée par des cliniciens. Une sociologie de la place de la sociologie dans l'espace des discours (Darmon, 2005) reste alors à écrire.

2.4 Redéfinition du terrain, protocoles et limites

Après réflexion, il a été décidé que de mener des entrevues dans seulement une partie des institutions contribuerait probablement à débalancer l'analyse. De plus, l'inflexion qui aurait résulté d'une réécriture en vue de l'adoption du projet par l'IPPM a été jugée comme invalidant en partie le projet. Quant à choisir d'autres institutions auprès desquelles recommencer des démarches, des questions de temps nous en empêchaient. L'analyse s'est donc tournée vers les discours entourant l'image publique que les institutions se donnent dans leurs sites Internet. En effet, un des lieux actuels privilégiés de l'auto-présentation institutionnelle se réalise par le biais du site web, qui occupe un lieu qui n'avait jadis pas d'équivalent en termes de diffusion, de moyens, d'esthétique, d'audience. Les sites Internet sont aujourd'hui des structures auxquelles sont consacrés budget, expertise, professionnels de tout genre et dans lesquelles les institutions fournissent plusieurs documents (rapports annuels,

statistiques, photos). Cette place importante du média le constitue ainsi comme un espace tout indiqué pour débusquer les stratégies de présentation des institutions, de leurs fondements, de leurs justifications.

Un protocole de cueillette a été élaboré. Les quatre sites ont été visités une première fois et comparés afin de voir s'il était possible, tant quantitativement et qualitativement, de les mettre en rapport. Ils ont ensuite été revisités, et toutes les sections du site étant directement en lien avec l'institution locale (et non d'autres composantes extérieures par exemple) ont été imprimées. Divers autres documents complètent le contenu des sites Internet, soient des matériaux secondaires divers trouvés tout au long des lectures (code de vie de la congrégation carmélite, instructions pour les communautés contemplatives, sources secondaires¹⁶; statistiques correctionnelles et outil actuariel d'évaluation des détenus; rapport annuel, archives médicales et rapport du comité des usagers de l'Institut Philippe-Pinel; dépliants de la Mission Old Brewery).

Comme conséquences de ces inévitables réajustements propres à toute enquête sur le terrain, les quatre institutions étudiées ne se trouvent pas tout à fait à niveau administratif équivalent : l'IPPM est un institut local, mais suprarégional; le site du Carmel s'applique au niveau de la congrégation et de la province; les SCQ sont composés de différents établissements et unités administratives et constituent une entité ministérielle; la MOB est un établissement local mais bien inscrit dans un réseau et comprenant plusieurs composantes. À ce potentiel débalancement qui pourrait en résulter, nous proposons de considérer la réflexion comme portant sur des «champs institutionnels» (un champ institutionnel correctionnel, psychiatrique,

¹⁶ Comme l'accès aux monastères de vie contemplative est très restreint et qu'il existe peu de sources et de monographies sur la vie cloîtrée, une source secondaire portant sur la vie quotidienne carmélitaine sera parfois citée en complément aux autres données (Marcélis, Anne-Dolorès. 1997. *Sous le voile, le monde des religieuses cloîtrées au XX siècle*. Ottignies/Louvain-La-Neuve (Belgique) : Quorum, 245 p.)

congrégationniste, de refuge). À ce sujet, le concept de dispositif explicité dans le cadre théorique permet théoriquement de telles considérations dans la mesure où il sera davantage ici question d'un ensemble de discours, pratiques, et institutions que d'établissements locaux, localisés.

Tout le matériel a fait l'objet d'analyse qualitative de contenu par thématiques émergentes. D'une première lecture flottante sont apparues des unités de sens et des récurrences discursives. Après avoir confirmé ces regroupements par d'autres lectures, des catégories descriptives ont été construites à partir de ces unités de sens. Une lecture plus conceptuelle a ensuite fait émerger des catégories analytiques avec lesquelles appréhender le matériel à un autre niveau. Le visuel des sites Internet (photos, graphisme, organisation) a également été analysé dans la mesure où il fait partie prenante de la présentation institutionnelle. Toutes ces étapes ont d'abord été complétées pour chaque institution séparément, et les quatre analyses de contenu ont fait ensuite l'objet de la même procédure afin de trouver des lignes de réflexion les traversant. Ces champs de force ont ensuite été relus et analysés à la lumière des différentes théories retenues dans le cadre conceptuel à l'aide de la question de recherche.

Pour ce qui est de la question de la saturation des données, elle se pose différemment dans une structure ouverte, dans la mesure où ce qui échappe à l'observation constitue davantage un dehors de la recherche qu'un niveau de saturation trop peu élevé (Pires, 1997). La forme typologique que prend ce travail de recherche résulte de choix conceptuels précis (i.e., des institutions données sont choisies pour leurs caractéristiques canoniques, et des éléments de matériel sont choisis suite à la question de recherche précise posée). Ainsi, si l'on peut parler de saturation, il s'agit davantage de dire qu'à la lumière de la question de recherche et des institutions choisies, il n'y a pas de vides qui subsistent.

Une telle approche méthodologique possède évidemment ses limites. Dans la mesure où il s'agit d'une analyse de la représentation que l'institution se donne d'elle-même, il est entendu que l'information contenue dans les sites, et par extension les résultats, ne concerneront pas les pratiques en tant que telles, mais bien les discours et les représentations sociales. De plus, ces sites constituent bien évidemment des tableaux partiels, voire même orientés, et les absences, omissions et marges du texte devront aussi être prises en compte. Il s'agit de quatre institutions contemporaines montréalaises que l'on veut faire dialoguer avec les typologies classiques et la théorie sociologique, et comme il a été dit précédemment, toute généralisation empirique à d'autres milieux d'enfermement est pour l'instant hasardeuse. Finalement, ce sont quatre institutions différentes à bien des égards, concernant des populations contrastées et se situant à des niveaux administratifs inégaux; à ces égards, les analogies propres à l'analyse transversale doivent rester prudentes et dans un esprit d'équivalence plutôt que d'isomorphisme.

Chacune des quatre institutions sera d'abord présentée brièvement; l'analyse se déroulera ensuite en six temps pour chacune des figures étudiées, soient : la présentation des caractéristiques de l'institution; la présentation des caractéristiques de la clientèle concernée; les interventions autres que celles liées à l'enfermement; le traitement du thème de l'enfermement; la qualification du social par l'institution; et finalement, un résumé des traits contemporains de l'institution. Il est à noter qu'afin de simplifier les références et les citations, le matériel propre à chaque institution a été codé selon un système de lettres et de chiffres (A1, A2, B1, ...). Dans chacun des quatre chapitres portant sur une institution, la référence au matériel se fait directement (ex. A1, B2) sans nommer l'institution; dans les chapitres VII et VIII, dans lesquels il sera question de toutes les institutions, l'acronyme sera précisé (IPPM, A1, SCQ, B2, etc.). L'index du matériel se retrouve en appendice A.

CHAPITRE III

LE CHAMP PSYCHIATRIQUE

Afin de représenter la figure de l'enfermement psychiatrique, l'Institut Philippe-Pinel de Montréal (IPPM) a été choisi. Situons d'abord rapidement les changements de justifications dans l'enfermement psychiatrique depuis ses débuts, puis plus précisément au Québec, le recours à l'enfermement ayant persisté selon différentes raisons et selon différentes modalités. Nous pourrions ensuite nous concentrer sur l'analyse du matériel recueilli dans le site Internet, qui s'est fait selon six thèmes principaux : la présentation de l'institution, la présentation de l'individu enfermé, les différentes interventions mises en place, le traitement du thème de l'enfermement à proprement parler, le rapport au social et finalement la synthèse des traits de l'institution.

3.1 De la loge à l'institut universitaire

La folie n'a pas toujours été enfermée, et se trouve à revêtir une allure particulière avec la naissance de l'asile destiné à la guérir. La fin de l'enfermement massif classique est également le début d'une certaine psychiatrie, d'un certain enfermement et du sujet qui leur est propre. Au Bas-Canada, la prise en charge du fou « furieux » se fait d'abord au début du XIX^e siècle par le biais d'un système de loges¹⁷ opéré par les congrégations religieuses, ainsi que par l'usage détourné de la prison (Cellard, 1991). La réclusion en est donc une de neutralisation du danger et par extension, de protection de la « société ». Les fous dits « indigents », quant à eux,

¹⁷ Les loges désignaient les pièces fermées où l'on gardait les fous : « fort petites (8 pieds sur 7), ces loges étaient, semble-t-il, mal chauffées et mal aérées » (Cellard, 1991, p.169). Elles disparaîtront

peuvent de moins en moins être hébergés et supportés par la famille à mesure qu'avance le siècle, et ce, pour des raisons socioéconomiques propres au contexte d'urbanisation et de paupérisation. Comme un peu partout en Occident, on assiste alors au Bas-Canada puis au Québec à une période asilaire, inspirée à ses tout débuts du traitement moral, qui s'étend environ jusqu'aux années soixante (Boudreau, 1984), et pendant laquelle l'État complète une prise en charge presque totale.

La première moitié du vingtième siècle est le terreau de la lente transfiguration des asiles en hôpitaux. En effet, la « transformation du système asilaire soumis à la tutelle du clergé en un système psychiatrique contrôlé par les psychiatres ne fut ni facile ni machinale » (Boudreau, 1984, p.71). Le bien-fondé de la réclusion se déplace de la contention vers la guérison du fou comme le postulent les premiers aliénistes. Les années soixante voient prendre place une véritable révolution psychiatrique que plusieurs font débiter par la publication du livre *Les fous crient au secours* en 1961, qui constitue une dénonciation des conditions d'internement et de la gestion qu'en font les communautés religieuses. Cette « redécouverte du fou » initiée par les psychiatres modernistes et appuyée par des groupes de patients et certains syndicats (Boudreau, 1984, p.85) donne lieu / est redevable à différents changements dans les représentations (passage de la folie à la maladie mentale) ainsi que dans les structures, le plus important étant l'idée de désinstitutionalisation. Accompagnant ce processus, naît et se consolide un rapport de plus en plus pudique au corps et à son enfermement ainsi que de nouvelles exigences de l'individualité et de la socialité.

progressivement au milieu du XIXe entre autres sous les critiques des psychiatres et parce que les religieuses craignent pour leur vie (Cellard, 1991, p.189).

Tableau 3 Caractéristiques des théories dominantes selon l'époque (Boudreau, 1984, p.57)

| Caractéristiques | Période I (- 1960) | Période II (1961-1970) | Période III (1970 +) |
|--|--|--|---|
| 1. Système | Système asilaire | Système psychiatrique | Système global des affaires sociales |
| 2. Thème dominant | «La folie est un don (punition de Dieu) qui ne se guérit pas» | «La maladie mentale est une maladie comme les autres» | «La santé mentale est un droit de tous» |
| 3. Promoteurs | Clergé, congrégations, anciens neuropsychiatres, traditionalistes, petite bourgeoisie libérale | Jeunes psychiatres modernistes, nouvelle bourgeoisie | Technocrates, administrateurs, planificateurs, Ministère des affaires sociales |
| 4. But officiel | Le salut des âmes, l'hébergement des corps | Traitement et guérison | L'épanouissement de la personne dans sa totalité physique et mentale |
| 5. Représentation de la situation | Les sœurs étant les plus dévouées sont les mieux qualifiées pour les héberger | Les psychiatres sont les experts dans ce domaine médical | Le gouvernement est responsable de la collectivité – tous peuvent et doivent contribuer |
| 6. Consommateur | Résident, pensionnaire | Patient | Client, citoyen |
| 7. Modèle d'intervention | Modèle traditionnel – religieux; hébergement, internement | Modèle scientifique – curatif; intervention individualisée | Modèle social – préventif; santé publique globale |

C'est suite à ces bouleversements que la Commission d'étude des hôpitaux psychiatriques est mise en place, à l'issue de laquelle naît le Rapport Bédard qui consacre en quelque sorte le projet québécois de désinstitutionalisation (Lecomte,

1997). La recommandation de la construction d'un hôpital psychiatrique à sécurité maximale pour remplacer l'aile psychiatrique jugée inappropriée de l'Asile de Bordeaux donne lieu huit ans plus tard (1970) à l'ouverture de l'Institut Philippe-Pinel de Montréal (IPPM, 2006a). On peut affirmer qu'il s'agit en quelque sorte d'une redécouverte du fou dangereux et de l'institution spécialisée qui lui correspond, dans la mesure où les questions entourant les déviations sexuelles et psychopathologiques prennent une place grandissante dans l'imaginaire populaire et l'agenda politique. Ainsi, malgré un recours de moins en moins justifiable et de moins en moins populaire à l'enfermement du corps du fou, le dangereux mental, lui, fait persister dans une certaine mesure l'enfermement.

Plusieurs virages s'amorcent dans l'organisation québécoise des soins en santé mentale à cette époque. La sectorisation des services psychiatriques, entre autres, fait son apparition au courant des années soixante-dix. La santé et la santé mentale se transfigurent d'un droit de tous à une « responsabilité partagée entre différents acteurs » : « personnes utilisatrices », leurs proches, organismes communautaires, CSSS (Centre de santé et de services sociaux), CH (Centre hospitalier), instituts universitaires et autres « partenaires » (MSSS, 2005). Plusieurs lignes de discours mènent également à un recours modéré à l'enfermement psychiatrique. Si, au Québec, « à tout moment, une personne sur six souffre d'une forme ou d'une autre de maladie mentale », les services en santé mentale doivent conséquemment être offerts à toutes les catégories de populations-cible : « population générale, enfants et jeunes présentant un trouble, adultes présentant un trouble, personnes à potentiel suicidaire élevé, personnes présentant un diagnostic de comorbidité » (MSSS, 2005, p.8). L'hospitalisation devient un recours propre aux services de deuxième et troisième ligne¹⁸, et concernent les personnes ayant des troubles mentaux « graves »¹⁹. Dans la

¹⁸ Les services de deuxième ligne comprennent « l'évaluation et le traitement spécialisés, l'hospitalisation et le suivi intensif » et les services de troisième ligne, « s'adressent à des personnes ayant des problèmes de santé complexes, dont la prévalence est faible, ou dont la complexité requiert

mesure où l'on reconnaît aux personnes utilisatrices de services «la capacité [...] de prendre le contrôle de leur vie et de participer activement à la société» (MSSS, 2005, p.12), l'enfermement n'occupe en effet plus une place de choix dans l'éventail de choix sociaux maintenant davantage versés dans la prévention, la gestion ponctuelle de crise et le maintien dans le milieu grâce à la mobilisation de l'entourage et des organismes communautaires. L'individu contemporain a maintenant de nouvelles «ressources» à la mesure du «pouvoir» qu'il a sur sa vie.

Tableau 4 L'enfermement psychiatrique selon le schéma québécois des soins²⁰.

| Communauté | 1 ^{ère} ligne | | 2 ^{ème} ligne | 3 ^{ème} ligne |
|-----------------|------------------------|---|--------------------------------|---|
| | « Sans maladie » | « Avec maladie » | Hôpital 2 ^{ème} ligne | Hôpital 3 ^{ème} ligne (dont Institut Philippe-Pinel) |
| | Services généraux | Équipe santé mentale 1 ^{ère} ligne | | |
| | Urgence | | | |
| Non-enfermement | | | Enfermement | |

Depuis la désinstitutionalisation donc, on peut avoir une « maladie mentale » et bénéficier de soins dans l'espace de 1^{ère} ligne, c'est-à-dire des services universels dispensés en milieu ouvert. On peut donc schématiquement situer l'enfermement psychiatrique au Québec comme recouvrant la portion des services d'urgence psychiatriques s'apparentant à la deuxième ligne, ainsi que les services de troisième ligne. Dans le schéma d'organisation des soins au Québec, l'IPPM est un

une expertise» (MSSS, 2005, p.24). Les services de première ligne, quant à eux, sont les services offerts dans la communauté, à la population en général.

¹⁹ «Les troubles mentaux sont qualifiés de graves lorsqu'ils sont associés à un niveau d'incapacité qui interfère de façon significative dans les relations interpersonnelles, les compétences sociales de base et la capacité fonctionnelle dans la production d'un travail» (MSSS, 2005, p.40).

²⁰ Nous avons adapté le tableau « Cheminement d'un adulte dans le système hiérarchisé », figure 3 du Plan d'action en santé mentale 2005-2010, p.50, en y ajoutant à la base les zones ombragées («enfermement», «non-enfermement»).

établissement de troisième ligne, niveau composé d'établissements surspécialisés : comme patient, on y accède donc en y étant référé par un autre palier de soins (première ou deuxième ligne).

L'IPPM est « un hôpital psychiatrique, suprarégional, universitaire, spécialisé en psychiatrie légale et dans l'évaluation, le traitement et la gestion des patients présentant un risque de comportements violents » (A2). Les années soixante-dix voient les premières unités de l'institut se mettre en place (expertise psycho-légale, adolescents, déviants sexuels) et l'établissement s'affilie à l'Université de Montréal en 1976²¹. Les femmes sont accueillies dans une unité leur étant réservée à partir de 1985, et le Centre de psychiatrie légale de Montréal, un service externe d'expertise en psychiatrie-légale auprès de différentes organisations dont les tribunaux, est créé en tant que composante de l'Institut en 1988. La Clinique de la dangerosité née la même année offre également des services de consultation à différentes institutions du réseau de la santé. Les années quatre-vingt-dix voient le volet recherche se développer; une unité mixte et une unité de transition sont également créées. Tout récemment (2006), un laboratoire en cyberpsychologie est inauguré. L'IPPM se définit maintenant comme « une référence incontournable dans le domaine de la psychiatrie-légale au Québec et ailleurs dans le monde » (A1).

3.2 Enfermer pour traiter la dangerosité mentale

Le site Internet de l'IPPM est un site qui donne l'impression de fournir une multitude de détails aux publics auxquels il est destiné (grand public, chercheurs, spécialistes, intervenants du réseau, familles des patients). Plusieurs informations relatives aux patients et à la vie interne de l'institution sont présentes : description des unités, des activités, du profil-type d'un patient. Une « visite virtuelle » permet à

²¹ Pour ce paragraphe, nous nous référons à la section «Historique» du site Internet officiel de l'IPPM, document A2.

l'internaute d'accéder à plusieurs photos de l'intérieur de l'institut et de ses installations (piscine, jardin, ateliers, même une chambre de patient). On retrouve entre autres comme photos d'accueil, des cerisiers en fleurs et des mains recueillant un oiseau, évoquant une harmonie presque exagérée lorsqu'on sait de quelles clientèles il s'agit. La section réservée pour la famille et les proches renseigne sur les heures de visite et le fonctionnement général de l'institution. En plus de plusieurs publications officielles de l'institut qui sont fournies sur le site en fichiers informatiques (rapports annuels, rapports du comité des usagers, statistiques), une foire aux questions destinée au grand public a pour but d'expliquer certains aspects de l'institution. La foire aux questions est une stratégie institutionnelle intéressante dans la mesure où une institution a la possibilité de donner une forte impression de transparence, en choisissant toutefois les dimensions qu'elle veut bien rendre visibles. La devise de l'institution est présente dans plusieurs sections du site : « Apaiser la souffrance, contrer la violence : une mission unique ».

3.2.1 L'Institut et son prestige : auto-présentation

L'IPPM se présente selon divers vocables destinés à qualifier sa réputation et son expertise. L'IPPM se positionne en effet comme « une référence incontournable » (A1), « reconnue un peu partout dans le monde » (A), « leader dans son domaine » (A), une « référence » (A1, B1), un « chef de file » (B1) possédant « un rôle unique » (A2). Cette institution ultra-spécialisée possède une quadruple mission : « soigner, enseigner, chercher et comprendre, prévenir la violence » (A1). Elle accueille également des patients de partout et offre des programmes exclusifs. L'institution met de l'avant à plusieurs reprises son souci de la qualité des services (A) et une « mise en œuvre de pratiques de pointe » (A2, B2).

L'IPPM expose la mythologie dont elle procède. Ses origines et sa constitution habitent le site et sont brandies avec emphase. Le poids du nom,

d'ailleurs, en référence au célèbre aliéniste ayant pratiquement inventé l'enfermement psychiatrique moderne, ne manque pas de qualifier l'institution comme redevable à ces origines et « l'humanisation » des soins qu'elles représentent. Une section « Historique » retrace les événements marquants quant à la naissance et l'évolution de l'institut. La naissance de l'institution est narrée :

À partir de ce moment [la décision du gouvernement du Québec de construire un hôpital psychiatrique à sécurité maximale dans les années soixante], architectes, ingénieurs, psychiatres et spécialistes de la sécurité mettent leurs ressources en commun pour doter le réseau de la santé d'un hôpital à mission novatrice (A6).

Les bases utopistes et fonctionnalistes de l'enfermement psychiatrique semblent ainsi perdurer dans le projet d'une institution née aux confluent des savoirs d'experts des soins et de l'espace. La réclusion psychiatrique moderne naît en effet, comme nous l'avons vu précédemment, selon un projet de rendre cohérent, voire d'assimiler les dimensions spatiales et thérapeutiques. On affirme ainsi que la construction et la configuration du lieu, la manière dont il est pensé, sont spécifiques à sa mission et à l'activité qu'il abritera et forment un tout cohérent.

L'évolution de l'Institut est intimement liée aux transformations d'autres représentations entourant le « mental » et la dangerosité. Des unités ouvrent selon les catégories de population pour lesquelles se consolide un certain intérêt social et clinique : ouverture d'unités pour adolescents (1972), pour « déviants sexuels » (1979), pour femmes (1985), mixtes (1996)²², de « transition » (1998). Le laboratoire en cyberpsychologie, qui utilise des méthodes technologiques dont la réalité virtuelle et le pléthysmographe pénien (qui sert à évaluer, et éventuellement corriger

²² « Les hommes avec les femmes : pas fou comme idée », à propos des unités mixtes de l'IPPM, La Presse du samedi 5 juin 1999, p.A30.

l'excitation sexuelle selon la réponse physique du sujet) pour l'évaluation et le traitement des délinquants sexuels, ouvre également en 2006, à un moment où le crime sexuel occupe une place prépondérante, quoiqu'équivoque, dans l'imaginaire du danger²³.

L'IPPM, dans sa définition de lui-même, expose qu'un certain prestige entoure ses activités, la manière dont elles sont conduites et l'avant-garde qu'elles constituent. Par une forte mythologie enracinant sa mission dans sa spatialité entre autres, l'Institut veut annoncer sa cohérence et sa pertinence, ainsi que son évolution en phase sur les nouvelles catégories d'individus découvertes comme «dangereuses». La difficulté d'enfermer aujourd'hui trouve alors partiellement ses justifications dans ces éléments prestigieux, historiques et scientifiques.

3.2.2 Interpeller le sujet de la dignité

L'individu enfermé à Pinel est avant tout un «patient». De manière plus concrète, on présente la clientèle de l'IPPM comme des hommes, des femmes, des adolescents, de différents milieux socioculturels (A2, A5). Ils proviendraient d'endroits variés dont les proportions sont, en 2005-2006, les centres de détention à 64,4 %, le « réseau des affaires sociales » (hôpitaux et centres d'accueil) à 19,8% et la communauté à 15,8 % (IPPM, 2006, p.20). Le patient-type est présenté comme ayant de graves problèmes de santé mentale (A1), associés à des comportements violents et de la dangerosité nécessitant un « encadrement spécialisé » (C1). Les principaux diagnostics à l'admission relèvent de la schizophrénie, des troubles de l'humeur et des troubles de la personnalité (F). La mise de l'avant des origines variées des patients (sexe, âge, milieux) évoque l'idée que les troubles psychiatriques se

²³ D'un côté ils sont considérés comme de véritables monstres et la vindicte populaire est sans merci, d'un autre côté nombre de séries télévisées s'intéressent au phénomène, voire s'y consacrent de manière presque voyeuriste («La loi et l'ordre : crimes sexuels» à la NBC).

distribuent de manière relativement égale dans les groupes de population, et qu'en théorie, presque n'importe qui peut se retrouver à l'IPPM.

Une philosophie de soins se présentant de manière résolument humaniste et faisant la promotion de principes éthiques considère le patient comme « un être humain unique qui a droit au respect [...] quels que soient sa race, son sexe, son âge, ses croyances, ses origines ethniques et son statut social » (B3). L'IPPM considère ses patients « au centre de ses préoccupations » (B3). De manière plus fondamentale, l'institution expose sa position philosophique : « L'être humain est un système en recherche d'adaptation à son environnement » (B3). Ces différents aspects de la philosophie de soins établissent les modalités de la relation de l'institution à son enfermé. Si les principes éthiques positionnent l'individu reclus à Pinel selon les exigences d'un sujet digne de respect, l'adaptation à l'environnement semble quant à elle vouloir inscrire le bien-être dans le champ d'une individualité machinale.

Si l'être humain est un système, la maladie mentale, elle, est assimilée à une « perte d'équilibre » (C8). Le patient est ainsi porteur d'un « état à stabiliser », d'un « potentiel de dangerosité à diminuer » (C3). Il s'agit donc de retrouver l'état courant qu'est la santé : « En général, les maladies mentales importantes se manifestent par phases et il arrive que les symptômes disparaissent, permettant au malade de mener une vie presque normale entre ses périodes de maladie » (C8). Le vocabulaire utilisé évoque la possibilité constante, toujours présente de la maladie, et par conséquent du danger, car même « entre » ses périodes de maladies, la vie du malade n'est que « presque » normale. Pour pouvoir appuyer la nécessité des soins à apporter à ces « cas difficiles », on qualifie simultanément le patient de « vulnérable » (B3, C1), de « souffrant » (A4), de « stigmatisé » (B1). Ainsi, sous l'égide du principe de dignité de l'être humain, l'institution se doit de faire retrouver à l'individu son état de santé, et ce, à chaque fois qu'une nouvelle période pathologique survient. De telles

descriptions et positionnements du patient ne manquent alors pas de justifier la solution de l'enfermement comme une nécessité.

3.2.3 Se connaître, se surveiller, se prédire

Dans l'idée, voire la responsabilité de traiter, l'établissement déploie différentes interventions autour de ses sujets. Une insistance particulière sur la multidisciplinarité des équipes est présente : psychiatres, «sociothérapeutes», criminologues, psychologues, infirmiers s'occupent ainsi de chacune des dimensions du patient et cernent la maladie et la dangerosité dans ses moindres recoins. Leur description de tâches n'apporte que peu d'informations ou des informations circulaires : ainsi, le psychiatre est le «médecin qui assume la responsabilité du traitement», le coordonnateur est responsable de la «gestion des soins», les infirmiers «identifient les besoins» (C4), etc. L'effet d'ensemble de la division de l'intervention projette l'image que chaque intervenant est spécialisé à s'occuper d'une dimension précise de l'individu : peu importe la manière dont il le fait, puisque sa spécialisation et sa complémentarité avec celles des autres en garantit la pertinence.

Une place prépondérante est toutefois accordée aux infirmiers et à leur champ d'expertise. Véritable «pivot de l'équipe» (B2), les infirmiers sont présentés comme étant en contact quotidien avec le patient et étant ainsi les mieux placés pour «identifier les besoins» (B2) et «interpréter les données» (B2). Le caractère scientifique donné à leurs interventions est également appuyé par un modèle théorique (le modèle de soin Callista Roy, B3), modèle «axé sur les résultats», les «effets souhaités» et les «comportements optimaux» et guidé par la notion d'adaptation (Kérouac, 2003). Il s'agit de programmer des résultats optimaux en rapport avec l'environnement du sujet, en vue de son «adaptation». Ce contact quotidien avec le patient est également présenté comme une «garantie du succès de la philosophie de la sécurité», qui se présente sous la forme de

l'observation du patient, ce qui permet de mieux le connaître. Cette observation contribue à une approche sécuritaire préventive, centrée sur les besoins du patient, donc personnalisée et permet l'application non pas d'une sécurité de répression, mais d'une sécurité d'accompagnement dans le cheminement du patient (B8).

La « sécurité » est un des univers dans lequel est tissée la trame de la relation de l'institution à l'individu. En plus de qualifier le milieu physique institutionnel, d'être ce que le patient a « besoin » et ce dont le personnel se charge, il est une source de « satisfaction au travail » (B8) pour les employés, qui doivent « relever ce défi » (B8), le défi du danger et de la dangerosité. La sécurité semble interpeller profondément tant le sujet enfermé dans ce qu'il doit changer que le sujet soignant dans son acquiescement et son efficacité. Cette idée de la sécurité est également présentée comme «composante essentielle du processus thérapeutique» (B8) et semble ainsi faire écho aux possibilités d'autocontrôle du sujet dangereux mental, qu'il s'agit de sonder afin que le patient ne puisse rien cacher, qu'on puisse le «connaître» et le prédire toujours plus. Ce système sécuritaire déborde aussi largement des limites matérielles de l'institution dans la mesure où la «violence» est citée comme un «phénomène présent dans toutes les couches de la société» (A1). La «sécurité» semble alors être mobilisée pour décrire et structurer un ensemble de dimensions «dans» et «hors» de l'institution. Le champ d'expertise, voire d'intervention de l'institution s'étend alors au-delà de ses limites territoriales physiques.

Différents programmes existent à l'IPPM. On y apprend que selon leur « condition » (B4), les patients sont admis et soignés dans l'un ou l'autre des programmes : expertise, admission-réadmission-expertise, traitement, transition, réadaptation, agresseurs sexuels adultes, femmes ayant une sentence fédérale, évaluation et traitement pour adolescents (B4-B7). Une grande presse est faite au

« plan de soins individualisé » (A5, B2, C1), rebaptisé «PSI» par son acronyme, qui est « adapté à la personne hospitalisée » (A5, B2, C1). L'intervention ne se déroule pas de manière unilatérale, mais se métamorphose selon les individualités : un grand nombre de remarques sont relatives au fait que les soins sont « adaptés » à la personne, « spécifiques » à ses besoins, « appropriés » à sa condition.

L'intervention sollicite et implique activement le patient, qui est « amené à cheminer avec le personnel dans une relation d'alliance thérapeutique » (C5) et « encouragés à participer activement à leur traitement afin d'accélérer leur rétablissement » (C5). La libre adhésion au traitement et à ses termes est projetée, dans les limites de l'envisageable : « Chaque fois que c'est possible, le patient participe à l'élaboration de son plan de soins et est invité à collaborer aux soins qui lui sont dispensés » (B2). Le réseau de l'individu est également mis à profit, et les proches et les personnes «significatives» sont considérés comme des «partenaires» (B3) qui participent au plan de soins et à «l'atteinte d'objectifs» (B3). Ils sont d'ailleurs encouragés à «faire part de leurs préoccupations» (C4) à l'équipe soignante. Les paramètres de ce qui a cours dans l'enfermement, ici le «traitement», sont ainsi partagés entre les différents intervenants, l'individu et son «réseau».

Mais le traitement ne signifie pas guérison; l'intervention se centre plus concrètement autour du fait d'apprendre au patient à comprendre son trouble, à en reconnaître les signes, puisque « la maladie mentale peut être traitée, mais ne se guérit pas » (A5). Cet état toujours présent, le trouble, est parfois susceptible de dégénérer et doit être surveillé par le patient lui-même. Lors d'une phase de maladie, le séjour en institution fermée est supposé rendre à nouveau fonctionnel l'individu : «D'une manière générale, les hôpitaux psychiatriques ont comme objectif principal de diminuer les symptômes de la maladie pour que les personnes hospitalisées retournent vivre dans leur milieu en toute sécurité » (A5). Lors de son passage dans

l'institution, la responsabilité d'observer son propre état est déléguée au patient à travers la connaissance et la surveillance de sa maladie, processus qui devra se poursuivre «dehors» : « On lui apprend à comprendre et à vivre avec son problème, à en reconnaître les symptômes » (IPPM, C5).

Dans cette idée de ne pas prétendre guérir, mais plutôt procurer des interventions thérapeutiques destinées à «vivre avec» son trouble, le département de pharmacie de l'IPPM se présente comme suit :

L'art et la science pharmaceutiques sont au service des patients pour leur permettre de s'adapter le mieux possible à leur condition de santé physique et mentale. Le Département clinique de pharmacie a pour mission de dispenser à tous les patients ainsi qu'à tous les intervenants cliniques de l'établissement des services pharmaceutiques fiables qui assurent un traitement rationnel des maladies par des agents médicamenteux sûrs et efficaces (B9).

La subordination du service aux patients et aux intervenants (il est «à leur service»), la constance et l'expertise entourant son contenu (des services «fiables») et le caractère cartésien de cet aspect du traitement (dit «rationnel») sont mis de l'avant à travers des remarques destinées à montrer que la pharmacopée occupe une place précise, à la fois adjuvante (des «agents» médicamenteux) et fondamentale («efficaces»), dans le processus qui vise à aider le patient dans sa compréhension et sa gestion de son trouble. Au milieu des représentations diverses du «médicament mental» aujourd'hui, il est intéressant de remarquer que sa place n'est que limitée dans le site Internet de l'IPPM et dans la description du traitement du patient (c'est le seul extrait dans lequel il en est question), alors que dans la réalité il occupe probablement une place plus importante au sein de la thérapeutique des dangereux mentaux.

Selon la constante de plusieurs institutions d'enfermement d'entreprendre une réhabilitation du sujet afin qu'il puisse en sortir, l'IPPM possède un « service spécialisé au développement de la personne » (A5), qui comprend un centre d'art, un atelier horticole, un centre d'activité physique, une école, un service de pastorale ainsi qu'un lieu de prière autochtone. L'approche multiconfessionnelle, dans un souci de s'occuper de tous, nous rappelle le fait que si c'est le corps qu'on enferme, « l'âme » y est aussi par défaut. Ces différentes activités sont présentées comme une partie intégrante du « traitement » des patients, en aidant à « trouver sa place » (C6), à « développer des habitudes de travail » (C6), voire carrément à la « valorisation d'un rôle social normalisant » (C6). L'art est utilisé comme outil de « réadaptation » (C6) et de « développement personnel » (C6), tout en permettant aux soignants de « mieux comprendre l'univers » (C6) de leurs patients, cette contrée psychique encore présentée comme obscure. Le centre horticole fait bien « au-delà du jardinage » (C6) puisqu'il suscite la créativité et un « intérêt à embellir son environnement » (C6). Il est précisé que les patients ont également la possibilité de pique-niquer, marcher et faire des feux de camp dans le jardin. Les différentes dimensions du soi social sont perfectionnées via ces différentes activités, et évoquent le fait que la dangerosité et le trouble se cachent aussi dans les aspects déficitaires de la sociabilité (absence de travail, de moyens d'expression, de définition de soi, d'un chez-soi personnalisé), ou du moins que ces déficits sont coextensifs à la dangerosité.

3.2.4 Non pas une prison, mais un « milieu »

Le traitement du thème de l'enfermement lui-même se montre largement ambigu. L'IPPM se définit d'abord et avant tout comme un « hôpital sécuritaire » (A5, B8). L'institution accueillant des individus ayant souvent commis des délits (78,4% des patients admis en 2005-2006; D18) et présentant par conséquent souvent un « danger envers autrui », les représentations populaires et médiatiques de l'IPPM

oscillent entre l'hôpital psychiatrique et la prison depuis ses débuts²⁴. On cherche par contre à se distancier de l'enfermement carcéral dans le site Internet de l'IPPM. Dans la foire aux questions, on retrouve la question suivante :

Q : Est-ce que l'Institut Phillippe-Pinel de Montréal est une prison? R : Non. L'Institut Phillippe-Pinel de Montréal est un hôpital psychiatrique sécuritaire. L'édifice a été conçu de manière à permettre aux patients d'être traités dans un environnement approprié à leur condition, sans armes ni barreaux. Du personnel spécialement formé veille à leur sécurité et à celle de leur entourage (A5).

Le fait pour l'institution de choisir de se poser une telle question nous renseigne sur le genre d'interrogations qu'elle suscite (et/ou croit susciter) habituellement. La volonté de s'éloigner de l'enfermement carcéral est appuyée par une réponse catégorique et une mission claire (le traitement de patients). L'absence d'armes et de barreaux que l'on cite nous renseigne également sur le type de régime intérieur s'éloignant de la répression que l'on essaie de projeter. On parle plutôt de cadre physique « approprié » aux patients, qui doivent être « traités ». Finalement, le personnel est présenté comme chargé de « veiller à la sécurité », non pas seulement de l'entourage, mais également des patients. Ces éléments semblent indiquer une tension à négocier pour l'institution, et qui concerne directement la dimension d'enfermement elle-même, sa résonance avec l'univers carcéral et la question du consentement individuel. L'enfermement se résout alors par sa relative invisibilisation.

L'institution est divisée en unités de soins (par exemple pour femmes, pour hommes, mixtes) correspondant à des programmes de traitement et considérées

²⁴ À titre indicatif, puisque tel n'est pas l'objet de la réflexion, voir «Pinel : hôpital ou prison?», dossier spécial par Martha Gagnon, La Presse, 27 et 28 avril 1991, p.A1, ou plus récemment «L'hôpital pilote», L'Express, 13 décembre 2007.

comme des « milieux de vie » (C5), composé d'une vingtaine de patients et d'une équipe soignante. On prend par exemple les repas dans la salle commune de chacune des unités; l'horaire de l'accès aux différents parloirs (parloir régulier, parloir spécial, parloir sur rendez-vous) est également régi selon ce système. Les paramètres de la vie quotidienne sont exposés; on indique que l'Institut Philippe-Pinel fournit une « saine alimentation » (C5), sous la forme d'une « diète équilibrée tenant compte des particularités culturelles et des allergies alimentaires » (C5); que les fumeurs sont « aidés » dans leur processus d'arrêt dans la mesure où l'Institut est un des premiers milieux psychiatriques sans fumée. L'unité de soins est érigée en milieu contrôlé et décentralisé, près du patient et directement impliqué dans le processus de réhabilitation de l'individu (on parle de « milieuthérapie » (C5)). Ces explications à propos des paramètres quotidiens semblent être apportées dans la mesure où il faut assurer que les individus que l'on garde parfois contre leur gré sont singuliers et l'objet de bons traitements; une des photos de la visite virtuelle nous montre ainsi une chambre typique en précisant que « La plupart des personnes hospitalisées à l'Institut ont leur propre chambre et disposent d'une armoire pour leurs effets personnels » (A3, C5).

L'enfermement mis en place par l'IPPM veut se positionner en rupture par rapport à l'enfermement carcéral, en recentrant son bien-fondé autour des questions de soins, et adoucissant ainsi l'absence de consentement individuel qui prévaut parfois. Le fait de vivre vingt-quatre heures sur vingt-quatre sous cette prise en charge institutionnelle est traduite dans la qualification de l'unité de soins comme configuration quasi-biologique (« milieu de vie », « milieuthérapie ») s'emboîtant directement avec l'individu. Le thème même de l'enfermement est alors traité de manière floue et ambivalente par l'institution, et son approche du corps, dissimulée dans des valeurs positives (une saine alimentation, l'arrêt tabagique, etc.).

3.2.5 La responsabilité du « dehors »

Le premier but affiché de la réclusion à Pinel est la sortie de cette même réclusion, le « retour en société » (C1, C5), le « retour dans le milieu » (A5, A6, B1). Plus qu'un simple retour toutefois, il s'agira d'une «réadaptation», d'une «réinsertion sociale» (A5, A6, B1) vue comme un processus à évaluer («des sorties [...] permettent de mesurer les progrès réalisés» (C5)). La sortie de l'enfermement est préconisée par un couple paradoxal; d'un côté, la prise en charge, «l'encadrement» (A1, A2) et la «gestion» (A2) des patients, et de l'autre côté, une «aide à mieux fonctionner» (C1) et un encouragement à «l'autonomie» (C1). Ce dernier pôle sera mis en pratique à travers les différentes activités de réadaptation destinées à «développer de nouvelles habiletés» (C5), puisque si les patients possèdent un «potentiel» de dangerosité, ils possèdent également un tout autre «potentiel», qui est lui à «mettre en valeur» (B1), à «actualiser» (C6) pour «favoriser l'épanouissement» (C6). Ainsi, le programme de transition est axé sur le développement de «compétences» comme «l'autonomie et la responsabilité» (B6); le programme de réadaptation «est axé sur le rétablissement, une notion qui fait appel non seulement au concept de réadaptation, mais également à celui de la compétence du patient» (B6), etc.

L'enfermement psychiatrique contemporain à l'IPPM – et probablement ailleurs – se présente comme résolument orienté vers le désenfermement. Le retour vers le social consiste en l'objectif premier de l'enfermement, contrastant de manière étonnante avec les conceptions plus classiques de la réclusion psychiatrique. La justification de cette solution institutionnelle comme s'annulant elle-même est alors mieux à même de s'inscrire dans un contexte contemporain dans lequel il n'est que peu indiqué de toucher au corps.

3.2.6 La reformulation contemporaine de l'enfermement psychiatrique

La devise de l'institution prend finalement une fonction synthétique : « Apaiser la souffrance, contrer la violence : une mission unique ». Elle rassemble en effet différentes dimensions qui ressortent à l'analyse, soit le sujet souffrant et digne du traitement, un danger et une dangerosité à traquer et à laquelle opposer la «sécurité», tout cela constituant une mission spécialisée et à valeur scientifique. Une hypersensibilisation à la « violence » et à la « souffrance » caractérise la présentation de l'institution et de ses valeurs; en effet, bien que ces deux phénomènes se retrouvent relativement partout dans la société, l'établissement appuie sur leur présence particulière chez lui, sans que l'on ne sache trop de quelles manières (qui souffre au juste?).

Le site Internet de l'IPPM joue dans une certaine mesure la carte de la transparence, que ce soit par la foule d'informations contenues dans le site, les stratégies servant à leur présentation, les photos partout présentes, le style lumineux du graphisme. Cette ouverture est bien entendu à mettre en relation, d'une part avec l'impossibilité de la chercheuse à accéder au site et aux multiples démarches exigées par les comités, d'autre part avec la facilité des médias à pénétrer dans la même institution²⁵. En effet, un site Internet détaillé et un accès accru aux médias projettent une impression d'ouverture vis-à-vis le grand public, tandis que le refus de chercheurs susceptibles de reformuler les paramètres de l'institution sous des concepts alternatifs aux disciplines-mères (psychologie, psychiatrie, criminologie, travail social, science infirmière) possède un impact nul au niveau des représentations

²⁵ Une fouille dans les bases de données pertinentes montre que les quotidiens réussissent à pénétrer relativement facilement dans l'institution, au point de pouvoir donner des détails sur les délits posés par des patients, leur histoire personnelle (Martha Gagnon, «Le précipice de Thérèse, la faiseuse de troubles», La Presse, 28 avril 1991, p.A1). Certains réussissent même à assister aux thérapies de groupe d'agresseurs sexuels et à décrire un délit nécrophile («L'hôpital pilote», L'Express, 13 décembre 2007).

populaires, tout en exerçant, dans une certaine mesure, un contrôle sur la définition de l'institution.

La grande réaction de l'institution à un rapprochement avec la réclusion carcérale a pu être observée dans différentes étapes de l'enquête. La foire aux questions du site Internet et une rapide revue de presse ont démontré la sensibilité de l'institution à cette représentation courante de l'IPPM. L'analyse du refus de terrain a également été l'occasion d'observer la question du consentement individuel être complètement éludée par le responsable de la recherche et retraduite sous la forme d'une « méconnaissance du milieu » de la chercheuse. On peut également déduire que le projet de recherche a été refusé entre autres parce le champ sémantique de «l'enfermement» a semblé inapproprié aux membres du comité. Il semble en effet que ce paramètre de l'institution, soit l'hébergement de patients considérés dangereux, et ce qu'il implique parfois en termes de consentement individuel, ne soit pas présenté comme tel. On peut faire l'hypothèse, à la lumière des différentes lignes d'analyse soulevées, que l'institution ne se considère absolument pas dans ces termes. En effet, la question du consentement ne se pose peut-être pas dans la mesure où on considère que la patient va «aboutir» à une prise de conscience de son «problème», qu'il souffre et que donc il doit être traité. C'est pour son bien et le bien de tous qu'on l'enferme pour «intervenir». L'univers privilégié de la reformulation contemporaine de l'enfermement psychiatrique à Pinel procède alors de la sécurité et de la dignité de l'individu à traiter.

La légitimité de l'institution, de l'enfermement et de l'enfermement psychiatrique semblent reposer sur un double socle pour l'IPPM : la mise de l'avant d'un prestige et d'une avant-garde scientifique, qui forment avec les dimensions spatiales de l'établissement et l'agenda politico-psychiatrique, un tout cohérent; et la réintroduction de l'enfermement sous des impératifs de traitement et l'injonction au

soin réalisée dans le cadre de la dignité humaine. Ces deux lignes auront pour opérateurs diverses métaphores de l'individu et de son environnement (que ce soit à « l'intérieur » ou à « l'extérieur » de l'institution), soient le positionnement du sujet dangereux comme une individualité dont le potentiel est à conditionner pour son auto-surveillance, et un milieu avec lequel faire corps, s'adapter selon des valeurs positives (l'autonomie, la responsabilité).

CHAPITRE IV

LE CHAMP RELIGIEUX

Dans le but d'observer les changements dans les justifications de l'enfermement religieux et sa persistance aujourd'hui, un court historique nous aidera à mettre en place quelques repères. Les six thèmes étant ressortis à l'analyse seront ensuite présentés (présentation de l'institution, de l'individu qui s'y enferme; la relation entre le sujet et l'institution, le contenu de la clôture à proprement parler; le traitement du thème de la société et le résumé des caractéristiques de l'institution aujourd'hui).

4.1 Le désert, la montagne, le mur

La mise à l'écart des personnes consacrant leur vie à la contemplation de leur déité est une constante de plusieurs systèmes de croyances. Toutefois, cette mise à l'écart n'a pas toujours pris la forme de leur enfermement dans une institution physique. Dans la chrétienté, les justifications de fond à cet enfermement volontaire restent sensiblement les mêmes au cours de l'histoire, mais trouveront différentes traductions selon les époques. Si au tout début de l'histoire des différents ordres l'éloignement géographique (dans le désert, la montagne) prévaut, la réclusion religieuse institutionnelle se formalise plus avance le Moyen-Âge. Les règles de la vie religieuse contemplative proviennent de différents personnages historiques fondateurs selon les congrégations. La règle des Carmélites, l'une des plus sévères des ordres contemplatifs catholiques féminins, a été édictée au XIII^e siècle. L'horaire de l'ordre, quant à lui, a été fixé par Thérèse d'Avila au XVI^e siècle (Marcélis, 1997). L'enfermement contemplatif catholique et ses paramètres se formalisent et se

centralisent au XVI^e siècle, ce pourquoi il prend dorénavant le nom de « clôture papale ».

Les principes guidant la vie religieuse et ceux justifiant la réclusion se confondent : solitude, abstinence, prière, obéissance, pauvreté, travail. Pour les contemplatifs, l'apostolat est remplacé par l'intercession, c'est-à-dire le fait de prier pour les autres afin d'intercéder auprès de Dieu en leur faveur. Pour les contemplatives, l'intercession est double dans la mesure où on les définit comme « les mères de ces autres mères » (les religieuses actives) (Laurin, 1999). Dans une vie que l'on consacre à son dieu, toute l'attention doit être mobilisée par l'oraison, cet état méditatif qui doit habiter toutes les actions, et les distractions sont repoussées grâce à la clôture. La vie fraternelle fait également partie prenante des principes de vie des communautés religieuses.

Aut maritus aut murus : pour la femme plus spécifiquement, l'enfermement (murus) est, pour la vie cloîtrée, ce qui correspond au mari (maritus). Il est important à cet effet de signaler que l'enfermement religieux féminin n'a pas toujours procédé de la vocation, mais était également imposé ou socialement suggéré à plusieurs catégories de femmes suivant différentes raisons. Le caractère systématiquement volontaire de la vie de contemplative est donc relativement récent. D'ailleurs, les vœux solennels marquant l'entrée définitive au monastère sont interdits lors de la Révolution française dans la mesure où ils sont alors considérés comme une aliénation de la liberté individuelle; ils reprennent toutefois usage dans les années cinquante (Marcélis, 1997). L'enfermement religieux féminin se distingue également de l'enfermement religieux masculin selon un double standard : si la clôture masculine consiste en l'interdiction pour les femmes d'entrer dans les monastères d'hommes, la clôture féminine, elle, consiste en l'interdiction pour les moniales de sortir de leur monastère (Dumont, 1995). Tant la vocation religieuse active que la réclusion monastique offrent aux femmes une version radicale de la vie religieuse dans la mesure où elles réalisent l'idéal du mariage mystique, incarnant à la fois

l'épouse de Dieu et la mère de tous les chrétiens (Laurin, 1999; Dumont, 1995; Marcélis 1997). Le caractère nuptial de la relation de Dieu à ses fidèles, et plus encore à ses contemplatifs, constitue en effet un thème traversant tout l'espace de discours chrétien, comme nous le verrons à l'analyse.

Une rupture certaine se produit avec le deuxième concile œcuménique du Vatican (Vatican II) qui prend place de 1962 à 1965, cristallisant des tentatives de réforme sporadiques prenant place depuis les années cinquante. Le concile exige des institutions qu'elles révisent leur constitution, avec comme résultats différents changements; remplacement de la séparation abrupte d'avec la famille résultant d'une entrée définitive par des séjours préparatoires, levée de l'obligation de se raser les cheveux, augmentation du temps de sommeil, diminution des gènesflexions et des baisements de terre (Marcélis, 1997). La rigidité des règles intérieures préconisées par les auteurs des formules de vie est actualisée suivant les préoccupations contemporaines. Pour ce qui est de la clôture à proprement parler, il y aurait allègement des marques matérielles de la séparation d'avec l'extérieur au profit d'une réaffirmation de la clôture intérieure (Marcélis, 1997). L'enfermement religieux tel qu'énoncé il y a plusieurs siècles se métamorphose et semble suivre un processus d'atténuation dans ses marques et ses règles, suivant des enjeux moraux hérités entre autres de la mise en place et la généralisation des droits et libertés humaines. Le statut du corps, auquel l'institution ne touche que de moins en moins, est aussi un facteur et un produit accompagnant cet allègement de la clôture et crée de nouvelles formes de justifications à l'enfermement religieux.

Au Québec, les communautés religieuses occupent une place particulière dans l'imaginaire collectif et dans l'évolution de différentes structures et institutions. La figure mythique de la fondatrice dans notre historiographie ainsi que le recours systématique, dès le XVIIIe, aux congrégations pour assumer le fonctionnement d'institutions variées (Dumont, 1995), le plus souvent d'enfermement, caractérise

cette place. Comme relativement partout en Occident, le Québec accuse maintenant une importante diminution des effectifs dans les congrégations religieuses; toutefois, les instituts contemplatifs étaient les ordres possédant le moins grand taux de diminution il y a dix ans (Dumont, 1995, Laurin, 2002).

4.2 S'enfermer pour se rapprocher de lui

Le Carmel de Montréal, composé de 18 moniales, se présente comme « le berceau de la première présence carmélitaine en terre canadienne » (A1). Sur le site Internet relativement modeste, on retrouve des photos, l'horaire liturgique du monastère, la formule de vie de l'ordre du Carmel et un montage de textes et de photos expliquant la vie d'une carmélite. Différents textes canoniques et institutionnels édictent les différents paramètres de la vie religieuse; en complément au site Internet du Carmel de Montréal, deux textes ont été retenus, soient la formule de vie des Carmes et Carmélites, ainsi que l'instruction de vie à l'intention des contemplatifs. Ces deux textes sont étroitement ficelés en rapport avec les textes bibliques; plusieurs références y sont en effet présentes. Une poésie caractéristique, sentimentale, mystique, empreint également les textes destinés aux ecclésiastiques.

4.2.1 Le monastère des Carmélites de Montréal, inscrit dans l'espace

Un premier groupe d'énoncés domine l'entrée dans le site Internet des Carmélites de Montréal. Le lieu qu'occupe le monastère, son rapport à la ville et les prescriptions quant à sa géographie sont exposés dans le site et dans les textes. Le monastère des Carmélites de Montréal se définit comme une partie discrète mais intégrante de la ville : « Caché au cœur de la métropole, tel [sic] une source qui coule silencieusement au milieu de la cité » (A1), « Caché au cœur de la ville » (A3), « Tandis que la ville s'active de multiples façons autour de nous » (A3). Dans l'instruction aux communautés contemplatives également on retrouve l'idée que même lorsqu'un monastère est « au cœur de la ville », sa « structure architectonique

particulière [...] a précisément pour but de créer un espace de séparation, de solitude et de silence » (D16). De plus, l'Église reconnaissant à chaque monastère une autonomie « juridique, de vie et de gouvernement » (D48), l'institution se définit, au même titre que d'autres institutions d'enfermement, selon l'idée d'une ville dans la ville (hôpitaux, prisons, universités²⁶).

La règle du Carmel spécifie également des paramètres de l'organisation physique interne, au nombre desquelles l'existence obligatoire de cellules individuelles, de la cellule du prieur qui doit se trouver près de l'entrée, d'un oratoire construit au milieu des cellules et d'un réfectoire (B5-7). Ces balises de la configuration interne ont pour but de rendre les monastères semblables les uns aux autres selon une formule inscrivant dans l'espace l'importance de chacun des lieux et individus. Les indications par rapport à la place dans la ville, quant à elles, inscrivent de manière similaire les différents monastères dans l'espace urbain qui les entoure.

4.2.2 Synchroniser ses dimensions intérieures

La moniale concernée par la clôture est présentée par le biais des exigences de la vie religieuse cloîtrée. La vie contemplative carmélitaine se base, comme toutes les communautés de vie chrétiennes, sur les vertus théologales (la foi, l'espérance, la charité) et la trilogie de la consécration religieuse (les vœux d'obéissance, de pauvreté, de chasteté) (B1). Par ces valeurs et par d'autres indications, les paramètres de l'institution tendent souvent à se confondre avec la vie de la moniale et la moniale elle-même. La vie de la recluse se définit en effet par les principes supposés la guider, voire par les activités qui doivent l'occuper : « Concrètement, elle [sa vie] se définit en peu de mots : prière, solitude, vie fraternelle, travail... »; « la carmélite est appelée

²⁶ L'université présente d'ailleurs à cet égard des rapports étroits à la ville et l'urbanité depuis ses origines; pour ce qui est de ses dimensions d'enfermement, la géographie de certains campus américains est mieux à même d'illustrer la délimitation d'un certain espace fonctionnel dans lequel les étudiants sont relativement confinés.

à devenir prière » (C1). Dans le même ordre d'idée, les concepts de la vie monastique sont inscrits dans la physiologie humaine de la moniale :

«la pureté du cœur trouve sa plus haute réalisation dans la virginité de l'esprit» (D17), «la parole de Dieu habite en abondance en votre bouche et en votre cœur» (B8), «Peu à peu son cœur se façonne et s'élargit à la ressemblance du cœur de Dieu » (C1), «Fortifier son cœur par de saintes pensées» (B8).

Le cœur, l'esprit et la bouche sont soit assimilés, ou encore sont pris dans une même énumération. La cohérence des contenus symboliquement rattachés à ces différentes parties (la raison pour l'esprit, l'affect pour le cœur, la parole pour la bouche) constitue un but à atteindre. Ces métaphores corporelles sont également utilisées avec vigueur dans la mesure où elles s'impriment plus efficacement sur le corps féminin de la moniale, qui sera tour à tour épouse de Dieu et mère de tous les chrétiens.

Le travail n'échappe pas à la vie contemplative. Si, à l'époque de l'élaboration de la formule de vie des Carmélites au XIII^e siècle on invoque le travail pour « que le diable vous trouve toujours occupés et que votre oisiveté ne lui permette pas d'avoir quelque accès à vos âmes » (B9), il s'agissait également d'une mesure pour l'autonomie des communautés, « pour n'être à la charge de personne » (B9), puisque la seule dépendance acceptable est celle entretenue envers Jésus-Christ (C1). Le travail a par ailleurs de toutes autres modalités que dans la vie laïque : il doit se fonder avec l'oraison, « être effectuée sans agitation, précipitation et ardeur, en esprit d'oraison, avec amour, sans se laisser absorber par la tâche » (Marcélis, 1997, p.80). Au couvent de Montréal, différentes activités doivent trouver preneuses : fabrication du pain d'autel, créations artisanales, accueil à la porterie, travaux ménagers quotidiens, secrétariat, comptabilité, jardinage (C2). Le travail est toutefois actualisé comme nécessité spirituelle et psychologique en étant considéré comme un « facteur

d'équilibre » (C2). Il permet également de nourrir l'intercession dans la mesure où la Carmélite travaille « comme tout être humain » (C2), ce qui lui permet de « participer au labeur humain vécu par tous et chacun » (C2).

Si les monastères ont été pour certains les premiers orchestrateurs des technologies de soi dans un cadre institutionnel, la vie religieuse intégralement contemplative se définit de plus en plus clairement en termes de cheminement intérieur, de travail psychologique. Ainsi l'importance que revêt la lecture et la formation : « Un temps de lecture spirituelle journalier vient soutenir la vie de présence à Dieu, la nourrir et l'orienter » (C2), « La parole de Dieu pour maintenir effectivement vivante cette relation » (B1), « la formation ne doit jamais cesser, rejoindre la personne en profondeur » (D43). On prône également la recherche d'harmonie et d'unité intérieure chez la religieuse :

« il est nécessaire qu'elle unifie ses facultés » (D16), « l'intériorité de la personne, purifiée et unifiée dans l'amour » (D17), « l'unité intérieure » (D18), « recueillie dans l'intimité de l'être » (D18), « le servir d'un cœur pur et de bonne conscience » (B3), « la contemplation implique l'intégralité de la consécration, le plénitude de l'attention, l'unité des sentiments et la cohérence des comportements » (D19).

L'enfermement religieux se vit donc aussi dans l'intériorité, dans les « profondeurs » de la personne, dans les différentes dimensions qu'il revient à la religieuse de synchroniser. Les « comportements » doivent également se montrer cohérents à tout le travail qui habite la moniale. À cet effet on voit se dégager dans les énoncés le thème de l'individualisme et certaines de ses exigences en vigueur dans la vie laïque. On demande d'ailleurs maintenant aux novices d'avoir préalablement débuté ce travail d'harmonisation personnelle en leur demandant de présenter un certain « degré de maturité personnelle et affective, humaine et spirituelle (D45), voire même carrément la « santé mentale » (Marcélis, 1997, p.180).

L'enfermement religieux procède également d'un important paradoxe relatif aux relations sociales individuelles. Si la solitude est une condition importante de la vie contemplative, la vie fraternelle et la communauté (C1, B2) le sont tout autant. Ainsi, la vie de la religieuse est résumée sous une métaphore frappante : « marcher, dans la solitude, avec des sœurs » (C1). On comprend alors qu'il s'agit d'une solitude relative aux laïques, au fait de ne pas être en interaction directe avec les non-contemplatifs, et que cette solitude doit être « partagée » avec celle des autres sœurs ainsi qu'avec celle de Jésus (D8). Les « amitiés particulières » entre religieuses ont aussi longtemps été interdites, afin de rappeler l'impératif de chasteté, mais aussi pour signifier les limites entre solitude et fraternité. Une dimension forte dans l'imaginaire de l'enfermement religieux est la soumission totale à la prieure. Le principe d'obéissance (B4) est en effet central à la vie en communauté. C'est toutefois à Dieu que la religieuse obéit en se soumettant à la prieure : « Honorez humblement votre Prieur, considérant plutôt que lui-même le Christ qui l'a mis au-dessus de vous » (B10). Cette dimension de l'obéissance s'adaptant mal au sujet moderne, on remarque que les moniales optent maintenant « pour une obéissance plus responsable et plus active » (Marcélis, 1997, p.173), le rapport entre l'institution et le sujet se déplaçant d'un contrôle extérieur à une intériorisation de ce contrôle. On peut ainsi constater que différentes dimensions de l'individualité contemporaine (la santé mentale, la responsabilité, l'harmonie intérieure) ont traversé les murs du monastère, qui n'est ainsi pas tout à fait imperméable au social.

4.2.3 La prise en charge de ses contemporains

Différents nœuds thématiques semblent caractériser la relation entre la moniale et l'institution, qui excède et se réalise dans le sens donné à l'enfermement religieux des Carmélites et de sa communauté montréalaise. La méditation (appelée contemplation, oraison, prière continuelle) est posée comme activité principale de la réclusion religieuse, dont le silence (A3, B2, B9, C1) est une condition cruciale. On

devine alors que les mesures de clôture servent aussi à garantir la qualité de cette méditation :

« La vie est essentiellement centrée sur la recherche et la rencontre de Dieu par l'oraison : prière silencieuse où l'on se laisse lentement transformer par le regard amoureux de Dieu. » (C1), « la prééminence de la contemplation sur l'action » (D29), « la prière » (A3, B2), « Méditer jour et nuit, veiller dans la prière » (B6), « l'oraison : prière silencieuse où l'on se laisse lentement transformer par le regard amoureux de Dieu » (C1), « Cette prière occupe deux heures de la journée; elle tend cependant à habiter chacune des activités quotidiennes » (C1).

La vie religieuse cloîtrée est consacrée à la prière, vue non comme une activité, mais davantage comme un état à atteindre. C'est la fragilité de cet état qui sera préservé par la clôture. Cette prière a de multiples orientations. Une dimension importante du rapport de la vie religieuse à l'enfermement est l'intercession. Prier pour tous les autres constitue une dimension intégrante de l'enfermement contemplatif :

« La carmélite ne vit pas pour elle-même, son combat est aussi celui des six milliards d'hommes, de femmes et d'enfants qui attendent à toute heure la liberté d'une petite source au fond d'eux-mêmes. Plus une carmélite est contemplative, plus elle est missionnaire et attentive à ce qu'aucun humain ne soit seul au monde sans la prière d'une sœur dont il a besoin » (C2), « Les moniales réalisent au plus haut degré la vocation contemplative de tout le peuple chrétien » (C5), « intercèdent pour tout le peuple de Dieu » (D19), « portent dans leur cœur les souffrances et les inquiétudes de tous les hommes et de toutes les femmes. Profondément solidaires de la vie de l'homme d'aujourd'hui » (D27).

Le rapport au monde extérieur se caractérise par une sorte de solidarité omnisciente culminant dans le principe du sacrifice («ne vit pas pour elle-même», «porte les souffrances»), qui qualifie ensuite le bien-fondé de la réclusion. Le paradoxe de réaliser le caractère missionnaire tout en restant à «l'intérieur» (D22-23)

est affirmé et posé comme rapport antithétique fécond. Ce rapport particulier à l'extérieur doit même se documenter selon certains moyens de communication (presse, radio, télé), considérés comme des outils privilégiés pour rester près de ses contemporains, des « stimulants pour la prière » (Marcélis, 1997, p.17) à utiliser avec parcimonie tout en sachant en « retirer l'essentiel » (D41).

« L'amour » guide l'intercession et est érigé en principe total, traversant l'entière de la vie religieuse et la vie recluse : « La Carmélite fait l'apprentissage de l'amour de Dieu et du prochain » (C1), « Peu à peu son cœur se façonne et s'élargit à la ressemblance du cœur de Dieu. Un grand désir l'habite et la stimule : que Dieu soit connu et aimé » (C1). « L'amour » est un principe de vie, un désir, un apprentissage et même un combat « où l'Amour doit être le grand vainqueur » (C2) : « Revêtez la cuirasse de la justice, en sorte que vous aimiez le Seigneur votre Dieu de tout votre cœur, de toute votre âme et de toutes vos forces et votre prochain comme vous-mêmes » (B8). Le texte fondateur parle également de « l'armure de Dieu », « le bouclier de la foi, le casque du salut », « le glaive de l'esprit » (B8). Cet amour prend également la forme du don du corps de la moniale (D10) correspondant au don corporel de Jésus sur la croix, puisque le principe d'amour est intimement lié à celui du sacrifice dans l'ascèse contemplative, ainsi que dans l'engagement religieux des communautés actives. On revêt également la Carmélite de différents noms pour signifier que sa féminité est à même de mieux réaliser cet idéal d'amour total entre Dieu et son fidèle :

En outre, en raison même de leur nature féminine, les moniales manifestent plus efficacement le mystère de l'Église 'Épouse immaculée de l'Agneau immaculé', se retrouvant elles-mêmes d'une manière singulière dans la dimension sponsale de la vocation intégralement contemplative. La vie monastique féminine a donc une capacité spéciale de réaliser la nuptialité avec le Christ et d'en être le signe vivant : n'est-ce pas dans une femme, la Vierge Marie, que s'accomplit le mystère céleste de l'Église? (D13).

La vie contemplative carmélitaine consiste en un enfermement si catégorique et total, qu'elle se justifie par une valeur suprême, abstraite, dépassant le soi et validant la dimension hautement nécessaire et volontaire de l'enfermement. Une relation aussi engageante avec l'institution procède de la volonté, nous rappelle-t-on : « Dieu y est librement désiré et accueilli » (A2). Le consentement et la motivation à choisir cette vie finissent d'opérer une certaine surenchère de l'amour et du sacrifice, qui résumeront les différentes dimensions et conditionneront la prière, l'intercession, et la relation à Dieu.

4.2.4 L'enfermement codifié de la «clôture»

La réclusion religieuse et ses modalités sont élaborées de manière précise dans les textes s'adressant aux communautés contemplatives. L'ordre des Carmélites et leur enfermement spécifique procèdent d'une mythologie lointaine, et « prend naissance sur une montagne de Palestine » (B1). À ces sources se rajoutent les différentes règles qui ont ensuite été instaurées par le Vatican. Pour les religieux, le fait de vivre enfermés dans une institution ainsi que l'ensemble des règles régissant cet enfermement est nommé « clôture ». La clôture dont il est question dans les textes étudiés procède globalement d'une double justification : s'éloigner du monde, vivre à l'écart, afin de se rapprocher de Dieu. La réclusion religieuse est en effet présentée comme une coupure d'avec le reste du monde, une séparation, voire même une cachette : « quitter le monde » (D9), « sortie du monde » (D13), « le désert claustral » (D17), « une vie cachée à l'intérieur des murs » (D33) « la vie séparée du monde » (D6).

Le bien-fondé de cet éloignement du monde est présenté comme relevant de temps immémoriaux et lié avec la relation avec Dieu :

La tradition spirituelle antique de l'Église, reprise par le Concile Vatican II, lie expressément la vie contemplative à la prière de Jésus sur la montagne, ou

en tout cas dans un lieu solitaire, non accessible à tous, mais uniquement pour ceux qu'Il appelle à Lui, à part (D8).

Cette séparation est exigée dans la mesure où elle est source et synonyme d'une « consécration totale et exclusive à Dieu » (D6, D8), pour « rester avec lui sur la montagne sainte (D3), tel « un signe que Dieu tient sa créature en sa sainte garde (D14). Il s'agit donc d'un enfermement destiné à rejoindre autre chose : « La clôture constitue une manière particulière d'être avec le Seigneur, de partager l'anéantissement du Christ » (D9). Pour que Dieu devienne « le Maître, l'ami, le confident de toute notre vie » (B1), cette relation avec lui a besoin d'un climat et de conditions spécifiques pour se réaliser, et la réclusion va « éliminer la dispersion qui résulte de contacts non nécessaires, d'images, d'informations et d'émotions qui détournent de l'unique nécessaire » (D18), « sans interférences indues de personnes ni de choses (D14). La réclusion a comme fonction de protéger la vie religieuse et la relation avec Dieu des distractions extérieures pouvant les altérer, et de créer les conditions nécessaires à la concentration qu'exige cette relation.

La clôture est également un concept métaphorique pour étoffer la matérialité de l'enfermement : ainsi on doit « maintenir la séparation matérielle de façon à ce qu'elle soit un rappel et une protection » (D27), une « réelle séparation du monde » (D31), « pas seulement symbolique » (D32), et les marques de la clôture doivent être « matérielles et efficaces, pas seulement symboliques ou prétendument 'neutres' » (D36). La clôture matérielle est utilisée comme une technologie concrète dans la mesure où l'on considère qu'elle influence et protège les reclus, la vie qui s'y mène. L'enfermement religieux garantit des renoncements de divers ordres : « une pauvreté radicale qui s'exprime par le renoncement non seulement aux choses matérielles, mais aussi à l'«espace», aux contacts et à de nombreux biens de la création » (D9). L'enfermement se qualifie donc également comme un double renoncement à

l'espace : la moniale ne se sépare pas seulement d'un monde habité mais également d'un monde géographique.

Si la clôture, donc, est entre autre dirigée vers une séparation d'avec le monde, la responsabilité de cet enfermement est toutefois partagée par l'ensemble des individus extérieurs, dans la mesure où ils n'ont pas le droit d'entrer et que la clôture comporte « une grave obligation de conscience aussi bien pour les moniales que pour les personnes extérieures » (D37). L'architecture monastique a d'ailleurs depuis longtemps conçu un dispositif, sorte de zone tampon, qui permet aux fidèles d'assister aux cérémonies d'un monastère sans pénétrer la clôture et sans que les moniales en sortent (Marcélis, 1997, p.101; D36). Suivant le double standard de la clôture et dans la mesure où l'ordination des femmes n'est pas permise, les prêtres peuvent toutefois entrer dans les monastères féminins (D39)²⁷. La clôture féminine porte, à cet égard, une épaisseur de plus que la clôture masculine.

L'enfermement religieux comporte toutefois certaines exceptions selon lesquelles la clôture des contemplatifs peut être momentanément rompue d'un sens ou de l'autre (un étranger qui y entre, une moniale qui en sort). Les exceptions pouvant être accordées à l'enfermement des contemplatifs requièrent une « cause juste et grave » (D37), doivent consister en de « vraies nécessités » (D37) et concerner les dangers « graves et imminents » (D38), la santé et l'exercice des droits civils (D36). Ces exceptions semblent correspondre aux dimensions de la religieuse qui sont jugées comme étant irréductibles à la clôture : maintien raisonnable de la qualité de la vie biologique, citoyenne, politique.

²⁷ Malgré le fait que l'on affirme que « Dans la perception nouvelle et dans les perspectives dans lesquelles l'Église considère aujourd'hui le rôle et la présence de la femme, il faut dépasser, si elle existe, la forme de tutelle juridique de la part des Ordres masculins et des Supérieurs réguliers qui peut limiter de fait l'autonomie des monastères de moniales » (D51).

La réclusion des contemplatifs est hautement formalisée par sa conceptualisation sous l'idée de clôture, qui comprend deux dimensions; l'interdiction pour les moniales de sortir et l'interdiction pour les étrangers d'entrer. La clôture est posée comme une séparation d'avec un monde composé d'individus et d'espaces auquel il faut renoncer afin de vivre sa relation avec Dieu et la concentration qu'elle suppose. Cet enfermement est toutefois perméable à certaines situations relevant de l'exception et trouvant leur résolution à l'extérieur ou dans l'introduction de non-contemplatifs dans l'enceinte claustrale. L'enfermement devient ainsi, par le sens qui y est investi et sa formalisation, un élément inhérent à la vie consacrée.

4.2.5 Un dehors pauvre auquel correspondre

Par leurs prières les Carmélites sont en contact constant avec le monde entier et semblent entretenir un rapport à tous les autres individus comme nous le montrent les énoncés autour de l'intercession. Un ensemble de remarques sont alors destinées à qualifier la vie humaine, le monde extérieur, voire carrément la vie sociale:

«la vie de l'homme sur terre est un temps de tentation» (B8), «le monde d'aujourd'hui, qui a plus que jamais besoin d'authentiques valeurs spirituelles» (D24), «la société actuelle qui tend à la dispersion, au manque de silence, et qui s'attache aux valeurs superficielles» (D27), «notre monde en quête de sens et de bonheur» (A2).

L'institution se définit et se positionne par rapport à un contexte social extérieur spirituel et met de l'avant l'aliénation du sujet contemporain ainsi que la possibilité toujours présente de sa «tentation». Ces constats peu reluisants décrivent le mode de vie des non-contemplatifs en négatif de celui des contemplatifs; les valeurs et les paramètres de l'intercession propre à l'enfermement religieux répondent alors à l'état du monde. La dimension solidaire de l'engagement religieux, que l'on a retrouvée dans l'intercession, fut soulevée comme une des motivations des femmes à

choisir à une certaine époque la vie consacrée (Dumont, 1995), et contribuera peut-être à définir aujourd'hui la vie religieuse plus près de la notion justice sociale pour se renouveler et trouver des adhérentes (Laurin, 2002).

Le rapport de l'institution religieuse d'enfermement au social, s'il est qualifié sous les termes de sa séparation, de sa coupure d'avec le monde, se montre toutefois intimement lié à l'extérieur de ses murs et au sort du monde habité. La contemplative doit ainsi intervenir pour défendre le monde, afin que ses contemporains y trouvent sens, non sans rappeler la fonction des communautés actives qui prenaient en charge plus directement leurs concitoyens. L'institution se définit donc en complémentarité certaine avec le dehors et le social et trouve ainsi matière à actualiser sa raison d'être et ses justifications.

4.2.6 L'actualisation de la réclusion religieuse

L'enfermement religieux contemporain, pour la Carmélite, procède de la séparation d'un monde géographique et d'un monde habité, et est orienté vers la création de conditions optimales pour vivre sa relation amoureuse avec Dieu. La réclusion contemplative comporte des exceptions relatives au maintien de la vie et des droits civils, et qui correspondent en quelque sorte aux dimensions de l'individu que l'on juge irréductibles à sa réclusion. La justification de l'enfermement institutionnel s'actualise également en lui posant des balises. Les paramètres de l'institution, les valeurs guidant la vie contemplative et la recluse elle-même se retrouvent toutefois assimilés. L'articulation entre le sujet et l'institution reste d'une ampleur considérable dans la mesure où la prévalence de la contemplation sur l'action fait se fondre le sujet et les principes auxquels il se conforme. La recherche et le perfectionnement d'états constituent et qualifient alors le champ d'application privilégié de la réclusion religieuse.

Le paramètre principal de la vie cloîtrée, l'oraison, procède d'une prise en charge de ses contemporains, et est guidé par le principe total de «l'amour». L'inscription de cette réclusion dans le tissu urbain, de manière discrète mais intégrante, ainsi que la responsabilité partagée de la clôture, appuient l'idée de la présence au monde des monastères. L'enfermement religieux contemplatif, s'il vise à faire quitter matériellement le monde, est simultanément porteur de multiples définitions du « dehors ». La réclusion procède alors d'un sacrifice dialectique : la prise en charge du monde, contredite mais réalisée au plus haut point par le renoncement, géographique et relationnel, à ce monde.

L'enfermement religieux se définit aussi comme un travail intérieur. Bien des dimensions de la réclusion se retrouvent à être intériorisées, ou du moins opérées par la moniale, à qui revient la responsabilité de vivre la contemplation selon des impératifs d'harmonie et de cohérence intérieure. À un dehors décrit comme superficiel, la moniale doit opposer des concepts qui la dépassent elle-même et qu'elle doit travailler et documenter quotidiennement, soient l'amour et le sacrifice. La réclusion religieuse se réalise et se justifie aujourd'hui à l'aide de principes qui trouvent leur résonance dans l'univers extérieur (le travail sur soi, la justice sociale, l'implication urbaine, voire l'amour) et permettent ainsi de rendre l'enfermement contemporain.

CHAPITRE V

LE CHAMP CARCÉRAL

La détention provinciale a été sélectionnée pour représenter un type carcéral d'enfermement. Un rapide historique de la prison nous permettra de situer ses changements de justifications historiques et sa persistance, avant de relever les six thèmes de l'analyse du matériel (l'auto-présentation de l'institution et de ses enfermés, le champ de l'intervention, l'enfermement carcéral proprement dit, la qualification de la société et la synthèse des traits marquants de la prison aujourd'hui).

5.1 Faire souffrir pour punir

Ce que la criminologie nomme «peine privative de liberté» fait référence au contexte précis où la liberté individuelle se constitue peu à peu comme une possession personnelle constituant le dénominateur commun des individus-citoyens, et à laquelle on peut donc s'attaquer en toute égalité (Foucault, 1975). L'enfermement carcéral tombe également dans la catégorie de châtiments censés punir par une certaine souffrance, ce pourquoi on le nomme aussi parfois «peine afflictive d'emprisonnement». Ces deux bases philosophiques (s'attaquer à la liberté afin de faire souffrir) à l'usage de l'enfermement carcéral comme issue institutionnelle sont par contre couramment masquées par un impératif de neutralisation du danger et donc, de protection de la «société». La détention a peu à peu occupé une place privilégiée dans les différents systèmes pénaux occidentaux: au Canada, depuis 1976, c'est ainsi la peine la plus grave à laquelle on peut être condamné (Vacheret et Lemire, 1998). Au Québec, une peine inférieure à une durée de deux ans est purgée dans les établissements de correction provinciaux.

Les représentations de l'emprisonnement dans les contextes canadiens et québécois se sont modelées suivant différentes préoccupations sociales en lien avec nos définitions de l'individu et du social tout au long du vingtième siècle. Si les prisons «totales» se sont d'abord multipliées un peu partout en Amérique du nord comme il en a été question précédemment, les changements sociopolitiques débutant vers le milieu du siècle auront, pour plusieurs, des conséquences importantes tant sur les modalités de l'emprisonnement en termes de respect des droits et de mission de l'institution que sur les justifications de l'enfermement carcéral. On assiste dans les années soixante à une production scientifique qui met à jour des phénomènes tels que la création de la récidive par la prison. Dans la mesure où le délinquant est constitué comme un produit structurel, victime relative de conditions socioéconomiques inégalitaires, l'intention d'abord répressive de l'enfermement prend un virage vers la correction puis vers la rééducation. Le concept de réhabilitation fait une apparition plus marquée suite au Rapport Prevost de 1968-1970. Les années soixante-dix et quatre-vingt verront mis de l'avant le principe de modération (l'évitement de l'incarcération) et l'idée de milieu ouvert; en 1995 ces nouvelles dispositions seront traduites dans une loi modifiant le Code criminel (Ministère de la Sécurité publique du Québec, 2000). À tous ces aspects ajoutons que depuis l'adoption de la Charte des droits et libertés en 1982 et un jugement précédent de la Cour suprême en 1980, les détenus ne sont théoriquement privés que du droit «d'aller et de venir», et l'ensemble du reste de leurs droits est garanti être respecté. Cette recréation du détenu comme humain s'oppose toutefois aux droits des victimes qui sont de plus en plus revendiqués à partir des années quatre-vingt. Un espace de discours qui voit l'enfermement carcéral comme ayant évolué sous le joug de différents changements sociaux s'oppose à un autre ensemble d'auteurs qui considère, de manière semblable à Pires (2001), que la rationalité pénale moderne comme système clos n'a pas permis l'évolution de la peine afflictive. La réclusion carcérale, tant dans sa réalité empirique que dans ses représentations théoriques, a ainsi conjugué différentes justifications à son existence et suit les différentes exigences de la socialité.

5.2 Enfermer pour réinsérer

Les établissements de détention du Québec ont réalisé 39 527 admissions durant l'année 2006-2007, ce qui représenterait une hausse sensible par rapport aux années précédentes (MSPQ, 2007). En raison de l'organisation bureaucratique de ce domaine provincial, c'est le site Internet du Ministère de la sécurité publique du Québec qui procure des informations sur l'emprisonnement provincial et ses institutions. Tant ce schéma organisationnel que le visuel du site rend compte de la déterritorialisation des établissements de détention au sein de la bureaucratie québécoise; on « n'atteint » pas l'institution locale par Internet, mais bien l'ensemble de l'organisation. Sur le site Internet du Ministère, l'onglet concernant l'emprisonnement provincial se nomme « Détention et réinsertion sociale », nous renseignant déjà sur la double mission de l'entité administrative.

5.2.1 Le champ institutionnel de la détention provinciale

La Loi sur le système correctionnel du Québec guide la détention et ses orientations depuis son entrée en vigueur en 2007 (F). Son principal objectif est de « réduire au minimum le risque associé à la réinsertion sociale » (F) et sa devise, présente un peu partout sur le site et les documents électroniques qui y sont disponibles est : « Meilleure évaluation, meilleure réinsertion, meilleure protection ». L'univers de cette loi se compose d'impératifs comme la réinsertion sociale, la protection de la société et le respect des décisions des tribunaux (F). L'instrument de prédilection de ces paramètres est « l'évaluation fondée sur une bonne connaissance de notre clientèle » (F). La Loi sur le système correctionnel du Québec avait été adoptée en 2002 dans un contexte où les libérations conditionnelles étaient fortement remises en question depuis que des récidives très médiatisées avaient eu lieu lors de

libérations conditionnelles²⁸. On remarque que la loi met alors de l'avant des énoncés tels que :

«crédibilité du système correctionnel» (G), «un régime de remise en liberté plus rigoureux, plus transparent et plus cohérent» (F), «un encadrement plus structuré des personnes contrevenantes» (F), «une collaboration accrue des intervenants» (F), «le partage et l'échange d'information» (F).

Le contexte dans lequel la loi est pensée et adoptée en est donc un où la «société» demande des comptes à ses structures pénales, après une relative perte de confiance.

Les différents établissements carcéraux de la juridiction provinciale et à travers eux, les services correctionnels constituent un champ institutionnel qui se définit. Le mandat des «établissements de détention» (A1) qui est tout d'abord énoncé est la «garde des personnes qui leur sont confiées» (D1). Ce n'est toutefois pas la mission des services correctionnels mais bien sa philosophie qui est mise de l'avant à plusieurs endroits : « La sécurité, une responsabilité partagée » (D1). L'illustration graphique de cette devise présente plusieurs paires de yeux différents, destinées à démontrer l'éventail d'individus concernés de près ou de loin par ce dont il sera question dans le site, en superposition desquels il est inscrit « Ma sécurité, ta sécurité, notre sécurité » (D1). Le site semble vouloir nous avertir rapidement que ce principe-maître qu'est la sécurité est articulé à travers trois dimensions : « Une atmosphère de respect pour tous », « Des responsabilités à partager » et « Des méthodes d'intervention adaptées » (D2). Dans les significations multiples que prend aujourd'hui la « sécurité », il est intéressant de remarquer que les services correctionnels explicitent le concept à travers ces trois dimensions précises. Tandis

²⁸ On pense entre autres à l'affaire Bastien, voir : «Libération conditionnelle : Québec ne bougera pas», en parlant du gouvernement Charest qui avait annoncé vouloir créer plus de places en prison plutôt que de renforcer les mesures de libérations conditionnelles, Radio-Canada, 24 janvier 2005.

que l'intervention et la réinsertion seront traitées plus loin, l'appel à des interactions respectueuses et responsables constituent un premier plan. La sécurité est d'abord comprise à travers des relations humaines harmonieuses et exemptes de conflictualité :

«la création d'un environnement sécuritaire passe notamment par la qualité des relations entre la population correctionnelle et les intervenants. Un climat favorisant les relations positives a comme effet de diminuer la tension et la manifestation de comportements violents» (D1), «le respect favorise la qualité des relations entre les personnes. L'établissement de relations positives avec la population correctionnelle est une condition essentielle au respect» (D2), «favorisent le développement d'une atmosphère plus sécuritaire» (D2).

Des paramètres comme le respect et la qualité des relations mobilisent la participation du détenu dans la mesure où il est réciproquement garanti qu'on lui réserve le même traitement. À l'envers de ces interactions pacifiques, on retrouve également la tension à propos du fait que si le consensus est rompu, le détenu sera le premier soupçonné. Le principe de « responsabilité partagée » est à cet effet défini comme central. On énumère les responsabilités qui incombent aux SCQ et à leur personnel, celles des détenus et de toute personne concernée par ses établissements :

«Le principe de responsabilité partagée est central à la philosophie. Les SCQ s'engagent, pour leur part, à assurer la sécurité des personnes. Pour leur part, celles-ci doivent s'engager à la sécurité des personnes et des lieux.» (D2), «tant la population correctionnelle que les intervenants sont appelés à assumer une pleine responsabilité à l'égard des gestes qu'ils posent quand il s'agit de la protection des personnes» (D2).

Ce monde de responsabilité, renforcé par l'idée de contractualité, est une trame qui rend potentiellement tout comportement imputable, ceux des détenus les premiers. La sécurité créée par ces bonnes relations humaines est définie comme la meilleure manière de « réunir les conditions propices à l'intervention » (D2), et, pour

boucler la boucle, crée un « milieu propice à la prise en charge des responsabilités » (G). Ce climat favorise même « l'évolution et le mieux-être » (D2) des différents individus ayant à faire aux établissements carcéraux.

5.2.2 Le complexe contrevenant

On définit de diverses façons les individus faisant l'objet de détention. La « population carcérale » (A1) et la « population correctionnelle » (D2) présentent l'ensemble des personnes incarcérées comme une catégorie de population constituée en bassin relativement homogène. Une « personne contrevenante » (C1, G) fait plutôt référence à la raison particulière de son enfermement; « une personnes incarcérée » (C1, E3), qui fait un « séjour en détention » (E3), au fait qu'elle réside dans une institution d'enfermement carcéral. Il arrive également que les détenus soient nommés comme une « clientèle » (C1), et comme « individus qui composent un environnement » (D2) comme nous l'avons vu. On en parle aussi comme « un de vos proches » (D1) tant pour s'adresser à l'entourage du détenu que pour évoquer le fait que ces enfermés ont une famille, des amis, et leur donner un visage humain, familial. L'enfermé est donc décrit dans un vocabulaire relativement doux (il est « confié » (D1) aux SCQ) et destiné à exposer son enfermement, ses justifications et ses modalités de manière neutre.

Le détenu est également décrit de manière plus sociodémographique et contextuelle. Ainsi, les statistiques correctionnelles 2006-2007 nous apprennent entre autres que le sexe féminin et le couple sont des facteurs prémunissant contre la détention (A2). On définit également les détenus provinciaux comme « présentant de graves lacunes sur le plan de la scolarité et de l'employabilité » (C). L'image de l'enfermé-type défini comme un homme célibataire provenant d'un milieu socioéconomique peu favorisé est alors installée.

Le reclus est également défini à travers un univers criminologique plus abstrait; il possède un « niveau de risque » pour lui-même ou autrui (D2), un « risque de récidive », des « besoins », des « problématiques » (E4), des « besoins criminogènes » (H), des « problèmes » (F). L'individu se lit selon des paramètres clairs et calculables en termes de niveaux et se montre déchiffrable, tout à prédire pour l'expert. Mais l'on affirme également qu'il possède une « capacité de réinsertion » (F) dans la mesure où l'on considère que « toute personne a la capacité d'évoluer positivement » (G). L'outil actuariel utilisé par les intervenants des SCQ évalue également « les différentes sphères de la vie du délinquant » et les considèrent comme « des facteurs de protection, des forces » (H). La « motivation à s'impliquer dans une démarche de réinsertion » (G) est aussi prise en compte. Ces dimensions positives que l'on reconnaît à l'enfermé, ou à des dimensions qui lui sont extérieures, comportent en filigrane sa participation au processus de « réinsertion » qui a cours dans l'enfermement. En lui assignant ces capacités, on sollicite aussi sa bonne foi et sa volonté tout en s'appuyant et en renforçant son « potentiel » de conformité.

Le détenu est en effet constamment interpellé comme individu responsable : « la population correctionnelle est appelée à évoluer de façon socialement acceptable dans le respect des individus et des règles en vigueur. Par conséquent, elle est responsable de ses actes lorsqu'elle met en péril sa sécurité et celle d'autrui » (D2). En plus d'adopter un comportement conforme, le reclus doit participer activement à sa réhabilitation : « la personne contrevenante est la première responsable de sa prise en charge. Elle a la responsabilité de participer à sa réinsertion et d'utiliser les ressources » (G). Le premier pas vers cette participation commence par un encouragement à lire « attentivement » (E) la brochure d'information à l'attention de la personne incarcérée, où sont édictés les différents paramètres des droits de sortie. En confiant au détenu la responsabilité de sa réinsertion, la réalisation de ce changement est partiellement déchargée de l'institution, qui peut aussi attribuer tout échec ou résistance à des mauvaises dispositions du détenu.

Le détenu des SCQ a un visage familial et consensuel et s'inscrit dans une population à réinsérer. Il possède des dimensions claires quant à ses « besoins » et ses « risques » et porte la responsabilité tant de ses comportements que de sa réinsertion globale. L'enfermement se montre à ces égards de moins en moins comme des structures coercitives extérieures, et de plus en plus comme l'intériorisation d'une subjectivité précise.

5.2.3 La « réinsertion » comme rapport institution-sujet, sujet-société et institution-société

La « réhabilitation » du délinquant constitue une dimension importante de la prison depuis ses débuts; si on l'enferme, c'est entre autres pour empêcher la récidive, et à cet effet, on prévoit des apprentissages et une certaine resocialisation en détention. Rappelons que l'onglet du site Internet des SCQ concernant la détention se nomme « Détention et réinsertion sociale », annonçant clairement que l'on veut mettre de l'avant que l'intention de réinsertion est aussi importante, voire partie prenante de la détention.

L'accumulation d'informations sur le détenu constitue un premier paramètre de l'intervention. Il y a d'abord constitution d'un dossier (E4), puis évaluation :

«Les SCQ doivent prendre toutes les mesures possibles pour se procurer les renseignements nécessaires sur les personnes qui leur sont confiées» (F), «vous serez évalué selon des modalités qui respectent la durée de votre peine, votre statut et la nature de votre délit» (E3) (F), «une évaluation fondée sur une bonne connaissance de la clientèle» (F), «évaluer toutes les personnes qui leur sont confiées dès leur prise en charge [...] détermine le niveau de risque ainsi que la capacité de réinsertion» (F).

L'évaluation comprend différents nœuds dont la détermination du risque de récidive, des « besoins » (E4) de l'enfermé. Elle doit également considérer des

dimensions du contrevenant qui excèdent le délit lui-même : « tiendra compte des problématiques sous-jacentes ayant favorisé la commission des délits » (E4), « tient compte des besoins de la personne en lien avec les problèmes ayant causé la commission des délits » (F). Le délit devient alors un objet complexe sous-tendu par différents besoins, problèmes et problématiques, pour la plupart inscrits dans l'histoire et l'individualité, un champ personnalisé à documenter.

La modélisation de cette évaluation et de l'intervention en découlant est fournie sur le site Internet sous la forme d'un outil actuariel. Le LS-CMI (L'Inventaire du Niveau de Service et de Gestion de Cas) utilisé aux SCQ « intègre la force de prédiction d'un instrument actuariel de dernière génération à la flexibilité d'un système intuitif de suivi des clients » (H). L'attrait scientifique actuariel de l'outil est mis de l'avant : il est « à la fine pointe », « de la dernière génération », « plus nuancé que les anciens outils » (H). On observe toutefois que « l'intuition » est considérée comme une dimension complémentaire au calcul actuariel dans l'évaluation du « risque » dans la mesure où elle présente des atouts différents (la « flexibilité » par rapport à la « force de prédiction »). On précise ainsi qu'il est possible de déroger à l'outil, de prendre en compte les « facteurs de réceptivité » du « client », de « nuancer à l'aide de commentaires » (H), interpellant l'employé dans sa perspicacité et sa relation à l'évalué. Deux pôles sont présents dans l'outil d'évaluation; les « risques » et les « besoins » (H). D'ailleurs, un acronyme (RBR) est utilisé pour signifier l'importance et l'opérationnalité de ces concepts (Risques, Besoins, Réceptivité). Les modalités de l'évaluation et de l'intervention semblent se réaliser entre autres par la détection/inscription d'attributs (manques, défaillances, tendances) chez le sujet, vis-à-vis les « besoins » et les « risques » avec lesquels le modèle actuariel et la formation des intervenants fonctionnent. Quant à la réceptivité, la réinsertion restant la responsabilité première de l'enfermé, ne pas vouloir prendre en charge l'entièreté de cette réinsertion devient un symptôme en soi, un nouveau

problème qui démontre l'étendue de son asocialité, puisque tout le monde s'entend sur sa réinsertion sauf lui.

Les différents principes de l'intervention énumérés démontrent que pour en garantir l'efficacité, aucune zone d'ombre n'est laissée au hasard au sein du suivi; la réinsertion se base sur « la connaissance de la clientèle, l'individualisation, la continuité et la complémentarité des interventions » (G). L'objectif principal de la réinsertion est de « diminuer les risques de récidive » (G). Plus précisément, la réinsertion est présentée comme suit : « un ensemble d'interventions visant à ce que la personne contrevenante vive de façon socialement acceptable dans le respect des lois » (G). Selon les individualités, les interventions cherchent alors à débusquer la récidive et ses risques dans les moindres recoins des « besoins » du détenu afin que la reprogrammation à l'œuvre soit la plus définitive possible.

Une division élaborée de l'intervention présente un éventail de titres d'emploi différents, correspondant à des tâches différentes. Ces descriptions destinées à rendre visible l'intervention sont toutefois circulaires et hermétiques : ainsi l'on apprend que l'agent de probation «effectue des interventions», ou encore que le «conseiller en milieu carcéral agit à titre de personne-ressource face aux problématiques» (G). Ce vocabulaire de l'intervention, bien que tautologique dans ces cas et dans d'autres, donne toutefois une impression d'expertise et de compréhension de ce qu'est composée la matière « délinquant ». Les principes à la base de l'intervention sont également dilués dans un vocabulaire précis : «Les SCQ favorisent des approches et des méthodes d'intervention adaptées à leur mission [...]. Ces interventions doivent être adéquates, significatives et mesurées» (D1), «des méthodes d'intervention adaptées» (D2). Même si l'on ne sait pas par rapport à quoi l'intervention est adaptée ou significative, de tels qualificatifs créent facilement l'assentiment du lecteur et qualifient les interventions et la mission des SCQ comme préalablement réfléchies et cohérentes.

La réinsertion est présentée comme un cheminement psychologique complexe et profond. Différents termes illustrent la teneur de l'intervention : «encadrement» et «accompagnement» (D1), «apprentissage» et «prise en charge de la personne» (D2), «développement de la personne» (C1). Plus encore, on postule de facto que le détenu est subjectivement souffrant en affirmant que l'on travaille au «mieux-être des individus» (D2). La délinquance est présentée comme un déficit d'épanouissement psychique auquel il faudra pallier par différentes stratégies («soutenir le cheminement de la personne», «mieux la connaître», «consolider la relation de confiance», «mettre à contribution le réseau», «offrir des services adaptés à ses besoins») (G). Mais l'intervention procède également d'un certain comportementalisme destiné à «amorcer la résolution de problèmes associés à la délinquance (violence conjugale, déviance sexuelle, pédophilie, alcoolisme, toxicomanie)» (F). Elle devra aussi se concentrer sur la «prise de conscience des conséquences de leur comportement» et le «développement du sens des responsabilités» (F). L'intervention se met à la recherche d'un espace réflexif chez le détenu, zone sur laquelle s'appuyer pour que les changements institués en lui soient totalement endossés dans un système éthique personnel plus large, système qui est supposé continuer à se raffiner au-delà de l'intervention. Il se dégage ainsi clairement de ces différents énoncés les exigences de l'individualité et de la socialité contemporaine (l'épanouissement, la responsabilité, l'insertion dans un réseau socio-affectif).

Des activités plus concrètes de «réadaptation» sont incluses comme parties intégrantes de l'enfermement et de l'intervention : de la formation, des cours de formation professionnelle, du travail rémunéré ou non, des activités sportives, «socioculturelles» et de «loisir» (C1). La délinquance est présentée comme un déficit socio-professionnel auquel il faut pallier : «La bonne volonté n'étant pas toujours suffisante pour permettre à une personne contrevenante de réintégrer la société, la formation représente un moyen privilégié pour combler certains vides» (C1). La réadaptation par des activités correspondant au travail, aux loisirs et à l'apprentissage

semble destinée, comme dans bien d'autres institutions, à recréer la vie à l'extérieur, qui se montre équilibrée dans la mesure où elle est cloisonnée dans ses différents «sphères» (de productivité, de plaisir, de réalisation). La réadaptation est aussi une leçon de sociabilité en soi par la création de contacts avec les autres enfermés excédant le simple quotidien.

Le détenu est aussi présenté selon des paramètres éthiques et humanistes. Les SCQ posent notamment le «respect et la dignité de la personne» comme des «droits fondamentaux» (D2) (G). Le site Internet des SCQ expose également les principes sous-jacents à la réinsertion. Les SCQ présentent l'ensemble de leurs employés comme «intègre et compétent» (G), et l'univers éthique est encore sollicité dans une catégorie d'énoncés exprimant que le personnel a la

«responsabilité d'appliquer les normes en matière d'attitudes et de comportements» (D2), «favoriser une approche de respect et de dignité» (D2), «dans un esprit d'équité, de justice et de respect» (D2), «viser une dynamique de respect et de dignité de la personne» (D1) (D2).

Ces dernières remarques illustrent bien la manière dont le rôle éminemment normatif du personnel (appliquer des «normes», des «dynamiques») est intimement lié au discours humaniste, contre lequel il est difficile de s'élever dans la mesure où l'intervention se dit balisée par des valeurs telles que le respect, la dignité, l'équité et la justice.

5.2.4 Un enfermement-environnement

Le principe de «responsabilité partagée» par lequel le champ de la détention provinciale se présente excède le périmètre des établissements de détention, et toute personne concernée par ces établissements (personnel, visiteurs, intervenants, «travailleurs civils», bénévoles, avocats, (D2)) doivent «s'engager à la *sécurité* des

personnes et des lieux par leurs attitudes et leurs comportements *sécuritaires* et par le respect des règles de *sécurité*²⁹» (D2). La responsabilité de l'enfermement devient ainsi diluée dans une responsabilité plus globale interpellant plusieurs individus différents, tout extérieurs soient-ils, et susceptible de toucher jusqu'à des «attitudes», des «comportements».

Les institutions carcérales, dans la littérature pertinente et les représentations populaires, sont souvent assimilées à des milieux au sens biologique. Cette assimilation est renforcée chez les SCQ par un autre appel à la nature : «Certains milieux, de par leur nature, exigent cependant qu'on accorde plus d'importance à la sécurité» (D1). La sécurité est alors appelée par certains lieux, de par leur nature, rendant ainsi innée la domination de cet univers sécuritaire. Une métaphore naturaliste présente également les détenus comme des «individus qui composent un environnement» (D2), évoquant l'idée d'un tout cohérent, neutralisant les fractures possibles et rappelant une représentation atomiste selon laquelle le tout n'est que la somme des parties. L'univers par lequel est défini le champ institutionnel des SCQ installe de manière consensuelle la trame sécuritaire dans la mesure où elle fait appel à des valeurs positives, un partage contractuel des responsabilités et une naturalisation de l'institution carcérale.

Dans le cadre de ce souci humaniste que mettent de l'avant les SCQ, on spécifie aussi de quelle autorité et de quel contrôle procède l'enfermement carcéral. Ainsi, dans la mesure où l'intervention «comporte certains risques» (D2) et que la «prise en charge» représente «des tâches souvent complexes et exigeantes» (G), le cadre de l'enfermement nécessite parfois des «interventions physiques pour maîtriser un individu ou un groupe» (D2). Il est toutefois précisé que ces interventions de crise se font avec une «certaine autorité» (G), un «contrôle raisonnable, sécuritaire et

²⁹ L'italique est de nous, afin d'illustrer les tautologies issues du concept de sécurité, qui finissent par

humain» (G). Ces mesures sont présentées comme étant balisées par des valeurs précises telles que la neutralité, l'objectivité, l'honnêteté, la justice, l'équité, la rigueur, l'intégrité, le professionnalisme (G). Il est également édicté que les SCQ «incitent leur personnel à s'en tenir aux mesures les moins restrictives possibles, par une évaluation préalable de la menace et du niveau de risque qu'elle représente, soit pour l'individu ou pour autrui» (D2). Le contrôle présent dans l'établissement est énoncé comme se construisant sur des justifications préalablement évaluées et sur la nécessité multiforme de la sécurité, rendant ainsi une multitude de situations susceptibles d'en être l'objet, pour des impératifs humanistes également.

Cette préoccupation éthique est également observable dans l'énumération des motifs de sortie. Ceux-ci semblent constituer des dimensions de l'individu qui sont considérées comme intouchables, irréductibles : sortie médicale, «humanitaire» (visite à un membre de la famille en cas de grave maladie ou de funérailles), en lien avec la «réinsertion» (recherche d'emplois, études, thérapie, activités spirituelles). Les seules situations ne demandant pas de permission de sortie écrite sont celles où la vie ou la santé sont en danger (E4). L'enfermement agit donc également en discriminant les raisons de ses exceptions.

5.2.5 Protéger la société, moins le détenu

L'établissement carcéral se positionne lui-même et les détenus qu'il concerne par rapport à la «société» vue comme un extérieur. L'enfermement est ainsi posé comme protection de la société, dans la mesure où la prison neutralise pour un temps donné le détenu et lui réapprend les modalités du vivre-ensemble. Par extension, la réinsertion est vue comme «la meilleure façon de protéger la société de façon durable» (G). Il s'agit donc de dire que le détenu n'est plus un membre de la société, puisque qu'il la menace potentiellement. Les univers discursifs ici analysés étant nés

dans un climat de méfiance par rapport aux structures pénales, on ne peut s'étonner, pour cette raison et bien d'autres, que l'enfermement carcéral soit représenté comme un espace de rupture avec le social, l'idée de protection de la société (excluant le détenu) primant sur celle de protection du lien social (qui inclurait le détenu) (Pires, 2001).

Ainsi, le but ultime de la réinsertion est le «retour en société», «réintégrer la société» (C1). Plus encore, on les «aide» à devenir des «citoyens respectueux des lois» (G). Le détenu n'appartient plus à ce dehors pendant la durée de l'enfermement : d'ailleurs les sorties s'accompagnent d'un certificat de permission de sortir contenant la durée et les conditions à respecter (E4), sorte de laissez-passer. Ces permissions de sortir, en s'inscrivant comme partie intégrante de l'intervention elle-même (une «démarche structurée» (E4)), comme une répétition générale, sont l'occasion d'illustrer l'ampleur et l'emprise de l'intervention. En effet, pour l'accorder, l'établissement examine : la «protection de la société au regard du risque de récidive», la nature, la gravité et les conséquences de l'infraction, le «comportement» et la «capacité de respect» de l'individu (E4), le degré de compréhension et de «responsabilisation», sa conduite, la pertinence de la sortie, et même les «aptitudes» de la personne, voire sa «personnalité» (E5). Ainsi, des dimensions parfois inhérentes à l'individu sont jugées comme autant de facteurs de décision quant à sa réappartenance au social.

La détention et la réinsertion sociale des contrevenants procèdent également d'un élargissement du champ sécuritaire et du partage des responsabilités au-delà du périmètre de l'enfermement : «Comme citoyen, chacun de nous aspirons à un milieu de vie plus sécuritaire. Quoi de plus naturel. Comme travailleur, nous recherchons également cette sécurité. [...] Comment parvenir à cet état d'esprit confiant que constitue la sécurité?» (D1). En appelant les citoyens et les travailleurs dans leur souhait tout « naturel » de la sécurité, les SCQ inscrivent leur mission et ses

modalités dans un ensemble plus large de responsabilités qui interpelle chacun. Cette nouvelle mission élargie consiste à «rendre plus sécuritaire ce risque nécessaire que représente ce défi exigeant mais réalisable qu'est la réinsertion sociale des personnes contrevenantes» (G). La société prend ainsi la chance de réaccepter l'un de ses contrevenants. La liaison entre le délinquant, l'institution-prison et la société est alors assurée via le champ de la « réinsertion sociale » et son épaisseur sécuritaire.

5.2.6 Enfermer ses délinquants aujourd'hui

L'enfermement carcéral provincial d'aujourd'hui fait appel à des valeurs positives pour créer et affirmer le consensus dont il procède ainsi que ses modalités. Si la réinsertion ne peut manquer de faire l'unanimité tant dans l'optique du détenu que celui de la «société», l'univers de la dignité humaine crée également l'assentiment quant au traitement des reclus. De plus, la philosophie humaniste dont l'institution procède comporte une certaine opacité (tout est «adapté» et «significatif») entourant les modalités de l'enfermement et de l'intervention. Le visage contemporain de l'enfermement carcéral se donne pour justifications et pour outils deux pôles de sens : le danger, la sécurité et la responsabilité entourant le pôle «risques», et l'évaluation, la dignité et l'intervention autour du pôle «besoins». L'enfermement en prison aujourd'hui prend ainsi appui, pour enfermer le corps, sur de multiples exigences.

Finalement, l'information contenue dans le site Internet des SCQ se montre exceptionnellement difficile à analyser. L'émergence de catégories descriptives se fait en effet difficilement en dehors des catégories d'énoncés construites par les auteurs du site eux-mêmes. On peut poser l'hypothèse que les SCQ sont en maîtrise totale de leur univers de significations, grâce entre autres à un vocabulaire efficace qui a intégré les analyses et les critiques de manière étonnante. La surenchère de certains concepts et la circularité de plusieurs raisonnements appuient aussi l'idée que les procédures et la définition de ces procédures sont mises de l'avant afin que se

dégage une impression d'organisation et un souci de transparence, alors que finalement, on apprend bien peu de choses sur le contenu et les modalités de la « réinsertion sociale des personnes contrevenantes ».

CHAPITRE VI

LE CHAMP DE REFUGE

Comme il a été précisé dans le chapitre méthodologique, l'itinérance comme on la comprend aujourd'hui est un produit récent qui n'a que peu à voir avec les formes antérieures d'errance, de vagabondage, de mendicité. Les justifications à la prise en charge de cette errance ont également varié et le regroupement en institution d'individus jugés relever de telles catégories n'a pas toujours procédé des mêmes termes. Débutons donc par une brève exploration historique de l'attitude face à l'itinérance, avant de nous attarder à l'analyse du site Internet, qui s'est faite selon les six thèmes principaux (la présentation de l'institution et de ses enfermés, le champ de l'intervention, le thème de l'enfermement institutionnel, le positionnement face au social et une synthèse des principales caractéristiques).

6.1 Brève généalogie de l'itinérance

Au Moyen-Âge, l'errant fait l'objet d'un rejet qui prend la forme du marquage au fer rouge, de l'emprisonnement en dépôt de mendicité, de la mise en servage, voire de la peine de mort (Aranguiz et Fecteau, 2000). L'époque entretient en effet un rapport plus répressif et violent au corps et à cette catégorie de personnes. En rupture avec ces modalités, le Grand renfermement du XVII^e siècle interne les pauvres et les mendiants dans l'espace qu'est l'Hôpital général. En effet, la catégorie d'individus que l'internement classique enferme comprend indistinctement pauvres et fous, dans la mesure où c'est l'absence de travail, entre autres, qui les définit (Foucault, 1972). Il faudra attendre le XIX^e siècle et son contexte avant que la répression qui a toujours cours, souvent sous la forme d'emprisonnements, ne s'atténue et se fasse plus sporadique. En Amérique du nord, c'est également le siècle pendant lequel naîtront

les maisons d'industrie (inspirées des « workhouses » anglaises) et les maisons de correction :

Ainsi est-il permis de faire une distinction entre la clientèle de la Maison d'industrie et celle de la Maison de correction : la première acceptait le travail, une forme de réadaptation par l'internement et une discipline imposée; la deuxième était tout simplement incarcérée pour avoir troublé la paix publique (Lapointe-Roy, 1987).

Deux enfermements différents permettent ainsi une distinction morale des pauvres entre eux, un peu de la même manière que l'on distingue à peu près à la même époque le fou « indigent » du fou « dangereux ». Cette différenciation permet aussi un raffinement de plus dans la justification de l'enfermement (protéger l'ordre public ou faire travailler et rendre productif).

La deuxième moitié du XIXe et le début du XXe voient naître nombre de refuges de nuit dans la ville de Montréal, dont la Mission Old Brewery et l'Accueil Bonneau. Le contexte favorable à ces multiples apparitions d'institutions aurait procédé de deux phénomènes : la reconnaissance du devoir d'assister une pauvreté maintenant considérée comme structurelle, et un isolement de ces « situations-limites apparaissant comme des cas désespérés » sous le joug de la criminologie, de l'eugénisme, du scientisme (Aranguiz et Fecteau, 1998, p. 88). L'enfermement charitable tel qu'il se présente alors possède dans une certaine mesure une attitude fataliste, ou du moins, ne se concentre pas systématiquement à sortir de manière définitive le vagabond de la rue. Il faudra attendre la crise économique des années trente et la seconde guerre mondiale pour que les premiers balbutiements de l'État-Providence transforment le « vagabondage » en une « itinérance » sur laquelle on peut agir, et que l'enfermement charitable se double d'un enfermement de réhabilitation plus affirmé (Aranguiz et Fecteau, 2000). La relation entre l'individu

problématique et l'institution se modèle donc tranquillement sur la conception que l'individu a la capacité d'opérer un travail positif sur lui-même.

Aujourd'hui, pour plusieurs raisons au nombre desquelles un plus grand nombre de lits et la teneur de l'intervention davantage axée sur la sortie de la rue, il serait plus juste selon certains de parler de « pratiques d'hébergement d'urgence » (Hurtubise *et al.*, 2007). Si ce nouveau vocable nous renseigne sur une certaine éthique entourant l'intervention aujourd'hui, il est également révélateur de la manière dont les institutions jadis « totales » se modèlent aux préoccupations contemporaines. L'enfermement se justifie maintenant par la nécessité « d'héberger » et ce, en contexte « d'urgence ». Ainsi, le fait de considérer le refuge comme une forme d'enfermement (tel qu'entendu ici) reste un fait conceptuel accepté par plusieurs, mais refusé aussi par certains³⁰. On remarque également que la prise en charge de l'itinérance se fasse malgré tout selon un système de vases communicants entre la prison, l'hôpital et le refuge, qui se retrouvent liés dans les trajectoires individuelles.

³⁰ Ainsi, à différentes étapes de ce mémoire, la présence dans l'échantillon-population d'un refuge comme forme d'enfermement a dû être justifiée et argumentée auprès d'individus provenant de milieux différents (professeurs, non-initiés, collègues étudiants).

Tableau 5 L'enfermement de l'itinérance, adapté du texte de Aranguiz et Fecteau 2000³¹.

| Périodes | Individu problématique | Rapport à l'individu problématique | Mesures | Enfermement |
|--------------------------|------------------------|------------------------------------|--|--|
| XV-XVIIIe siècles | Hors-statut | Rejet, répression | Dépôts de mendicité, marquage au fer rouge, hôpital général | Enfermement de séparation, de fixation |
| XIXe siècle | Mendiant, vagabond | Condamnation morale, assistance | Maisons d'industrie, maisons de correction, refuges | Enfermement charitable, fataliste |
| XX-XXIe siècles | Personne itinérante | Intervention thérapeutique | « Pratiques d'hébergement d'urgence », logements avec soutien communautaire, services de crise psychosociale | Enfermement de réhabilitation |

La Mission Old Brewery (MOB) naît en 1889 à l'initiative du mouvement *social gospel*, mouvement religieux protestant et progressiste qui inscrit le changement et la justice sociale dans l'oeuvre de dieu, et qui sera lié, du moins au Canada, à l'établissement de la sociologie comme discipline (Allen, 2008). En plus de fournir des services dits « d'urgence » (lit, repas), l'institution s'applique depuis plusieurs années à développer des « programmes d'accompagnement » destinés à des

³¹ Nous avons construit le tableau à partir d'un article. Les deux premières périodes (XV-XVIIIe siècle et XIXe siècle) citent les termes des auteurs; nous avons construit et rempli la dernière période (XX-

« départs organisés de la rue ». Les quatre dernières années, la direction de la MOB a été confiée à un professionnel des services sociaux et de la cause de l'itinérance, dont la mission était de moderniser l'institution. Plusieurs signes notables de ce renouveau seront d'ailleurs relevés dans l'analyse.

6.2 Enfermer pour domicilier

Le visuel du site Internet de la MOB est particulièrement révélateur de ce que l'institution veut projeter comme image. En comparaison avec d'autres sites Internet de refuges, celui de la MOB présente un visuel sobre et contemporain, avec des photos noir et blanc exécutées par des professionnels. Dans la section consacrée aux extraits de presse, des photos mettant en scène des journalistes préparant des entrevues dans l'institution appuient l'idée d'une ouverture institutionnelle. Tant la page d'entrée que le bâtiment principal lui-même, dont on joint des photos, exposent une esthétique propre aux milieux marginaux : phrases inscrites sur des boîtes de carton pour présenter le site, graffitis intentionnels sur les murs de l'établissement. La deuxième page d'accueil se présente sous la forme d'un babillard où les dernières nouvelles de l'institution sont présentées, et où plusieurs des sections du site sont représentées par une rubrique. L'institution a aussi choisi, comme stratégie de présentation d'elle-même, de construire des fiches de présentation de certains employés et de certains clients (« Voici Scott », « Voici Mathieu ») avec photos appropriées. Une impression de dynamisme et d'ouverture se dégage de l'ensemble.

6.2.1 Une institution agissant sur des « phénomènes »

La MOB se présente comme le plus « important organisme québécois venant en aide aux personnes sans-abri » (A4) avec un total de 600 repas servis par jour (B5). LA MOB est une organisation qui comporte différents pavillons un peu partout

XXI^e siècle). Ces trois phases sont bien sûr approximatives et caractérisées et représentent davantage des processus vers lesquels les représentations évoluent que des mentalités figées.

dans la ville qui se distinguent selon leur fonction, correspondant à différentes étapes de sortie de la rue et à différents groupes (refuge pour hommes, pour femmes; maison de transition; unités de logement social). L'institution se présente comme investie d'une mission qui excède largement les services de dortoir et de repas d'un refuge traditionnel, en se positionnant à l'avant-garde des solutions et des interventions apportées au « phénomène de l'itinérance » :

« La Mission Old Brewery est composée d'un éventail de clients, d'employés et de bénévoles qui travaillent ensemble dans le but commun de réduire le phénomène de l'itinérance et d'aider les sans-abri à se prendre en main » (B1), « réduire le phénomène de l'itinérance » (B3) (C1), « réduire la pauvreté dans la ville » (G1).

L'institution se positionne en étroit lien face au social et à la ville en assurant contribuer à réduire les « phénomènes » d'itinérance et de pauvreté, devançant certains constats qui voient les refuges comme des solutions temporaires ou superficielles. L'actualisation de la mission du refuge et de son image se réalise aussi notamment par le recours au modèle de « l'urgence sociale » qui ajoute « l'accompagnement » aux pratiques d'hébergement d'urgence existantes (K). Les différents changements ayant rendu possible une telle évolution institutionnelle de refuge traditionnel à institution actrice de changement social sont exposés. Principalement, on évoque la direction de l'institution, qui a été confiée il y a quelques années à un professionnel des services sociaux (A4) qui dit avoir fait de la MOB :

«une organisation qui a grandi et qui s'est adaptée afin de répondre aux besoins complexes et aux aspirations des personnes sans-abri» (A4), «passant d'un refuge traditionnel à un chef de file dans le domaine de la prévention et de la réduction de l'itinérance» (A4), « une des premières initiatives [...] a été de préparer un plan quinquennal qui a changé la vocation de l'organisation afin qu'elle comprenne désormais l'accompagnement de la clientèle du refuge hors du cycle de l'itinérance à l'aide de programmes novateurs » (A4).

L'institution précise dans le premier énoncé qu'elle est en prise sur une réalité dans laquelle ce sont aux « besoins » et aux « aspirations » des personnes itinérantes que l'on répond. Ce directeur, ayant d'ailleurs quitté l'institution pour des fonctions politiques (A4), avait déjà formé une coalition de refuges montréalais afin de faire pression pour un plus grand financement gouvernemental³² pendant les mois d'hiver. Un certain style de gestion et de définition de l'institution est également observable dans l'allure précédemment décrite du site Internet et aussi par des éléments de son contenu; la présence très actuelle du « blogue » du directeur, dans lequel il expose ses réflexions et par lequel on peut deviner la compréhension du phénomène qu'il veut mettre de l'avant (« I've often said that no one actually chooses homelessness », D), ou encore certains titres d'emplois (« conseiller en ressources humaines », « directeur des finances », « facilitatrice en gestion axée sur les résultats », J). L'impression qui s'en dégage est que l'institution est menée à la manière d'une entreprise et qu'elle offre par conséquent les garanties de réussite d'une entreprise privée soumise aux exigences du marché.

La MOB comprend quatre centres situés un peu partout dans la ville : un refuge pour hommes, un refuge pour femmes, une maison de transition et un pavillon d'unités de logement social. Le refuge principal, le pavillon Webster, reçoit quotidiennement 308 hommes dont 197 hommes « de passage » pour le refuge temporaire³³. Le refuge principal pour femmes, le pavillon Patricia-Mackenzie, reçoit quant à lui 76 femmes chaque jour, dont 30 places d'urgence. On fait correspondre les services offerts par les refuges temporaires à des besoins primaires:

« Offre des repas, des gîtes de nuit [...] des vêtements ainsi que des services » (B1), « Nous dispensons des services humanitaires essentiels tels des refuges

³² On précise que 90% du financement des trois plus gros refuges de Montréal provient de sources privées et que les 10% restants sont financés par le provincial (A5).

³³ Le reste est composé de 77 résidents et de 39 lits réservés pour les programmes « d'accompagnement » (C2).

sécuritaires et des repas nourrissants » (B1) « nos centres et nos services subviennent aux besoins essentiels des sans-abri en leur fournissant un endroit sécuritaire où dormir, des repas nourrissants et des vêtements adéquats » (C1), « offre des lits propres et confortables, de la nourriture saine et des vêtements » (C2), « un lieu sécuritaire où passer la journée » (C3).

La sécurité du lieu, le caractère « nourrissant » de la nourriture, la propreté du lit et le caractère approprié des vêtements sont posés comme autant de besoins essentiels auxquels l'institution se propose répondre. À noter qu'à la différence de plusieurs refuges, les clients n'ont pas à quitter les établissements le matin, et cette « invitation » à demeurer au pavillon le jour dans le cadre de programmes d'aide est posée comme la première étape de la sortie de la rue (C2), puisque le « besoin fondamental » des clients de la MOB reste de trouver « un endroit stable où il peuvent vivre, en dehors d'un refuge » (C2).

La MOB compte une galerie d'art qui emploie un curateur et où tous les artistes peuvent exposer. La galerie et plus généralement l'art sont présentés comme des témoignages, des illustrations de la venue et de la sortie de l'itinérance, voire un outil pour en sortir :

« Il y a mille chemins qui mènent à l'itinérance et mille façons qui permettent de s'en sortir: chaque parcours est unique. La Galerie de la mission témoigne de ces parcours [...] présentent la vie de nos clients avec leurs problèmes et leurs rêves. Ce foyer d'art offre une perspective élargie de l'itinérance à partir du mot 'maison' jusqu'à l'expérience de l'itinérance [...] les expériences artistiques conduiront à une meilleure connaissance de la vie de notre clientèle [...] motiver les gens itinérants à passer à une autre étape, à guérir leur âme » (E).

L'art fait aussi partie du cheminement menant à la sortie de la rue comme nous le verrons. Le fait pour le refuge d'avoir une galerie d'art nous rappelle ses origines philanthropiques anglo-saxonnes, pour lesquelles le mécénat occupe une

place importante. Il nous renseigne aussi encore une fois sur le caractère ouvert que l'institution veut projeter. La création d'un milieu accueillant composé de couleurs, d'œuvres d'art et de musique (K) est également, selon le directeur, une dimension importante de l'accueil des individus dans les pavillons, et on en espère un effet bénéfique sur les comportements.

La MOB se définit comme une institution d'avant-garde s'adaptant rapidement au contexte social, et dont le registre d'action concerne des phénomènes sociaux. Pour cela, l'institution précise qu'elle comporte elle-même plusieurs pavillons selon les catégories de population et les différentes étapes de l'intervention. Les premiers services que l'on procure dans les refuges temporaires correspondent à des « besoins » humains de base, et on espère qu'en les comblant, il sera possible de s'attarder à d'autres dimensions de la sortie de la rue.

6.2.2 Définir le client et ses besoins

La rubrique consacrée à la présentation des « clients » montre une photo sur laquelle différents hommes d'âges et de milieux culturels différents ont les pouces levés en signe de victoire (B2). On présente plus généralement les clients de la MOB comme des « hommes et femmes âgés de 18 à 70 ans et provenant de divers milieux ethniques et linguistiques » (B2). Si le vocable « client » domine les énoncés, un bon nombre de qualificatifs décrivent les individus bénéficiant des services de la MOB :

« un sans-abri », « être un sans-abri » (A1), « un client » (A2), « un bénéficiaire » (B2), « un participant » (C2), « citoyen dans le besoin » (G1), « hommes et femmes [...] mis de côté » (A3), « les personnes les plus vulnérables de notre société » (A4), « les plus démunis de notre société » (B5), « personnes dans le besoin », « vivant l'itinérance » (B1), « ce groupe de notre population » (A4).

Dans différents énoncés, la personne itinérante est cernée de manière déterministe comme la partie «la plus défavorisée» de la «société», évoquant une certaine inéluctabilité des inégalités. Un autre groupe de qualificatifs réduit l'itinérance à un problème de pauvreté et appuie la nécessité de l'intervention (dans le besoin, vulnérable, démunie). L'itinérance est présentée comme un état («l'état d'itinérance (C2)), dont il faut sortir, dont il faut « se » sortir (B1), et aussi comme un cycle à briser (A4), suivant les représentations ayant cours entre autres en sciences sociales : « Il m'était difficile de trouver un emploi stable, car je n'avais pas d'adresse fixe. Je finissais par retourner dans la rue. J'ai décidé de venir à Montréal pour briser ce cycle» (A1). On attire aussi l'attention sur les conditions de vie de cet état : «Les gens qui arrivent ici ne sont pas dans la meilleure forme physique ou mentale» (B4), « mènent des vies très difficiles » (B5), « gravité de leur situation » (B2), «vivre dans des circonstances dangereuses et précaires» (A3). Plusieurs représentations populaires de l'itinérance sont présentes sur le site, entre autres les réflexions par rapport aux ressemblances entre les personnes itinérantes et tous les autres individus. Un ensemble de remarques démontre que les employés et les bénévoles, en se distanciant des usagers, inscrivent simultanément leur interaction avec eux dans une humanité commune, voire à un niveau familial :

«Je pensais qu'ils étaient tous sales et fous. Je me suis rendu compte que ces gens sont comme nous autres. Certains d'entre eux je pourrais les regarder comme mon père ou mon frère » (B4), «Lorsque vous passez un peu de temps avec ces hommes et ces femmes, vous réalisez qu'ils ne sont pas si différents. Même si nos conditions de vie sont différentes, nous souhaitons tous être aimés et respectés» (G2), «Pour la plupart, il s'agit de bonnes personnes qui ont vécu des moments difficiles. Je crois qu'il est important que la société fasse preuve de compassion envers les itinérants parce que personne n'est à l'abri de cette situation [...] certains des clients moins âgés me considèrent en quelque sorte comme leur grand-mère» (G3), « Je pense que ça leur fait du bien d'interagir avec une femme [en parlant des hommes itinérants fréquentant le refuge] » (B6).

La dernière remarque veut exprimer que les interactions avec une femme s'inscrivent de manière normalisante dans le champ de la sociabilité masculine, ce que le rapport familial installe quant à lui dans d'autres énoncés. Ces différents énoncés décrivant l'itinérance comme un surplus de malchance s'ajoutant à une individualité qui était au départ «comme les autres» sont sous-tendus par l'idée que n'importe qui, hommes, femmes de tous âges, peut, tout à coup, devenir itinérant, suivant une représentation courante du phénomène. On retrouve toutefois inversement l'idée typique des difficultés d'interaction et de la méfiance des itinérants, induite par leurs diverses expériences négatives :

«au moment où ils arrivent ici pour la première fois, au lieu d'avoir peur les uns des autres, ils ont peur de moi. C'est parce que beaucoup d'entre eux regardent avec méfiance le système et ils ont peur de faire confiance à quelqu'un» (B4), « certains ont une solide carapace » (G3), « Ceux qui ont une apparence plus dure, les gars avec des tatouages et les cheveux longs sont, au contraire parmi les plus gentils » (B4), « C'est sûr qu'il y a quelques hommes de style « macho » et certains font des remarques, mais en règle générale, ils sont respectueux à mon égard » (B6), « Une des tâches les plus difficiles dans mon travail est de briser les murs que les résidents ont érigés autour d'eux [...] Après des années à vivre dans la rue, ils ont développé plusieurs couches protectrices » (B7).

Les personnes itinérantes sont présentées comme des individus hermétiques et défensifs, que le personnel de l'institution doit mettre en confiance. La genèse de la condition d'itinérance est aussi exposée :

«Chaque bénéficiaire a sa propre raison de faire appel à nos services. Certains proviennent de foyers brisés, d'autres mènent un combat contre l'abus de drogues ou un problème de jeu compulsif. Plusieurs de nos clients souffrent d'un handicap et/ou de maladie mentale, tandis que d'autres éprouvent constamment des difficultés financières. Dans certains cas, un événement tel la mort d'un conjoint, le divorce, la perte d'emploi ou l'apparition de symptômes reliés à la maladie mentale ou à un handicap précipite les gens vers l'itinérance» (B2), «Plusieurs hommes que j'y ai rencontrés avaient des

problèmes de santé mentale et souffraient de toxicomanie» (A1), « chacun a son histoire » (B4).

Une énumération de facteurs individuels conduisant à l'itinérance contribue à sa définition comme un phénomène détaché de contingences structurelles. L'idée qu'une multitude de situations et d'histoires personnelles y mènent domine aussi les énoncés. Si chaque « client » a sa « raison » de fréquenter la MOB, on décrit toutefois de manière plutôt uniforme les « besoins » des personnes itinérantes et ce qu'elles souhaitent :

«chacun a besoin d'être écouté. Certains ont besoin de vider leur cœur seulement» (B4), « besoins spécifiques » (C3), « besoins fondamentaux des sans-abri : un foyer stable » (C1), « besoin fondamental de nos clients : un endroit stable où ils peuvent vivre, en dehors d'un refuge » (C2).

Un tel climat d'intervention rend les besoins humains isomorphes aux propositions institutionnelles dans le cadre d'un appel à des valeurs suscitant l'adhésion. Nous verrons que les besoins des clients se situent majoritairement autour de la domiciliation et ses valeurs. Le client de la MOB se trouve à être n'importe quel individu, ressemblant d'abord à tous, mais qu'une histoire personnelle a appauvri et contribué à renfermer. Le changement dans leur condition que l'on préconise, vers la domiciliation et la stabilité, se réalisera notamment par l'intervention psychosociale que l'institution développe avec eux.

6.2.3 Le champ de l'intervention

L'intervention prise en charge par la MOB prend place dans le cadre d'un climat empreint de respect. Renforçant l'idée que tous, client et intervenants, sont au fond semblables, l'intervention se fait selon un :

« climat d'entraide et de respect » (B1), « environnement sain et respectueux » (B3), « assurer un climat sécuritaire, amical et sain » (B4), « les traiter comme mes égaux » (B4), « climat de respect et entraide » (B4), « atmosphère chaleureuse et respectueuse » (G1).

Le traitement du thème du contrôle, s'il ne se fait pas clairement ici, est toutefois actualisé et réintroduit sous le champ du respect, dont les exigences sont inconnues et qui peut potentiellement servir à justifier paradoxalement bien des attitudes. La personnalité des différents employés de « l'équipe » (B3) de la MOB est à ce sujet exposée comme une garantie de ce climat :

«La nature conciliante de Mathieu et sa personnalité affable font partie de sa philosophie d'intervention» (A2), « Voici Veejay : un bon caractère et une oreille à l'écoute [...] ayant les pieds sur terre » (B4). «Je ne voulais pas rester à la maison sans rien faire» (B5), « Jamais enclin à s'asseoir sur ses lauriers » (B7).

Ces différentes qualités (l'entente, la bonne humeur, le réalisme, la proaction) sont également celles que l'on essaie de créer chez les clients dans le processus pour « s'en sortir ». Si ces traits de personnalité correspondent aux formes contemporaines de l'individualité promue, l'objectif principal de l'intervention est, selon le «besoin» principal des clients, de quitter la rue et de se domicilier. Ce processus est vu comme une «transition» que l'on assure étape par étape :

« Après avoir passé quelques semaines dans nos dortoirs principaux, Scott a été dirigé vers notre programme de transition à court terme (A1), « La Mission instaure des programmes qui vont au-delà des services humanitaires pour offrir des solutions durables contre l'itinérance » (C1), « quitter le refuge pour un domicile fixe » (A2), « quitter la rue » (B2), « la transition entre la rue et une résidence fixe » (B2), « passer de l'état d'itinérance à un foyer bien à eux » (C2), « sortir les gens de la rue » (G1).

Le refuge est alors défini, dans son idéal, comme un espace déclenchant le passage entre deux mondes, entre d'un côté l'itinérance et l'univers de la rue et de l'autre, la vie domiciliée. Par extension, l'institution sert aussi à déclencher le passage de situation problématique à situation normative. Les valeurs associées à la domiciliation sont mises de l'avant et réinscrites dans l'optique de réaliser pleinement sa « vie » et dans les métaphores de motivation psychologiques usuelles (une quête, un départ, un rêve, une reconstruction, un sens, une prise en main, une amélioration, une transition, « la » bonne voie) :

« assurer sa stabilité » (A1), « plus que tout en quête de stabilité et d'indépendance » (A1), « à la recherche d'un nouveau départ (A1), «rêve d'une vie ailleurs que dans la rue et d'une carrière enrichissante» (A1), «Pour l'instant, mes buts sont simples. Je veux mon chez-moi et les moyens de me le payer» (A1), « trouver la stabilité et l'autonomie nécessaires pour rebâtir leur vie » (B1), « aider à reconstruire leur vie » (A2), « travaille avec un conseiller pour planifier sa vie pour gagner son indépendance » (A1), «je peux regarder vers l'avenir» (C3), «Je sens enfin que ma vie prend un sens» (A1), « améliorer leur vie » (A2), « aider les sans-abri à se prendre en main » (B1) (C3), «insuffler aux itinérants la force, l'espoir et le soutien de franchir l'écart entre l'itinérance et l'indépendance» (B1), « faire en sorte que nos centres soient un nouveau départ » (B1), « transition vers une vie plus stable » (C3), « remettre les clients sur la bonne voie » (B3).

La domiciliation, l'indépendance financière et le travail sont énumérés comme les aspirations de «chacun». Ces buts sont sous-tendus par des valeurs précises telles que la stabilité, l'autonomie, l'indépendance. L'importance du chez-soi excède toutefois la simple domiciliation et évoque le fait de personnaliser et d'habiter symboliquement son lieu: «Je veux mon chez-moi» (A1), « heureuses dans leur petit chez-soi » (B8), « un foyer bien à eux » (C2), «m'offrir le luxe d'avoir un vrai chez-moi» (A1). Les clients de la MOB sont décrits comme les premiers artisans de leur « sortie de la rue » : «tous nos bénéficiaires ont le pouvoir d'améliorer leur sort et qu'ils ont la volonté de s'en sortir» (B2), «faire ressortir les talents et les forces de

tous nos clients» (B3). En reconnaissant au sujet ce potentiel, l'institution lui assigne également par le même geste la responsabilité de la solution, de sa gestion, de son succès.

L'itinérance est toutefois présentée, étonnamment, comme une maladie, un état dont on il faut guérir : «prendre le chemin de la guérison» (B2), «parcours de l'itinérance vers le chemin de la guérison» (B3), « chemin de la guérison » (C1) (G1). La guérison et la métaphore du chemin permettent d'aborder l'itinérance comme un phénomène affligeant et dont la sortie est un processus, parfois long, dont l'individu est l'initiateur et qui demande un certain travail propre à la thérapeutique. On peut aussi supposer que si la domiciliation et ses valeurs sont les aspects visibles de ce sur quoi on agit, l'itinérance comprend aussi différents nœuds pathologiques en lien avec la santé physique, mentale, psychologique, la toxicomanie et une multitude de comportements non-conformes. La guérison recoupe alors ces excédents à la non-domiciliation.

On précise que l'intervention se soucie du détail, de la dimension pratique des choses, ce qui assure son succès :

« Les intervenants m'ont donné des conseils très pratiques; ils m'ont aidé à obtenir ma carte d'assurance-maladie et mon certificat de naissance. Bientôt, je recevrai l'aide du gouvernement » (A1), « nous offrons également des solutions concrètes [...] grâce à nos dynamiques programmes d'accompagnement » (B1), « n'a pas toujours pu adopter une approche aussi pratique [...] ne disposais pas de ressources pour aider concrètement les clients à quitter l'itinérance » (A2), « nos clients sont amenés à adopter une routine quotidienne saine et nos conseillers les aident à obtenir les pièces d'identité dont ils ont besoin » (C3).

Ces remarques qualifient l'itinérance comme une réalité qui se loge de façon concrète dans une routine, une identité administrative, des « ressources » et sur lesquelles on agit en premier, initiant par là le reste du processus. L'écoute et le counseling sont posés comme des aspects importants de l'intervention, mais ne s'y réduisant toutefois pas :

« offrant un service de counseling empathique [...] prêter une oreille empathique [...] Je préconise l'empathie et la compréhension dans les rapports avec les clients. Je tente de me mettre à leur place et de ne jamais les juger. À mon sens, c'est la meilleure façon de comprendre ce dont une personne a besoin et comment, ensemble, on peut arriver à améliorer leur condition » (A2), « être toujours à l'écoute aide [...] à dépasser des barrières » (B4), « être un conseiller me donne la chance d'être plus qu'une personne qui écoute. Je suis ici pour orienter nos clients vers les services dont ils ont besoin et pour les accompagner tout au long de leur démarche » (A2), « nos conseillers travaillent étroitement avec les clients » (C3), « C'est dur de ne pas penser au travail quand je rentre chez moi. En tant que conseillers, nous avons à traiter des problèmes très graves qui peuvent être lourds à porter » (A2).

Pour mettre en place le changement, l'individu doit d'abord dire sur soi et confier sa vérité à l'intervenant, qui en retour l'absorbe pour pouvoir le comprendre et le guider. L'intervention et son processus sont présentés comme un accompagnement, une réhabilitation comportant plusieurs étapes. Les intervenants doivent évaluer ce cheminement et « travailler » avec chaque individu selon ses « besoins » :

« Nous devons ensuite accompagner nos clients tout au long d'un processus de réhabilitation et prendre les mesures nécessaires pour faciliter la transition vers l'autonomie. Plusieurs étapes doivent être prévues afin de supporter, d'évaluer et de surveiller l'évolution de nos clients » (C1), « travailler étape par étape » (C2), « mettre en place un plan d'action » (C3), « notre travail consiste à fournir un service personnalisé à notre clientèle. Cela veut dire que nous mettons l'accent sur l'intervention et le soutien individuel lorsque nous accompagnons notre clientèle » (B3), « programmes conçus en fonction de la situation particulière de chaque individu » (C3).

L'autonomie est cultivée au sein de chaque individualité particulière, par des étapes précises prévues selon un plan. Ce cheminement est assisté, renforcé, évalué, surveillé par l'intervenant. L'art est aussi inscrit comme métaphore et comme partie prenante du cheminement psychosociothérapeutique que l'individu entreprend. Cette thérapeutisation de l'art est une constante de la réadaptation dans plusieurs institutions, et aurait un nombre impressionnant d'effets bénéfiques : « renforcer leur estime de soi », « acquérir de nouvelles compétences », « utiliser leurs aptitudes », « s'exprimer de façon créative », « fait sortir les gens de leur carapace », « redéfinit qui ils sont » (B7). Cet intérêt vers le soi, sa découverte et son perfectionnement constitue une dimension à privilégier dans la production du sujet. Dans la mesure où la créativité, l'initiative, l'intuition et l'inspiration sont aujourd'hui autant de valeurs demandées au sujet, l'art trouve une place de choix dans le travail de soi, en plus de participer à la construction d'un espace de loisirs chez l'individu et de recréer des conditions d'interaction entre les individus.

6.2.4 Un enfermement stable, partie prenante d'un réseau

On présente le phénomène de vases communicants entre différentes institutions d'enfermement, ici l'hôpital psychiatrique et le refuge, comme une réalité connue de la MOB, qui a passé à ce sujet un accord formel avec l'Institut Douglas. Des lits de la Mission sont réservés pour des patients référés par Douglas pour « planifier leur futur dans un environnement stable et compréhensif » (A3). Cette association institutionnelle en « constante évolution » prend aussi sa base sur le partage d'information pour « la guérison d'un client commun » (A3). L'objectif de ce partenariat est « d'empêcher les hommes et les femmes souffrant de problèmes de santé mentale d'être sans-abri » (A3). La MOB précise également que « Chaque client qui réside à la Mission Old Brewery doit être évalué et référé aux services sociaux et aux services de santé appropriés » (C1). Par de telles collaborations, les mailles du filet de l'intervention se resserrent et pallient aux discontinuités auxquelles peut faire

face l'intervention auprès d'individus non-domiciliés, rendant cohérent et connu l'ensemble de son cheminement au sein des différentes instances de soins et de services.

Les dimensions propres à un enfermement institutionnel, le nombre de clients à nourrir et installer et les dimensions qui en résultent sont évoqués. L'institution, en procurant ces services, se retrouve face à l'obligation d'un traitement de masse relativement dépersonnalisant, qui doit se faire selon des règles précises :

« donner à manger à toutes les personnes qui viennent à la Mission et faire plaisir à tous sont deux choses différentes [...] Ce n'est pas un restaurant, donc les gens n'ont pas un choix de menu. Le menu est le même pour tout le monde, et nous recevons parfois des plaintes [...] la Mission n'offre pas le plus exotique menu en ville » (B5), « j'ai remarqué que tout était très bien organisé. Nourrir, loger et aider autant de gens est une tâche colossale. [...] Le personnel est très ferme sur la façon dont les choses doivent être accomplies, tout en étant très courtois et serviables. (G2), « La vie dans un grand dortoir n'est pas de tout repos. Je dois admettre que ce n'est pas facile » (A1).

Ainsi, bien que l'on comble des besoins essentiels, différents désagréments résultent de l'enfermement temporaire d'un grand nombre de personnes itinérantes. Un certain contrôle doit également être mis en place : ainsi, une « équipe aux opérations » est chargée de « maintenir l'ordre » et de s'assurer du respect des règlements dans le refuge temporaire (A2). L'organisation nécessaire à ce fonctionnement, bien qu'elle débouche sur une certaine rigidité, est inversement posée comme un principe stable et réconfortant pour les clients : « Nos repas représentent un aspect sur lequel ils peuvent toujours compter » (B5). Dans le même ordre d'idée, la section du site consacrée au conseil d'administration présente une illustration sur laquelle un cuisinier prend l'épaule d'un itinérant souriant, en chemise à carreaux, assis devant un repas et un café fumant. Si le fait de prendre en charge les

besoins biologiques d'un grand nombre d'individus débouche sur une certaine unidimensionnalité, en son envers réside le principe de la stabilité, que l'institution essaie justement de faire résonner chez le sujet.

La MOB, en disant s'inscrire comme une part intégrante d'un réseau plus large de services par des collaborations formelles et informelles, rappelle qu'elle n'est qu'une institution d'enfermement parmi d'autres qui opèrent la prise en charge. Si le refuge consiste en une prise en charge relativement massive, il consiste toutefois en un principe de stabilité auquel l'on croit répondre pour les individus concernés. L'enfermement se justifie alors d'autant mieux dans ses dimensions parfois coercitives, disciplinaires.

6.2.5 Imbriqué dans le social

Les refuges sont majoritairement financés par l'implication monétaire de membres privés de la société civile. Pour systématiser et attirer ces dons, la Mission a mis sur pied le concept de soupers spéciaux, selon lequel un individu ou un groupe peut commanditer ou carrément venir servir lui-même un souper spécial. Le calendrier de ces soupers montre que plusieurs compagnies et organismes de bienfaisance y participent, certains hebdomadairement (F). Les bénévoles de tout genre occupent aussi une place particulièrement importante dans les refuges et à la MOB. Ce genre d'institution mobilise en effet un ensemble de gens extérieurs à ses murs. Le site présente différents profils de bénévoles, leur vision de l'institution et du bénévolat :

« Voici Julie : donner de façon constructive. Noël est une période où la plupart des gens s'offrent des gâteries et des produits de luxe. Julie voulait donner d'une façon constructive. Julie cherchait un moyen d'interagir avec les sans-abri et d'apprendre plus sur l'itinérance. [...] Par une soirée glaciale de

décembre, Julie et ses amies ont débarqué à la Mission. [...] Ce qui a vraiment touché Julie et sa troupe était de voir les clients et d'interagir avec eux. [...] Julie et ses amies ont quitté la Mission avec le sentiment du devoir accompli» (G2).

Le bénévolat et le principe de soupers spéciaux est également une porte d'entrée privilégiée pour les individus extérieurs pour venir observer et se positionner par rapport à l'institution et la catégorie de population qu'elle accueille. Les motivations des différents bénévoles à «donner du temps» et la manière dont ils se représentent leur action transparaît ainsi dans différents extraits. Si l'atmosphère faste du temps des fêtes est un déclencheur pour certains, et le bénévolat, une manière « constructive » de donner, d'autres s'expliquent leur implication différemment. L'idée que de petits gestes changent tout, tout en se valorisant soi-même domine les énoncés :

«Le bénévolat procure beaucoup de satisfaction, d'autant plus que servir le café avec le sourire ne coûte rien! Vera croit fermement que la société se porterait mieux si tout le monde donnait un peu de son temps» (G3), «Ça nous rassure que chacun soit bien nourri» (B5), «Mais ce qui compte c'est que je peux créer des relations avec ces gens, dans un climat de respect et d'entraide. Si j'ai fait ça, je sais que j'ai bien réussi» (B4), « c'est vraiment gratifiant de constater que nous faisons une différence » (B6), « je crois que si vous faites quelque chose correctement, même si cela semble très peu, des changements positifs en découleront » (B7).

La manière dont l'institution définit l'itinérance, ce qu'elle propose pour y remédier, ainsi que le bénévolat consistent en l'espace qui intègre la MOB au tissu social. L'institution se définit en effet comme instigatrice de solutions vis-à-vis des phénomènes sociaux (itinérance, pauvreté). Le social est par contre défini comme un monde relativement apolitique, où le bénévolat est une modalité privilégiée de participation («Julie voulait donner d'une façon constructive [...] Julie et ses amies ont quitté la Mission avec le sentiment du devoir accompli» (G2), «Vera croit

fermement que la société se porterait mieux si tout le monde donnait un peu de son temps» (G3)). Tout le site est également traversé par une tension entre des explications structurelles apolitiques (la partie « la plus » défavorisée de la société) et des facteurs individuels dépourvus de leur équivalent institutionnel (ainsi, un événement malheureux « précipite » l'individu vers l'itinérance indépendamment de l'absence de ressources). Dans un tel monde, une implication bénévole d'aide et de charité occupe alors une place de choix dans la prise en charge. On peut ainsi confier en toute paix d'esprit le corps de l'itinérant à l'institution, d'autant plus que les individus y travaillant sont aussi bien intentionnés, et agissent selon un désintéressement total.

6.2.6 La réclusion humanitaire actuelle

Les sources du mouvement *social gospel* sont moins visibles dans leur aspect religieux chez la MOB; toutefois, une certaine conception du changement social demeure, faisant de l'ancienne institution charitable, une institution orientée vers des phénomènes sociaux. L'enfermement d'urgence de la MOB procède de différentes dimensions. La réponse aux besoins physiques des individus est le premier aspect que l'on met de l'avant pour décrire les refuges temporaires. L'institution s'occupe en effet, pour un certain laps de temps, de l'ensemble des dimensions de la vie des individus. Cette réponse aux besoins essentiels d'un certain nombre d'individus résulte en un traitement de masse et la mise sur place de procédures de contrôle, mais qui riment également avec stabilité pour les individus concernés. L'institution s'inscrit aussi dans le réseau plus large de la santé et des services sociaux, par des ententes administratives, des références *inreach* (K), de l'échange d'informations. La division de l'enfermement se montre toujours différenciée dans la mesure où différentes institutions s'occupent de l'ensemble des problèmes d'un individu à différentes périodes; toutefois, elles continuent d'exister séparément dans leur expertise.

La personne itinérante doit entreprendre un cheminement pour changer son état. À la différence d'autres refuges, il y a la possibilité pour les clients de la MOB de profiter du toit le jour afin de mettre en place un plan d'action. L'état d'itinérance se rajoutant à un socle psychosociologique commun, les différents individus partagent alors le besoin commun de la domiciliation. Le processus est initié par l'inscription de l'individualité dans les procédures administratives et une routine saine, ainsi que la qualification des relations entre intervenants et clients dans un niveau normalisant (familial et complémentaire de sexes). Le refuge est alors un espace entre deux mondes, destiné à sortir l'individu du monde de la rue et l'introduire à nouveau dans le social, par un cheminement psychosocial à la mesure de ses «besoins».

CHAPITRE VII

CE QU'ENFERMER VEUT DIRE

L'analyse des quatre institutions nous a permis de dégager différentes lignes propres à chaque site. Différents points de tension et de divergences apparaissent toutefois en filigrane de ces premières analyses, et le présent chapitre aura pour objet d'établir les recoupements et les lignes de force traversant les quatre institutions et d'analyser ces lignes transversales elles-mêmes à la lumière de ce qui a été vu. Nous tenterons également d'esquisser des premiers liens entre ce deuxième niveau d'analyse et les exigences plus globales de l'individualité et de la socialité aujourd'hui, en vue du prochain chapitre qui opérera un retour théorique.

De manière transversale et structurelle, il y a possibilité de considérer, à titre d'hypothèse, les institutions d'enfermement comme faisant partie d'une même matrice. Historiquement, Foucault a soulevé les affinités de l'enfermement monastique avec les différents enfermements disciplinaires dans la mesure où le premier a mis au point les technologies de pouvoir de la modernité largement appliquées dans les seconds (Foucault, 1975). Dans le contexte québécois, les communautés religieuses de femmes ont été réfléchies, pour une certaine époque, entre autres comme des mécanismes de régulation sociale, tant dans la structuration des possibilités pour les femmes que pour le monopole de la prise en charge des domaines sociaux, qui procédait souvent de l'enfermement également (Laurin *et al.*, 1991). Le relatif synchronisme et contexte commun de la mise en place systématique des grands milieux d'enfermement (prisons, hôpitaux, refuges) au XIX^e siècle empreint également ces institutions de traits similaires. On ne peut donc s'étonner que d'une part, des traits de l'enfermement monastique se retrouvent dans d'autres

formes d'enfermement, et d'autre part, que les institutions de réclusion plus spécifiquement dédiées à la prise en charge d'individus problématiques, partagent entre elles plusieurs traits.

En ce qui concerne l'intention typologique de ce travail, un nouvel examen de la classification de Goffman à la lumière des analyses s'impose. En effet, l'analyse d'institutions typiques contemporaines nous permet de soulever des dimensions de la typologie de Goffman qui tombent, varient ou subsistent aujourd'hui. Le premier type d'établissement d'abord, correspondant au refuge pour personnes itinérantes dans la présente réflexion; « 1) les organismes qui se proposent de prendre en charge les personnes jugées à la fois incapables de subvenir à leurs besoins et inoffensives (foyers pour vieillards, orphelins, indigents) » (Goffman, 1968, p.46). Si ces établissements débutent encore aujourd'hui par une prise en charge traditionnelle (fournir un lit, un repas, des vêtements, exercer un certain contrôle), ils ont pour idéal de ne plus le faire après avoir effectué un certain travail d'autonomisation (la réinsertion vers la domiciliation)³⁴. C'est d'ailleurs une constante des institutions étudiées ici, exception faite du monastère : le but principal est davantage d'en sortir (le retour en société) que d'y rester. L'incapacité de « subvenir à ses besoins », de « s'occuper de soi-même » est justement ce que l'institution d'enfermement s'attarde aujourd'hui à changer par une multitude de stratégies. Toutefois, si l'indigence de certains types d'individus fut dans un autre contexte historique associée à leur inoffensivité comme Goffman l'affirme, la personne itinérante, aujourd'hui, n'est probablement pas – et n'a probablement jamais été – aussi inoffensive dans les représentations.

En lien avec l'indigence, la « nocivité involontaire » dont il est question dans le deuxième type d'institutions se présente aussi différemment, surtout lorsque cette

dangerosité mentale s'accompagne de délits comme pour les patients de l'IPPM; « 2) les personnes jugées à la fois incapables de s'occuper d'elles-mêmes et dangereuses pour la communauté, même si cette nocivité est involontaire (sanatoriums, hôpitaux psychiatriques, léproseries) » (Goffman, 1968, p.46). La responsabilisation de l'enfermé pourrait bien aller jusqu'à atteindre ces représentations, là où même la vulnérabilité psychosociale ou la pathologie mentale sont des dimensions dont les contours du moins, sont à gérer soi-même, et qui ne tombent ainsi plus tout à fait dans cette dimension involontaire du danger puisqu'un appel à son propre «potentiel» peut les encadrer dans le cadre d'une démarche de réinsertion.

Goffman classe les prisons dans la catégorie d'établissement ne visant pas en premier lieu le bien-être de ses enfermés : « 3) protéger la communauté contre des menaces qualifiées d'intentionnelles, sans que l'intérêt des personnes séquestrées soit le premier but visé (prisons, camps de prisonniers, camps de concentration) » (Goffman, 1968, p.46). Reléguer cet «intérêt» pour les «personnes séquestrées» au second plan prend un autre visage aujourd'hui, dans la mesure où les mécanismes en cours dans les institutions, s'ils supposent ultimement punir ou corriger, affirment travailler en réponse à des besoins, des caractéristiques, la souffrance du sujet, à son mieux-être subjectif dans le cadre d'un processus thérapeutique au sens large.

Si le quatrième type d'institution n'avait ici aucun représentant au départ (« 4) dans le dessein de créer les meilleures conditions pour la réalisation d'une tâche donnée et qui justifient leur existence par ces seules considérations utilitaires (casernes, navires, internats, camps de travail) », Goffman, 1968, p.46), les institutions religieuses d'enfermement affirment aujourd'hui que la clôture se fait dans ce but de créer les meilleures conditions pour la réalisation d'une tâche, soit la relation à Dieu et la prière. La définition des institutions d'enfermement religieux

³⁴ Ou du moins, attendent jusqu'aux dernières limites du possible avant d'institutionnaliser, ceci au

varie donc aussi : « 5) assurer une retraite hors du monde même si en fait, on les utilise pour former des religieux (abbayes, monastères, couvents). » (Goffman, 1968, p.46). Ainsi, l'importance de l'intercession excède aujourd'hui la simple «retraite hors du monde» dont l'auteur parle, tandis que la formation reste une dimension intégrante de la réclusion contemplative.

La typologie de Goffman ne prétendait évidemment pas régler toutes ces variations ni constituer un système classificatoire définitif. C'est pour cette raison que l'on peut l'utiliser comme une mise à l'épreuve du matériel, afin d'observer dans l'analyse les différentes lignes de réflexion se dégageant des institutions étudiées, et la manière dont elles peuvent remettre en question certaines catégories analytiques. Les concepts qui chapeautent les analyses empiriques de Goffman, quant à eux, correspondent aujourd'hui à certaines mutations de l'institution totale et de ses opérateurs. Le travail de dépersonnalisation-repersonnalisation que l'institution totale entreprenait jadis se colore de différentes exigences dans les institutions lorsqu'il est question par exemple de « plans de traitement individualisé » (IPPM, A5, B2, C1), de « l'intériorité de la personne » (Carmel, D17), de la prise en compte de « besoins » de la personne (SCQ, F) ou encore de « programmes conçus en fonction de la situation particulière de chaque individu » (MOB, C3). Bien qu'au cœur de ces assertions subsiste un processus plus fin d'assujettissement, la dépersonnalisation n'agit plus de la même façon car il s'agit maintenant davantage de tout inscrire, au contraire, dans l'individualité spécifique de l'enfermé comme nous le verrons.

7.1 L'institution et ses structures

Les différentes institutions d'enfermement ici analysées se présentent de manière prestigieuse, mythologique, immémoriale, spécialisée, scientifique pour appuyer leur existence. Ce sont aussi des organisations qui disent s'actualiser selon

profit du «maintien dans le milieu de vie» pour les personnes âgées par exemple.

des impératifs contemporains, à l'avant-garde des connaissances et des interventions balisant leur champ d'expertise : s'attaquer à des phénomènes sociaux (MOB), déterminer des risques et des besoins et réinsérer socialement (SCQ), évaluer et traiter sécuritairement des dangereux (IPPM), offrir une présence au monde à ses contemporains (le Carmel de Montréal). L'enfermement excède largement, dans la manière dont il se présente, les fonctions primaires qu'on lui attribuait à son début (surveiller, punir, soigner, héberger, se retirer) et doit maintenant s'appuyer, symboliquement et pratiquement, sur des enjeux renouvelés (nouveaux modèles d'intervention et de soins, actuariat, implication spirituelle en phase sur l'actualité).

Les institutions investissent maintenant beaucoup de ressources à l'élaboration de leur site Internet, puisque ce lieu se positionne aujourd'hui comme une vitrine privilégiée tant pour le grand public que pour des publics initiés. Le Carmel de Montréal possède un site complet, mais modeste et entretenu par des bénévoles. Celui des SCQ présente de lignes directrices s'appliquant à l'ensemble des entités administratives qu'il présente et il n'est pas question des établissements de détention locaux. Les sites de l'IPPM et de la MOB, quant à eux, optent pour des visuels travaillés et produisant l'image d'institutions ouvertes et modernes. Ainsi, chaque style institutionnel a utilisé des stratégies et des moyens différents pour se présenter visuellement; prestige et ouverture (IPPM, MOB), invisibilisation de l'institution matérielle et locale (SCQ), simplicité orientée vers la narration (Carmel).

Cette image que projette l'institution quant à son ouverture à l'extérieur a toutefois pu se vérifier de différentes manières lors de l'enquête. La forte impression de transparence mise de l'avant par l'IPPM se solde dans la réalité par une importante discrimination des entrées; l'hermétisme du site Internet des SCQ se traduit par contre par une acceptation suite à la soumission d'un dossier et d'une vérification de sécurité. Les deux autres institutions n'ont pas pu être testées à ce sujet, mais on peut tout de même avancer que pour différentes raisons, l'image de l'accès projetée et cet

accès lui-même ne sont pas toujours les mêmes dans les milieux clos et constitue une marge de manœuvre pour l'institution, une manière de balancer l'ouverture de son image avec la fermeture de sa réalité. On peut avancer que l'institution d'enfermement actuelle a l'exigence de se présenter selon des impératifs d'ouverture, même si tel n'est pas le cas, puisque la socialité actuelle demande transparence à ses institutions.

Les deux institutions d'enfermement procédant davantage de la volonté de leurs enfermés – le monastère et le refuge – mettent de l'avant un rapport constitutif à la ville et à l'espace pour appuyer leur présence (un couvent « caché au cœur » de la ville, un refuge s'appliquant à « réduire la pauvreté » dans la ville). Il est intéressant de remarquer que les institutions d'enfermement destinées à protéger la société d'un danger (IPPM, SCQ) se trouvent géographiquement en marge de la ville, tandis que les institutions procédant de la volonté de leurs enfermés se positionnent comme inhérentes à une certaine urbanité. Les institutions étudiées se présentent majoritairement autour de la mission qu'elles s'assignent, et qui sera justifiée par différentes stratégies (historiques, scientifiques, esthétiques). Cette mission est également éclairée par le biais de son ancrage dans l'espace, qu'il soit mis de l'avant intentionnellement ou non.

7.2 Le sujet possible

Chacun des établissements d'enfermement décrit les individus qu'il concerne. Suivant l'exigence démocratique, les institutions étudiées suggèrent premièrement que pratiquement n'importe qui peut se retrouver entre leurs murs. À l'exception des SCQ, dans le site duquel la lecture de statistiques peut permettre de relever des facteurs sociodémographiques, les institutions mettent de l'avant les origines variées de leur clientèle :

«clientèle mixte, multiethnique et multiculturelle» (IPPM, A2), «des hommes, des femmes et des adolescents atteints d'une maladie mentale» (IPPM, A5), «La violence, phénomène présent dans toutes les couches de la société» (IPPM, A1), «Le profil actuel de notre carmel se compose de 18 carmélites en provenance de différents coins du Québec» (Carmel, A2), «hommes et femmes âgés de 18 à 70 ans et provenant de divers milieux ethniques et linguistiques» (MOB, B2), «personne n'est à l'abri de cette situation» (MOB, G3), «chacun a son histoire» (MOB, B4), «un de vos proches» (SCQ, D1).

L'éventail de caractéristiques des individus enfermés et la possibilité théorique de s'y retrouver contribuent à forger une représentation humaine du reclus et qui rejoint le lecteur dans son identification probable ainsi que dans son assentiment à cet enfermement démocratique. Il est également intéressant de remarquer que si les personnes itinérantes sont presque systématiquement décrites dans leurs ressemblances et leurs différences d'avec les intervenants et les normaux, les moniales sont confondues avec leur tâche : «Je pensais qu'ils étaient tous sales et fous. Je me suis rendu compte que ces gens sont comme nous autres» (MOB, B4), «la carmélite est appelée à devenir prière» (Carmel, C1). Ainsi selon le but de l'institution et sa connotation, on observe des stratégies différentes de présentation des reclus, en différenciation avec les normaux.

Les institutions étudiées inscrivent des aspects positifs (normatifs) et négatifs (déviant) de leurs enfermés dans une virtualité. Un potentiel à deux faces (potentiel d'équilibre entre des phases pathologiques, de domiciliation, de réinsertion, d'harmonie spirituelle; potentiel de dangerosité, d'instabilité, de récurrence, de tentation) est inscrit comme attribut constitutif de l'individualité. L'institution doit détecter, évaluer, assigner ces potentiels au sujet; le sujet est appelé à gérer, maximiser, surveiller ces mêmes potentiels :

«potentiel de dangerosité à diminuer» (IPPM, C3), «mettre en valeur le potentiel de chacun» (IPPM, B1), «actualiser leur potentiel» (IPPM, C6),

«compétence du patient» (IPPM, B6), «soutenir la vie de présence à Dieu, la nourrir et l’orienter » (Carmel, C2), «la vie de l’homme sur terre est un temps de tentation» (Carmel, B8), «niveau de risque» (SCQ, D2), «risque de récidive» (SCQ, E4), «capacité de réinsertion» (SCQ, F) «toute personne a la capacité d’évoluer positivement» (SCQ, G), «tous nos bénéficiaires ont le pouvoir d’améliorer leur sort et qu’ils ont la volonté de s’en sortir» (MOB, B2), «faire ressortir les talents et les forces de tous nos clients» (MOB, B3).

Le sujet de l’enfermement contemporain – et du « dehors », manifestement – est un sujet « possible », porteur de multiples éventualités qu’il lui revient de discriminer et d’encadrer dans le cadre de son retour en société (ou de sa prise en charge du monde pour la moniale). Les « besoins » sont, dans le même ordre d’idée, ce qui appelle potentiellement l’intervention au sein de l’individualité, les vides et les manques potentiels auxquels pallier. La « recherche d’adaptation » du « système » (l’individu) (IPPM, B3) à son environnement se fait alors selon un processus en mouvement, actif, jamais terminé, appelé à coordonner ses virtualités. De manière similaire, la moniale doit synchroniser ses différentes dimensions intérieures; la personne itinérante, se prendre en main et réaliser sa vie. Nous avons conçu la figure suivante afin d’illustrer la manière dont les potentiels positifs et négatifs du sujet se polarisent sur un continuum.

Figure 1 Le continuum «sécurité-dignité» des possibles du sujet

| | | |
|--------------------------|-------|---------------------------|
| «Sécurité» | ----- | «Dignité» |
| Risques | | Besoins |
| Potentiel de dangerosité | | Potentiel humain |
| Tentation | | Souffrance, vulnérabilité |

Puisque chacun est le propriétaire et le gestionnaire de ses propres potentiels, l’institution d’enfermement, dans ce cadre, exige une implication active du sujet au processus ayant cours dans l’enfermement:

« amené à cheminer avec le personnel dans une relation d'alliance thérapeutique » (IPPM, C5), « encouragés à participer activement à leur traitement afin d'accélérer leur rétablissement » (IPPM, C5), « Chaque fois que c'est possible, le patient participe à l'élaboration de son plan de soins et est invité à collaborer aux soins qui lui sont dispensés » (IPPM, B2), « la personne contrevenante est la première responsable de sa prise en charge. Elle a la responsabilité de participer à sa réinsertion et d'utiliser les ressources » (SCQ, G), « travaille avec un conseiller pour planifier sa vie pour gagner son indépendance » (MOB, A1), « nos conseillers travaillent étroitement avec clients » (MOB, C3), « la contemplation implique l'intégralité de la consécration, le plénitude de l'attention, l'unité des sentiments et la cohérence des comportements » (Carmel, D19).

Les traits d'une nouvelle discipline pointent à cet effet dans les énoncés tournant autour de la responsabilité. Plus encore, le processus de transformation est imputé au sujet par l'inscription de ces valeurs précises (la responsabilité et l'autonomie) dans son individualité :

« prise de conscience des conséquences de leur comportement » (SCQ, F), « développement du sens des responsabilités » (SCQ, F), « développement des compétences du patient (autonomie, responsabilité) » (IPPM, B6), « aider les sans-abri à se prendre en main » (MOB, B1), « plus que tout en quête de stabilité et d'indépendance » (MOB, A1), « trouver la stabilité et l'autonomie nécessaires pour rebâtir leur vie » (MOB, B1), « pour n'être à la charge de personne » (Carmel, B9).

Le sujet possible de l'enfermement correspond plus clairement au sujet possible du dehors, dont les exigences contemporaines se situent elles aussi dans un univers composé de l'initiative, de l'indépendance et de la responsabilité individuelle comme nous le verrons dans la discussion théorique. Par ce style précis de travail sur et par le sujet, le dehors et la resocialisation nécessaire pour le réintégrer s'érigent en responsabilité première de l'individu, et son rapport à l'extérieur se réalise sous la forme de la prise en charge (se prendre en charge/prendre en charge le monde).

7.3 La relation entre le sujet et l'institution

L'enfermement contemporain ne consiste pas seulement à contenir, neutraliser ou héberger les individus concernés de manière homogène, mais entretient un champ de relation complexe à ses enfermés, composé d'interventions diverses. Trois des institutions étudiées (la prison, le refuge, l'hôpital) mettent en place des descriptions d'elles-mêmes comme des structures et des interventions modulées aux individus et à leurs particularités :

« environnement approprié à leur condition (IPPM, A5), « adaptés à la personne hospitalisée » (IPPM, A5, B2, C1), « soins et services appropriés [...] dans le cadre de programmes spécifiques » (IPPM, B1), « soins et traitements spécifiques à leur condition » (IPPM, B4), « offrir services adaptés à ses besoins » (SCQ, G), « Ces interventions doivent être adéquates, significatives et mesurées. » (SCQ, D1), « des méthodes d'intervention adaptées » (SCQ, D2), « répondre aux besoins complexes et aux aspirations des personnes sans-abri » (MOB, A4), « service personnalisé à la clientèle » (MOB, B3), « programmes conçus en fonction de la situation particulière de chaque individu » (MOB, C3), « orienter nos clients vers les services dont ils ont besoin » (MOB, A2).

Un ensemble de remarques est en effet destiné à démontrer que c'est l'institution qui s'adapte au sujet; même la prière de la moniale est adaptée à son contemporain (« profondément solidaires de la vie de l'homme d'aujourd'hui », Carmel, D27). L'institution contemporaine de réclusion définit l'enfermé et ses besoins en négatif de l'intervention, se disant elle-même adaptée. Des nœuds de discours font ainsi correspondre des structures à des besoins et une individualité. Une des modalités de cette conjugaison est l'évaluation, que l'on peut poser comme extension appréciative de son ancêtre l'examen, et qui constitue en la détection et l'inscription, chez l'individu, d'attributs correspondant aux propositions institutionnelles :

« identifier les besoins » (IPPM, B2), « interpréter les données » (IPPM, B2), « l'observation du patient, ce qui permet de mieux le connaître. » (IPPM, B8),

«l'évaluation fondée sur une bonne connaissance de notre clientèle» (SCQ, F), «Les SCQ doivent prendre toutes les mesures possibles pour se procurer les renseignements nécessaires sur les personnes qui leur sont confiées» (SCQ, F), «vous serez évalué selon des modalités qui respectent la durée de votre peine, votre statut et la nature de votre délit» (SCQ, E3, F), « Chaque client qui réside à la Mission Old Brewery doit être évalué » (MOB, C1).

Le caractère scientifique de ces modalités d'assignation permet d'inscrire l'évaluation comme une étape d'un protocole d'intervention. L'intervention se fait aussi dans trois des institutions étudiées (IPPM, SCQ, MOB) selon une division largement tautologique (le coordonnateur coordonne, l'intervenant intervient, un travail étape par étape) destinée à mettre davantage de l'avant la cohérence de la division de l'intervention que son contenu, dont on n'obtient que peu de précisions.

Dans chaque institution, on interpelle directement et personnellement d'autres catégories de personnes à s'investir dans le processus ayant cours dans l'enfermement. L'employé de l'IPPM doit « relever le défi » de la dangerosité (IPPM, B8); l'intervenant des SCQ doit mettre son « intuition » au travail (SCQ, H); l'accompagnateur de la MOB doit montrer des traits de « personnalité » en phase sur son style d'intervention (MOB, A2, B4, B7). Différents traits de la socialité ressortent de ces présentations, au nombre desquels le fait de se sentir concerné, en se dépassant soi-même, en mettant son intuition et sa personnalité en jeu, par les différents enjeux hautement normatifs de son travail (la sécurité, l'accompagnement), destinés à protéger le social.

Dans la mesure où le but principal de trois institutions sur quatre (prison, hôpital, refuge) est d'en sortir, l'enfermement prend la figure d'un apprentissage du dehors. Le sujet est amené à se comprendre lui-même (et son trouble, et ses risques, et sa foi, et son instabilité) afin de préparer sa sortie (ou de nourrir sa relation à Dieu pour la contemplative). L'individu dangereux mental cherchera à se prédire, la

personne itinérante cherchera à reconnaître son cycle, le délinquant, à comprendre ses besoins criminogènes. L'institution d'enfermement se charge alors d'entreprendre, de déclencher un travail de resocialisation, et l'intervention doit à cet effet s'inscrire dans un système personnel plus large (psychologique, éthique, motivationnel) afin que le processus se poursuive à l'extérieur (ou, tout au long de sa vie pour la moniale). Les institutions d'enfermement contemporaines justifient de manière d'autant plus efficace leur existence dans la mesure où c'est bien pour désenfermer qu'elles enferment.

La seconde socialisation caractérisant ce rapport au dehors se fait par le champ de la réadaptation, comprenant autant des exercices de « travail » que des exercices de « loisirs », deux champs dont on remarque la forte présence normative dans les énoncés. Le perfectionnement de son soi social (l'IPPM le nomme « service de développement de la personne », A5) par la réadaptation a pour fonction de mimer le dehors et sa vie cloisonnée. Cette séparation complémentaire stricte entre différentes sphères de la vie a valeur thérapeutique (ou ascétique pour la moniale) en soi :

« développer des habitudes de travail » (IPPM, C6), « valorisation d'un rôle social normalisant » (IPPM, C6), « intérêt à embellir son environnement » (IPPM, C6), « la formation représente un moyen privilégié pour combler certains vides » (SCQ, C1), « évaluer différentes sphères de la vie du délinquant et les considérer comme des facteurs de protection, des forces » (SCQ, H), « nos clients sont amenés à adopter une routine quotidienne saine et nos conseillers les aident à obtenir les pièces d'identité dont ils ont besoin » (MOB, C3), « Comme tout être humain, la carmélite assume sa charge du travail quotidien. Ce travail est un facteur d'équilibre » (Carmel, C2), « Deux temps de détente sont prévus chaque jour. La spontanéité, la joie et le partage fraternel y sont à l'honneur. Heureux équilibre entre silence et parole » (Carmel, C2).

Certains paramètres de la rééducation sont plus clairement tournés vers le fait d'adopter des comportements précis et nous rappellent le bagage disciplinaire des institutions d'enfermement (« routine », « habitudes de travail », horaire de « temps de détente »). D'autres remarques sont également orientées vers le fait de corriger rapidement des comportements précis à l'aide de techniques évoquant le comportementalisme : « amorcer la résolution de problèmes associés à la délinquance (violence conjugale, déviance sexuelle, pédophilie, alcoolisme, toxicomanie) » (SCQ, F). Le modèle de soins infirmiers en vigueur à l'IPMM (B3), lui, fait une grande place aux « résultats », aux « effets souhaités » voire carrément aux « comportements optimaux » (Kérouac, 2003).

Un des buts visés par trois des institutions d'enfermement (la prison, le refuge, l'hôpital), à la suite d'une réhabilitation menant à la sortie de l'institution, est le fait de s'emboîter à son « milieu ». L'exemple du refuge est presque trop évocateur à cet égard, dans la mesure où l'on demande justement à la personne de se « domicilier », strict minimum de l'adaptation à l'environnement. Le «chez-soi» (MOB, A1), le « foyer bien à eux » (MOB, C2), dans sa résonance assistancialiste avec le « milieu de vie », présente l'environnement du sujet comme une extension de lui-même, la preuve de son implication ou de sa non-implication auprès de lui-même ainsi que l'ensemble de ses ressources matérielles et humaines sollicitées dans sa saine domiciliation. À une socialité présentée sous les augures de la nature peut correspondre une individualité toujours appelée à se moduler aux contingences de son environnement. Le sujet, par cette injonction relativement mystérieuse débutée en institution, doit ainsi constamment s'adapter aux éventualités, aux difficultés, aux questionnements, par des comportements axés sur sa survie harmonieuse avec son entourage humain et matériel. Cette capacité est ce que l'on essaie explicitement de développer chez l'individu, et son absence a l'avantage de recouvrir un large spectre de problèmes allant des troubles de santé mentale à la délinquance, l'itinérance, la toxicomanie, la vulnérabilité.

La réinsertion prend une place importante dans les institutions d'enfermement peut-être en raison du fait que les pratiques divisantes (Foucault, 2001) sont moins claires qu'avant. Dans la mesure où le contrevenant reste un citoyen, la personne itinérante, un client, le dangereux mental, un être digne, l'affirmation des normes se fait maintenant davantage par le champ de la réinsertion et assouplit le mur entre le dedans et le dehors. Deux autres champs de médiation entre sujet, institution et société ressortent dans les institutions étudiées. L'intercession offre un imaginaire contemporain pour lier la vie de prière de la moniale aux préoccupations extérieures, tandis que le bénévolat constitue en une entrée du social à l'intérieur de l'institution, autant qu'une forme d'implication sociale pour certains.

L'enfermement contemporain des corps déploie un certain nombre d'interventions autour des individus qu'il concerne. L'institution de réclusion se positionne d'abord comme étant adaptée aux individus qu'elle concerne, en procédant à l'évaluation individuelle de ses sujets pour faire correspondre leurs besoins à son offre. Ce processus implique différents intervenants personnellement appelés à y participer, et prend la forme d'un apprentissage des sphères de la vie contemporaine, ceci afin de réintégrer le social. Ces interventions sont également dirigées vers une injonction multiforme, l'adaptation à son milieu. Ce champ d'intervention, caractérisant à la fois la relation entre le sujet et l'institution, le sujet et le social et l'institution et le social, offre une matière idéale pour justifier aujourd'hui l'enfermement. Nous avons ajouté une quatrième colonne au tableau de Boudreau afin de présenter ces résultats par rapport à la prise en charge de la santé mentale au Québec.

Tableau 6 Retour sur les caractéristiques des théories dominantes selon l'époque, (adapté de Boudreau, 1984, p.57)

| Caractéristiques | Période I (- 1960) | Période II (1961-1970) | Période III (1970 +) | Période IV 2000-... |
|--|--|--|---|--|
| 1. Système | Système asilaire | Système psychiatrique | Système global des affaires sociales | Système hiérarchisé |
| 2. Thème dominant | «La folie est un don (punition de Dieu) qui ne se guérit pas» | «La maladie mentale est une maladie comme les autres» | «La santé mentale est un droit de tous» | «La santé mentale est la responsabilité de tous» |
| 3. Promoteurs | Clergé, congrégations, anciens neuropsychiatres, traditionalistes, petite bourgeoisie libérale | Jeunes psychiatres modernistes, nouvelle bourgeoisie | Technocrates, administrateurs, planificateurs, Ministère des affaires sociales | Médecins généralistes, psychologues, psychiatres, intervenants, gestionnaires, institutions universitaires, milieu communautaire, utilisateurs |
| 4. But officiel | Le salut des âmes, l'hébergement des corps | Traitement et guérison | L'épanouissement de la personne dans sa totalité physique et mentale | L'adaptation de l'individu à son environnement |
| 5. Représentation de la situation | Les sœurs étant les plus dévouées sont les mieux qualifiées pour les héberger | Les psychiatres sont les experts dans ce domaine médical | Le gouvernement est responsable de la collectivité – tous peuvent et doivent contribuer | Chacun détient la responsabilité première d'utiliser les ressources |
| 6. Consommateur | Résident, pensionnaire | Patient | Client, citoyen | Populations-cibles, personnes utilisatrices appuyées de leur entourage |
| 7. Modèle d'intervention | Modèle traditionnel – religieux; hébergement, internement | Modèle scientifique – curatif; intervention individualisée | Modèle social – préventif; santé publique globale | Modèle proactif, dans le milieu, actuariel, de l'empowerment |

7.4 L'enfermement, l'appel à l'humanisme et l'ambivalence du consentement

Le traitement du thème de l'enfermement lui-même se fait de manière ambivalente dans les institutions étudiées, tant dans leur rapport entre elles que dans

leur architecture, leur fonctionnement interne ou encore dans leurs considérations humanistes. Les institutions d'enfermement veulent d'abord se différencier les unes des autres tout en collaborant et en échangeant de l'information. Ainsi, la forte insistance de l'IPPM à ne pas se définir comme une prison nous renseigne sur la persistance de la différenciation des institutions, tandis que la forte volonté de la MOB à passer des accords démontre la complémentarité de la division de la prise en charge. Si le phénomène de vases communicants entre la panoplie d'institutions de réclusion est un fait mieux compris aujourd'hui, il semble que ces institutions considèrent en plus cette conductivité comme quelque chose à orienter vers une meilleure prise en charge de l'individu selon une hiérarchie des dysfonctionnements. Ainsi le directeur de la MOB évoque l'augmentation d'admissions de ses clients à un centre de réadaptation en toxicomanies comme un indice de succès de la communication entre institutions (MOB, K), tandis que leur accord avec l'Institut Douglas a pour but d'éviter à des personnes présentant des troubles mentaux d'être gérées par la filière des ressources en itinérance; similairement, l'IPPM spécifie que sa clientèle provient d'institutions variées (prisons, hôpitaux, ressources d'hébergement) au sein desquelles il devient problématique de les garder pour des raisons de violence par exemple (IPPM, C3). Si le XIXe mit en place une ségrégation cloisonnée entre catégories de population et les institutions les prenant en charge, la séparation actuelle de celles-ci semble se faire selon une différenciation souple et complémentaire entre les différentes institutions spécialisées de la prise en charge.

Un peu de la même manière dont la réforme de la prison est contemporaine de sa naissance (Foucault, 1993), l'hôpital psychiatrique a toujours voulu éviter de paraître comme une institution d'enfermement. Ainsi, si les premiers asiles construits en campagne au XIXe siècle avaient inventé le saut-de-loup³⁵ pour se distancier de

³⁵ Le saut-de-loup est une stratégie architecturale qui consiste à creuser une tranchée autour d'un établissement, et d'ériger un mur qui semble assez bas de l'extérieur pour qu'on puisse le sauter, mais

l'enfermement carcéral, l'IPPM met de l'avant son absence d'armes et de barreaux. Les raisons invoquées chez les premiers aliénistes sont majoritairement axées sur l'impression neutre et douce dont on veut entourer le malade (Kovess-Masféty *et al.*, 2004); aujourd'hui, on invoque très similairement un « cadre sécuritaire » orienté vers le traitement. L'architecture et la conception de l'espace entrent parfois plus explicitement comme des facteurs inhérents à l'enfermement (la « structure architectonique particulière » (D16) du Carmel). La matérialité de l'enfermement est aussi mise de l'avant dans sa fonction de séparation du monde (monastère) et dans la qualité visuelle de son accueil (MOB). L'enfermement est ainsi dégagé de toute signification, voire presque nié dans les institutions carcérales et psychiatriques, tandis que la clôture de la MOB, et celle du Carmel de manière encore plus affirmée, sont investies de sens.

Certains aspects découlant de l'enfermement des corps, au nombre desquels un traitement massif, certaines procédures de contrôle ainsi que les marques matérielles de l'enfermement, ressortent des quatre institutions étudiées :

« l'application non pas d'une sécurité de répression, mais d'une sécurité d'accompagnement dans le cheminement du patient. » (IPPM, B8), « maintenir la séparation matérielle de façon à ce qu'elle soit un rappel et une protection » (Carmel, D27), « interventions physiques pour maîtriser un individu ou un groupe » (SCQ, D2), « certaine autorité » (SCQ, G), « contrôle raisonnable, sécuritaire et humain » (SCQ, G), « Le personnel est très ferme sur la façon dont les choses doivent être accomplies, tout en étant très courtois et serviables » (MOB, G2), « La vie dans un grand dortoir n'est pas de tout repos. Je dois admettre que ce n'est pas facile » (MOB, A1), « maintenir l'ordre » (MOB, A2).

Ces dimensions classiques de l'enfermement, que l'on retrouvait dans le type d'institutions plus rigides des années cinquante et soixante, sont maintenant évoquées

qui, en fait, couplé de l'intérieur à la tranchée, s'avère infranchissable pour l'enfermé, tout en lui

dans un nouveau vocabulaire (sécurité d'accompagnement, contrôle humain, fermeté, protection), mais les énoncés supposent en eux-mêmes la présence d'éléments coercitifs. On peut introduire l'hypothèse que pour surmonter ces tensions entre répression et exigences contemporaines, l'appel au « milieu » résout le dilemme :

« l'unité de soins : un milieu de vie » (IPPM, C5), « milieuthérapie » (IPPM, C5), « saine alimentation » (IPPM, C5), « milieu de vie sans fumée » (IPPM, C5), « que chacun d'entre vous ait une cellule particulière et séparée [...] Vous prendrez cependant dans un réfectoire commun la nourriture » (Carmel, B5-B7), « milieu propice à la prise en charge des responsabilités » (G), « Certains milieux, de par leur nature, exigent cependant qu'on accorde plus d'importance à la sécurité » (D1), « milieu de vie sécuritaire » (SCQ, D1), « environnement sain » (MOB, B3).

Les institutions d'enfermement, en se réclamant de différentes manières de la notion de « milieu », ou encore en le supposant dans leur organisation physique, reformulent les aspects de l'enfermement propres au contrôle ou au traitement massif sous une approche conviviale. Ce champ sémantique a toutefois plusieurs implications dans la manière d'approcher ces institutions. Le positionnement de l'institution en appel à un milieu biologique naturalise potentiellement son existence, et évoque ultimement un évolutionnisme selon lequel les interactions entre les différents éléments du système sont relativement inéluctables. Ces différentes représentations des institutions d'enfermement les qualifient ainsi potentiellement comme des milieux biosociaux et appellent ainsi plus clairement « l'adaptation » du sujet.

En lien avec cet adoucissement du thème de l'enfermement, la qualification des individus enfermés sous le rapport de leur dignité, du respect avec lequel on les

donnant une impression de liberté (voir Kovess-Masféty *et al.*, 2004).

considère consiste, dans au moins trois des institutions, en un appel à l'espace de discours humaniste afin de présenter et de baliser la réclusion :

« climat de respect » (MOB, B1, B4), « environnement sain et respectueux » (MOB, B3), « assurer un climat sécuritaire, amical et sain » (MOB, B4), « climat de respect et entraide » (MOB, B4), « atmosphère chaleureuse et respectueuse » (MOB, G1), « respect et la dignité de la personne » (SCQ, D2, G), « favoriser une approche de respect et de dignité » (SCQ, D2), « dans un esprit d'équité, de justice et de respect » (SCQ, D2), « viser une dynamique de respect et de dignité de la personne » (SCQ, D1, D2), « chaque patient est un être humain unique qui a droit au respect » (IPPM, B3), « La personne est un être unique, au centre de nos préoccupations » (IPPM, B3).

Dans le même ordre d'idées la contemplative est autorisée à sortir de la clôture pour des motifs humanitaires et l'on spécifie que « Dieu y est librement désiré et accueilli » (A2). Les établissements tiennent ainsi à montrer la qualité du traitement réservé aux individus. Une hypersensibilisation à la violence et la souffrance caractérise la prison, le refuge et l'hôpital. Dans le cadre de ce souci humaniste, la vulnérabilité et la souffrance rendent alors l'intervention potentiellement nécessaire dans la mesure où elle peut être mise en place pour le bien de la personne, pour garder intacte sa dignité, parce qu'elle souffre :

«vulnérable» (IPPM, B3, C1), «souffrant» (IPPM, A4), «stigmatisé» (IPPM, B1), «conditions propices au mieux-être des individus» (SCQ, D2), «les personnes les plus vulnérables de notre société» (MOB, A4), « les plus démunis de notre société » (MOB, B5), « gravité de leur situation » (MOB, B2).

L'appel à un sujet digne adoucit alors les dimensions qui peuvent être coercitives dans l'enfermement en postulant que l'individu a besoin de cette réclusion et que l'on travaille dans son intérêt. Ce discours humaniste utilisé dans les quatre institutions offre tout de même une certaine opacité qui détourne et ne permet pas d'aborder certains paramètres de la relation entre le sujet et l'institution. En effet,

l'institution postule de facto qu'elle s'occupe d'un sujet digne et souffrant, fermant la porte à différents thèmes et les résolvant sous des impératifs humanistes.

La dimension du consentement individuel à la réclusion, toutefois, n'a que peu ou pas été abordée dans les sites. Évitée lors de l'enquête avec l'IPPM (déviation du sujet au téléphone et présentation de l'interrogation de la chercheuse sous les termes de son incompréhension); interrogée par les SCQ (demande de précision quant au mot « involontaire »), l'absence de consentement à l'enfermement n'est pas une dimension que les institutions abordent facilement. Plus encore, ces établissements ne semblent même pas poser l'enfermement dans ces termes. On peut faire l'hypothèse que la question du consentement individuel ne se pose peut-être plus dans la mesure où dans une société codant différents problèmes dans les registres du travail sur soi et de la psychologie, ce n'est qu'une question de temps avant que l'enfermé ne se « rende compte » qu'il a un « problème », des « besoins », des « manques » et des « risques », et qu'il ne peut conséquemment pas être contre son enfermement. L'injonction thérapeutique individuelle à prendre en charge le processus de réinsertion présente dans les institutions d'enfermement étudiées nie l'intégralité de l'enfermement. De la même manière que le refus de soins se qualifie souvent en psychiatrie comme une absence d'autocritique et devient un symptôme de la folie en soi, ou que les SCQ érigent la « réceptivité » du client comme critère d'évaluation pour sortir, le refus de l'enfermement peut justifier l'enfermement en lui-même, justement parce que l'individu ne le reconnaît pas, ainsi que l'affirmation des normes dont il procède. La question du consentement se pose alors différemment, dans la mesure où s'il n'y a pas de consentement, c'est que l'enfermé a un « trouble », présente une « dangerosité », une « instabilité »; s'il y a consentement, alors l'enfermement n'en n'est plus un. Enfermer aujourd'hui, c'est peut-être justement faire disparaître l'enfermement par l'entendement éthique, et c'est peut-être cela « ouvrir l'institution » (Castel, 1973). Nous avons ajouté et rempli une quatrième

colonne au tableau de Stastny et Tyrnauer afin de présenter nos résultats par rapport à l'enfermement carcéral.

Tableau 7 Retour sur la typologie historique de Stastny et Tyrnauer (1982)

| Type de prison | Rapports de pouvoir | Fonction principale | Caractéristiques |
|---------------------|--|---|---|
| Révélation | Unipolaires: pouvoir des gardiens sur les détenus | Amendement par la pénitence et les habitudes de travail | Isolement, silence, travail individuel |
| Entreposage | Bipolaires: pouvoir des gardiens contre les détenus | Neutralisation | Surveillance statique, privilèges, code des détenus |
| Rééducation | Tripolaires: gardiens, détenus, éducateurs | Réhabilitation: modèles médical et de formation | Traitement, formation, sentence indéterminée, programmes, éducation |
| Diversité | Multipolaires: gardiens, détenus, syndicats, justice, législatures, médias | Prisons ouvertes sur la société | Détotalitarisation, perméabilité, diffusion du pouvoir, pluralisme, droit des détenus |
| Réinsertion sociale | Dilués dans une responsabilité globale De soi à soi | Responsabilisation | Rééducation, système éthique, processus thérapeutique |

L'individu est alors amené à sanctionner sa réclusion par différents incitatifs (l'accès à une vie meilleure à la MOB, des permissions de sortie aux SCQ, la participation aux soins à l'IPPM). Dans le réapprentissage propre à la relation institution-individu, cette responsabilité du dehors que l'individu développe en étroite collaboration avec l'institution se réalise alors sous le principe de s'enfermer et accepter cet enfermement pour mieux se rapprocher du dehors, ainsi qu'au fait de se

consacrer aux principes sous-tendant les modalités de la vie contemporaine (l'amour, la santé, le mieux-être, l'autonomie, la responsabilité : la « vie » entendue comme synthèse personnalisée de ces exigences).

L'enfermement et ses valeurs concernent aussi plusieurs autres personnes lorsque l'on sollicite, dans le cas du monastère, de la prison et du refuge, les individus extérieurs à l'enfermement à y participer par un « engagement à la sécurité » (SCQ, D2), une « obligation de conscience » (Carmel, D36), un don monétaire ou de temps (MOB) ou, pour la famille du dangereux mental, une incitation à « faire part de leurs préoccupations » (IPPM, C4). À cet égard, le principe de « responsabilité partagée » des services correctionnels est éloquent pour illustrer l'inscription de la réclusion dans une responsabilité diffusée au-delà de ses murs et de ses sujets. Le champ sécuritaire pourrait bien constituer l'architecture symbolique de l'institution d'enfermement carcéral et la manière dont elle s'imbrique dans le social. En effet, cette responsabilité de la sécurité répartie sur plusieurs personnes intérieures et extérieures contribue à inscrire l'institution d'enfermement dans un choix social. Cet univers consensuel (« la sécurité, quoi de plus naturel », SCQ, D1) finit d'inscrire ces institutions comme une évidence. Similairement, le Carmel utilise l'obligation de conscience, la MOB, la participation directe et indirecte, et l'IPPM, la contribution du « réseau » de proches.

L'enfermement lui-même est abordé dans les institutions de réclusion dans leur rapport entre elles, qui semble se réaliser aujourd'hui selon une différenciation qu'il leur revient de conjuguer. Les établissements abordent les dimensions architecturales de l'enfermement en étroite lien avec leur mission et l'image qu'ils veulent projeter, que ce soit en les investissant de sens (MOB mais encore plus le Carmel), en les invisibilisant (SCQ) ou les détournant (IPPM). Pour justifier son existence et illustrer le consensus dont l'institution d'enfermement procède, celle-ci fait appel à des valeurs positives : la santé mentale, la domiciliation, l'amour, la

réinsertion. Dans un contexte où les droits de l'homme ne permettent plus les mêmes prétextes à la réclusion et la même relation institution-sujet, on résout partiellement le problème en faisant appel à différents individus extérieurs à la réclusion et à des valeurs positives cultivées dans un univers consensuel, soit le milieu.

7.5 La différentialité du social

Les institutions contemporaines d'enfermement démontrent un rapport complexe à l'extérieur. On observe tout d'abord un ensemble d'énoncés évoquant le « retour » en société, la « réinsertion », la séparation du « monde », et qui positionne la société et le social comme des univers extérieurs aux murs institutionnels:

« retour en société » (IPPM, C1, C5), « retour dans le milieu » (IPPM, A5, A6, B1), « réinsertion sociale » (IPPM, A5, A6, B1), « quitter le monde » (Carmel, D9), « sortie du monde » (Carmel, D13), « le désert claustral » (Carmel, D17), « une vie cachée à l'intérieur des murs » (Carmel, D33) « la vie séparée du monde » (Carmel, D6), « le monde d'aujourd'hui, qui a plus que jamais besoin d'authentiques valeurs spirituelles » (Carmel, D24), « la société actuelle qui tend à la dispersion, au manque de silence, et qui s'attache aux valeurs superficielles » (Carmel, D27), « notre monde en quête de sens et de bonheur » (Carmel, A2), « la meilleure façon de protéger la société de façon durable » (SCQ, G), « retour en société », « réintégrer la société » (SCQ, C1).

Plus encore, certaines institutions entretiennent un rapport intérieur/extérieur antithétique lorsque l'enfermement a pour but de protéger la société (SCQ), que le monde extérieur procède de valeurs opposées à ce qui est cultivé à l'intérieur (Carmel). L'IPPM sous-entend un peu différemment dans ses traitements que des « compétences » (IPPM, B6) précises sont requises à l'extérieur. Le site de la MOB, quant à lui, évoque davantage l'idée que c'est la condition de l'individu (l'itinérance) qui le fait exister dans un espace asocial, tandis que sa prise en charge constitue un rapatriement du côté de la société :

«mis de côté» (MOB, A3), «beaucoup d'entre eux regardent avec méfiance le système» (MOB, B4), «faire en sorte que nos centres soient un nouveau départ» (MOB, B1), «Vera croit fermement que la société se porterait mieux si tout le monde donnait un peu de son temps» (MOB, G3).

Le refuge se positionne d'ailleurs comme partie prenante du social en disant s'attarder à des phénomènes sociaux comme l'itinérance et même la « pauvreté » (MOB, G1). Comme nous avons pu le voir, ce dehors est toutefois présenté de manière apolitique dans ses modalités d'engagement et déterministe dans ses inégalités. Si le refuge se définit en étroit lien avec le dehors et la société, le monastère couple lui aussi à sa conception dichotomique dedans/dehors un rapport solidaire :

« réduire le phénomène de l'itinérance » (MOB, B3, C1), « réduire la pauvreté dans la ville » (MOB, G1), « donner d'une façon constructive » (MOB, G2), « participer au labeur humain vécu par tous et chacun » (Carmel, C2), « Les moniales réalisent au plus haut degré la vocation contemplative de tout le peuple chrétien » (Carmel, C5), « intercèdent pour tout le peuple de Dieu » (Carmel, D19), « portent dans leur cœur les souffrances et les inquiétudes de tous les hommes et de toutes les femmes. Profondément solidaires de la vie de l'homme d'aujourd'hui » (Carmel, D27).

L'IPPM, un peu différemment, décrit un de ses objets (la violence) comme un donné que l'on retrouve virtuellement partout dans la « société », société dont on ne sait toutefois si elle pénètre les murs de l'institution : « La violence, phénomène présent dans toutes les couches de la société » (IPPM, A1). Les institutions d'enfermement étudiées semblent posséder deux représentations de leur rapport à l'extérieur : une catégorie d'institutions envisage la société comme un extérieur à leurs murs, tandis qu'une autre catégorie considère prendre en charge, être solidaire de ce dehors. Toutefois, que l'on considère l'enfermé comme un « ennemi du groupe

entier » (Pires, 2001) ou un acteur de son salut, le mur reste épais entre l'institution et ce qu'elle décrit comme son dehors.

Les institutions d'enfermement, au même titre que d'autres institutions et que d'autres éléments de la vie sociale contemporaine, semblent procéder aujourd'hui d'une socialité relativement apolitique, où l'on pare aux inégalités par le don, le bénévolat, la prière, et où n'importe qui peut, tout à coup, devenir fou dangereux, délinquant, itinérant. La socialité contemporaine se montre aussi davantage axée sur une implication informelle de type contrôle, cet « engagement à la sécurité » (SCQ, D2) et toutes les formes susceptibles de s'y rattacher : petites délations, réprimandes diverses à ses concitoyens, comportements procéduraux face aux règles. Ainsi par exemple, faire « part de ses préoccupations » (IPPM, B3) au médecin traitant consiste en une forme typique de rapport social qui rend « tous » psychologiquement responsable de contrôler « chacun ».

7.6 Les formes contemporaines de l'enfermement

L'analyse transversale s'est structurée autour des cinq mêmes thèmes selon lesquels s'étaient structurées les analyses par cas, ceci aux fins de la comparaison : présentation de l'institution (structures, missions), caractéristiques de la clientèle (profil et individualité promue), interventions autres que l'enfermement, traitement du thème de l'enfermement en soi, et finalement les représentations du social.

Les institutions contemporaines d'enfermement se définissent par une mission ancrée dans l'espace, l'histoire, la science, le prestige. À cet effet, ces différents éléments de présentation seront discriminés ou mis de l'avant selon l'image que l'institution essaie de projeter : un hôpital « sécuritaire » prestigieux, un monastère historique inscrit dans le tissu urbain, des prisons déterritorialisées et utilisant des outils scientifiques, un refuge accueillant et œuvrant dans la sphère du social. Cette

image est aussi une occasion pour l'institution de balancer la fermeture de ses murs et accès avec une ouverture projetée (ou le contraire).

L'individu concerné par l'enfermement contemporain est celui de l'exigence démocratique, selon laquelle tous ont une chance égale de se retrouver dans ces institutions. Cette représentation contribue à forger un certain consensus autour de l'utilisation de la réclusion, puisqu'elle est ainsi théoriquement utilisée en toute égalité. De manière plus abstraite, l'institution d'enfermement crée/s'adresse à un sujet se construisant en trois moments : la détection et l'assignation d'un potentiel (de dangerosité, d'instabilité; d'épanouissement, d'autonomie, etc.) comme somme possible des capacités positives et négatives du sujet; l'implication personnelle du sujet au processus de maximisation de ce potentiel; et finalement, l'inscription de valeurs positives dans l'individualité du sujet. Le mode de régulation émergeant de ce processus contient un assujettissement positif selon lequel les exigences de l'individualité sont personnalisées à travers les possibles de l'individu.

Les institutions développent plusieurs interventions se rajoutant et trouvant leurs raisons d'être dans les mesures d'enfermement. Tous ces programmes, mécanismes et prestations sont adaptés et individualisés, et les séjours de réclusion débutent notamment par des évaluations précises des « besoins » des individus, contribuant à les rendre symétriques aux structures institutionnelles. On interpelle directement les différents intervenants (« accompagnateurs », infirmiers, « conseillers ») à s'investir dans la réadaptation de la clientèle par leur personnalité et leur propre « potentiel ». La resocialisation en cours dans l'enfermement vise à pratiquer les domaines de la vie dehors, majoritairement le travail et les loisirs. Dans la mesure où l'intervention se réclame de cet apprentissage et la meilleure adaptation en résultant, l'enfermement constitue en le passage obligé d'un champ de médiation consensuel entre institutions, individus problématiques et société.

Le traitement du thème de l'enfermement à proprement parler se fait de manière équivoque par les institutions. La configuration des institutions d'enfermement et leurs liens entre elles sont évoqués, que ce soit en différenciation (pas une prison, un hôpital sécuritaire) ou en complémentarité (division de la prise en charge). En lien avec cela, les dimensions spatiales et architecturales entrent directement dans la présentation de l'institution, et deux modalités dans le rapport à la réclusion sont ressorties à ce sujet, soit un investissement de sens dans la matérialité de l'enfermement (le refuge et le monastère) et le détournement/invisibilisation de cette matérialité (prison et hôpital psychiatrique). Pour actualiser et justifier l'impératif de la réclusion, on interpelle la dignité du sujet selon des éléments de discours humanistes; toutefois, la question du consentement à l'enfermement s'est montrée épineuse. Nous avons proposé l'hypothèse selon laquelle la question ne se poserait plus dans ces thèmes dans la mesure où enfermer aujourd'hui, c'est justement faire apparaître ce consentement dans le système éthique de l'individu. Dès lors, une absence de consentement pourrait bien constituer une raison suffisante en elle-même pour justifier l'enfermement, puisque cette absence procède d'un refus, ou du moins d'une incompréhension des normes. Le codage de différentes dimensions plus ou moins répressives de l'enfermement sous l'égide d'un appel au « milieu de vie », et les valeurs positives qui baignent la réclusion et la socialité en général, finissent une légitimation toute pertinente de l'enfermement carcéral, psychiatrique, humanitaire et même religieux.

Finalement, les institutions d'enfermement contemporaines s'attardent à définir explicitement la société et le social, qui sont soit vus comme des ensembles extérieurs à leurs murs (SCQ, IPPM, Carmel) ou comme un espace vers lequel on rapatrie des individus qui en étaient privés avant leur enfermement (les personnes itinérantes de la MOB). Une socialité apolitique, dont les modalités d'implication restent la charité et la spiritualité, émane des différents énoncés présents dans les sites Internet.

Suivant la grille de lecture proposée, il se constitue en filigrane des analyses différentes exigences de l'individualité et de la socialité contemporaine. L'institution d'enfermement semble constituer un des champs de médiation entre l'individualité et la socialité, dans le sens où elle négocie le rapport à double sens entre individus minoritaires, spécifiques et le social et ses exigences. À la lecture et l'analyse des quatre sites Internet, le lecteur apprend davantage sur la normalité que sur la dangerosité mentale, la délinquance, l'itinérance. En ce sens, leurs discours semblent présenter un rôle de moins en moins négatif, n'abordent que peu les causes de l'enfermement, et s'attardent davantage à la promotion des traits contemporains de l'individualité. À la fine pointe de la normativité, ces institutions d'enfermement ont précisément pour but de réintroduire les exigences de l'individualité et de la socialité auprès d'individus sur lesquels elles ont eu moins d'emprise (sauf pour les moniales).

L'individualité contemporaine promue dans et hors les institutions est caractérisée par l'autonomie, l'initiative, la responsabilité, le dynamisme, l'épanouissement, l'harmonie. Les paramètres plus concrets dans lesquels l'individu doit se réaliser sont constitués d'une vie stable et domiciliée, d'un travail qui fait « se dépasser » soi-même, d'un réseau socio-affectif fort et présent, de loisirs empreints de créativité. Le sujet du XXI^e siècle est, comme nous le proposons, un sujet possible, qui doit se créer et se perfectionner lui-même, mais en phase avec la personnalisation des exigences : le potentiel. Le potentiel semble en effet inscrire la normativité dans la singularité du sujet. Tous sont ainsi soumis à la règle dans la mesure où le potentiel n'a pas de limites, se retrouve chez tous les individus, souvent invisible, toujours à percer et à « mettre en valeur ».

La socialité correspondante procède forcément elle aussi de la responsabilité individuelle dans la mesure où celle-ci décharge de responsabilités autrefois collectives (notamment la prise en charge des pauvres, malades et autres indigents) et consiste en une modalité d'être ensemble. Le sujet est ainsi intimement appelé à

s'emboîter à son milieu et au social par ce travail de perfectionnement qu'il entreprend envers lui-même, orienté vers et par la responsabilité. Une multitude d'enjeux se retrouvent ainsi à être gérés par l'univers psychologique et le travail de soi, alors même qu'ils traduisent parfois des conflits d'ordre collectif ou social. Les individus se retrouvent également à être responsables les uns envers les autres, mais dans un registre bien précis (dont un exemple évocateur reste la prévention du suicide, qui se traduit communément aujourd'hui par le fait de rapporter les tendances suicidaires d'un proche – ou moins proche – à l'autorité compétente). Les inégalités par contre, se résolvent quant à elles dans la sphère de la charité, de la prière, du bénévolat, sans trop chercher d'explications structurelles.

De manière plus discursive, la circularité des énoncés et la production d'univers de sens clos caractérisent les institutions d'enfermement étudiées. Les sites Internet prenant une place grandissante dans la documentation individuelle quotidienne et dans la consultation d'enjeux plus spécifiques, on peut supposer que les institutions mettent au travail certaines personnes spécialement chargées de la présentation de l'institution. Par une maîtrise certaine de leur champ de significations, les établissements installent un travail efficace de présentation positive, parée à toute objection et faisant appel au consensus de plusieurs manières. On peut supposer que l'institution d'enfermement ait besoin de telles stratégies pour se justifier aujourd'hui, puisqu'il reste que c'est d'enfermer les corps d'individus libres dont il s'agit.

Le corps n'est pas un enjeu explicite de l'institution d'enfermement contemporaine. Alors que les univers théoriques retenus parlent de manière importante du corps et de sa position-cible dans les modes de régulation, les établissements étudiés le cernent de manière ambivalente. En effet, bien qu'il reste interpellé par différentes stratégies (des comportements optimaux, une saine alimentation, des agents médicamenteux, et surtout le milieu de vie), il est à la fois le

grand absent de l'institution contemporaine d'enfermement. Nous verrons maintenant quelques éléments de réponse à cette interrogation.

CHAPITRE VIII

L'INDIVIDUALITÉ POST-DISCIPLINAIRE

Les institutions étudiées font appel à l'enfermement pour une variété de justifications et mettent en œuvre des relations engageantes et multiformes entre le sujet, l'institution et la société. Les points soulevés dans l'analyse transversale et qualifiant les formes d'enfermement étudiées entretiennent des rapports étroits avec le contexte social contemporain et la normativité s'y rattachant. Plusieurs auteurs s'étant intéressés aux transformations du sujet contemporain utilisent différents concepts pour qualifier les changements et les métamorphoses du mode de régulation des conduites dans les sociétés occidentales contemporaines. Un dépassement probable de la prédominance disciplinaire dans les principales modalités de socialisation et de régulation des conduites ayant pris place dans la seconde moitié du vingtième siècle est une hypothèse théorique sur laquelle l'on peut se baser pour lier les résultats ici obtenus au contexte théorique. Il s'agit donc de voir dans quelle mesure les institutions analysées partagent des traits avec le projet disciplinaire et avec ses approfondissements alternatifs, que certains nomment post-disciplinaire. Nous partirons ainsi d'un des constats surprenant de l'analyse, soit l'absence du corps, pour explorer l'univers théorique de la post-discipline dans l'individualité et la configuration institutionnelle qu'elle installe.

La lecture des transformations de l'individu contemporain s'est réalisée selon différents appuis. Le vingtième siècle occidental a en effet vu se transformer les exigences d'un individu jadis préoccupé d'obéissance et de conformité vers le produit d'un contexte d'encouragement des singularités individuelles (Lipovetsky, 1989), de déclin de la culture publique et de privatisation de la vie (Sennett, 1979) et de

banalisation de traits s'apparentant à la personnalité narcissique (Lasch, 1981). Cet individu sera ainsi de plus en plus sollicité par le champ psychologique du travail de soi et la codification psychique des conflits, entre autres.

Ehrenberg (2000) suggère que nous assistions davantage à une multiplication intense des repères qu'à un affaiblissement du lien social induit par les précédents auteurs, et cette multiplication serait l'apanage du genre de liberté née aux lendemains des années soixante et des transformations provoquées. L'auteur considère que deux mutations sont décisives, soient la diminution de la place de la loi sociale ainsi que le déclin de la discipline dans le mode de socialisation. Deux principaux résultats correspondent à « ce double changement des contraintes structurant l'individualité : du côté intérieur, elles ne se montrent plus dans les termes de la culpabilité; du côté extérieur, elles ne s'imposent plus dans les termes de la discipline » (Ehrenberg, 2000, p.16). L'épicentre du contrôle quitte la position d'extériorité de la loi pour être inscrit à l'intérieur de l'individu, dans son initiative, son autonomie, sa responsabilité et ses compétences. Les références de l'individu qui prolifèrent et ce travail parfois lourd de devenir soi-même peuvent faire place au sentiment d'insuffisance, et peuvent ainsi créer l'espace subjectif de la dépression.

Pour Ehrenberg, les modalités de régulation des conduites ne s'inscrivent plus dans une trame disciplinaire en ce que les conformismes, les obéissances et les normalisations auraient cédé le pas à la responsabilisation individuelle, l'initiative et la décision personnelle. Signe de ce changement, les possibilités de l'individu sont logées dans une nouvelle armature, qui « désigne le dedans de la personne : l'esprit, la psyché, le mental, l'intériorité, caché mais manifestant son existence par des signes multiples » (Ehrenberg, 2000, p.17). Cette intériorité, dont l'état est dépisté par une multitude de symptômes, sera dorénavant un univers sur lequel s'appuyer pour parler de soi et résoudre une foule de problèmes subjectifs, mais aussi plus objectifs.

Ce modelage du potentiel individuel et les injonctions constantes à maîtriser le possible rejoignent de manière flagrante l'analyse des sites dont il est ici question, lorsque les institutions d'enfermement qualifient les individus auxquels ils s'adressent sous les prémisses d'un sujet possible que l'on enjoint et assiste à se réaliser, à discriminer et maximiser ses potentiels négatifs et positifs. Ce nouveau sujet qui se profile à l'horizon de ce travail par et sur le sujet rejoint l'indication d'Ehrenberg selon laquelle «le fait capital de l'individualité au cours de la seconde moitié du XXe siècle est en effet la confrontation entre la notion de possibilité illimitée et celle d'immaîtrisable» (Ehrenberg, 2000, p.290).

Nicole Laurin (1999) dans le texte dont il a été question au début du présent travail (chapitre I), étudie elle aussi le style de régulation contemporain des sujets en analysant les textes canoniques et prescriptifs destinés aux religieuses. Elle observe elle aussi un déplacement de l'épicentre du contrôle, et du pouvoir, de l'extérieur de l'individu au sein de l'individu physique et psychique. Tout au long du vingtième siècle, l'auteure remarque en effet des inflexions dans les textes traduisant une intériorisation du contrôle, et menant ainsi de la normalisation des sujets à leur autonomie. À un « corps-machine dirigé de l'extérieur » appelé à maîtriser sa nature correspond maintenant un corps-résultat d'une « production autogérée par le sujet » (Laurin, 1999, p.214) censé établir une mutualité entre sa nature (le corps) et son esprit.

Le principe du sacrifice détient pour avantage supplémentaire par rapport aux autres réflexions sur le sujet contemporain d'illustrer le paradoxe et la contrainte du rapport de soi à soi relayé par les institutions, et la manière plus générale dont il s'opérationnalise :

En premier lieu, le sujet est amené à se connaître, c'est-à-dire à se reconnaître dans le discours qui lui assigne une nature et une personnalité propres,

orientées vers la réalisation et l'épanouissement. En second lieu, il apprend à régler sa conduite sur son expérience psychique, évaluée selon les normes immanentes à sa constitution et à sa dynamique personnelles. Le sujet se conforme à la logique de l'institution dans la mesure où il est fidèle à lui-même (Laurin, 1999, p.243).

Dans l'ensemble des indications évoquant l'adaptation de l'institution au sujet, la détection de ses besoins et de ses forces, et sa gestion de potentiels divers en accord avec cette évaluation qui lui attribue une identité, les institutions d'enfermement ici étudiées semblent illustrer ce mouvement complexe d'assujettissement dont l'auteure parle, et qui constitue probablement une des modalités contemporaines de la socialisation.

Tant la conformité que la non-conformité mènent au sacrifice, et l'enfermement institutionnel représente déjà pour l'auteure une forme de sacrifice, dans la mesure où il s'agit d'une des conséquences d'un refus de conformité, au milieu du suicide, de la folie, la marginalité. Dans un contexte de promotion des droits et libertés et de psychologisation du consentement à la réclusion, comme nous avons pu l'observer, l'enfermement procède dans certaines de ces variations carcérales, psychiatriques, humanitaires, ascétiques, d'un sacrifice dialectique. Ainsi, l'individu, en se rendant compte de la nécessité de son enfermement et de la nécessité de son consentement, l'accepte, et décide du même coup de se sacrifier à l'institution – et donc à la société – dans un (ré) apprentissage du dehors destiné à le reprogrammer, mais tout en restant fidèle à lui-même.

L'enfermement a été réfléchi par la sociologie dans un certain contexte où la loi sociale conditionnait un rapport sévère au corps et aux individus. L'enfermement aujourd'hui offre des justifications différentes dans la mesure où le contexte actuel se montre lui aussi tout à fait différent. Les théories qui ont ici été étudiées et retenues

parlent amplement du corps; l'enfermement reste en effet la réclusion des corps des individus. Les présentes analyses font par contre état d'une absence flagrante du corps dans les extraits et le contenu des sites. Tout se passe comme si ce n'était pas du corps dont il était question dans ces institutions : il est en effet constamment interpellé par des stratégies détournées (une saine alimentation, des phases de maladie, la pureté et la « nuptialité » spirituelle, la résolution de problèmes, un chez-soi harmonieux). Un corps fluctuant, métaphorique, modélisé est ainsi à la fois omniprésent et absent des discours institutionnels, un peu de la même manière dont le dispositif foucaldien opère avec son objet, quel qu'il soit. Son interpellation pudique et sa réintroduction sous l'exigence de l'adaptation à l'environnement (Otero, 2000) semblent en effet conditionner le corps enfermé et le corps aujourd'hui.

8.1 Les configurations institutionnelles contemporaines de l'enfermement

Ce contexte plus large de l'individualité contemporaine, des discours et des stratégies contribuant à la produire trouvent une forme particulière de prise en charge des troubles et des déviations aujourd'hui. Robert Castel (1981) a étudié, il y a plus de trente ans, ces changements dans les modes de régulation autour d'un objet précis, soit les différentes prises en charge des « troubles de la psyché », et observe à cet effet les univers psy (psychiatrique, psychanalytique, psychologique). Le climat général (à l'époque du livre) se caractériserait par le fait que de plus en plus d'individus sont susceptibles d'être touchés par les innovations entourant la prise en compte du mental, que l'intervention procède d'une spécialisation accrue et de technologies toujours plus précises, et que la configuration des institutions obéisse à une certaine complexification. Bien que des dispositifs propres à des modèles plus anciens continuent d'exister, l'auteur considère toutefois que « les innovations les plus significatives ne peuvent plus être pensées exclusivement dans leur filiation » (Castel, 1981, p.199). Les deux dispositifs dominant les techniques médico-psychologiques dans les années soixante (la psychiatrie classique et la psychanalyse)

se sont réorganisés selon un mouvement inédit, impulsé par leurs critiques et leurs contradictions internes. L'auteur suit à partir de ce moment trois lignes de fuite de la reconfiguration de ce champ : une renaissance de l'objectivisme médical, que l'on peut observer entre autres dans la recherche biologique sur la psyché et les thérapies comportementales; l'annexion de l'activité d'expertise de la psychiatrie à une politique administrative de gestion différentielle des populations; et finalement, un travail « d'intensification psychologique » qui dépasse le partage entre le normal et le pathologique, en installant la possibilité de s'adresser à la normalité et aux normaux.

De manière plus globale, une culture psychologique se met en place en superposition aux institutions, et des technologies nouvelles rendent caduques les deux grands modèles d'intervention psychiatrique expérimentés tour à tour depuis deux siècles, le modèle ségrégatif et celui assistancialiste : « la gestion différentielle des populations ne se situe pas dans la continuité de leur ségrégation au sein d'espaces clos, et diffère également de l'interventionnisme assistancialiste des programmes de psychiatrie communautaire » (Castel, 1981, p.200). Ce glissement de la prise en charge vers la gestion provoque, à partir du moment de la détection de l'anomalie, l'assignation de l'individu à des circuits précis d'intervention, de prise en charge, de documentation administrative (l'auteur donne en exemples tant la filière « handicap » que la filière « surdoué »). Ce nouveau modèle opère principalement via le positivisme et établit son hégémonie sur la science, éliminant ainsi toute information non-maniable dans le cadre de ses protocoles. La carte actuelle des modes de régulation de la psyché serait alors moins illustrée par des institutions closes, que par ces filières administratives constituant et s'adressant à certains profils humains, superposées d'une trame psychologique s'adressant à tous. Castel en parle lui davantage comme des pôles;

le plus institutionnalisé gère davantage les dysfonctionnements et les risques les plus objectifs – signalés par une autorité extérieure en raison des

perturbations dont ceux qui en sont affectés menacent d'être porteurs –, tandis que le pôle le plus diffus prend plutôt en charge des fragilités plus subjectives – celles qui sont éprouvées sous forme de malaises et d'insatisfactions et incitent le plus souvent le sujet lui-même à porter son problème à un spécialiste compétent (Castel, 1981, p.204).

Ce qui amène l'auteur à tirer un nœud important dans ces pratiques contemporaines, soit «l'aménagement du potentiel humain» selon les éventualités sociales. La situation contemporaine, pour Castel, se qualifie de post-disciplinaire dans la mesure où en plus (et en superposition, pourrait-on rajouter) d'enfermer et d'assister, les différentes techniques médico-psychologiques visent, en plus de pallier aux déviances, un travail positif sur le matériel humain. Nous avons pu voir aux termes de l'analyse que ces exigences psychologiques demandées aux normaux pénètrent également les murs des institutions closes dans la mesure où un tel travail est également exigé de la part des individus posant davantage problème.

Les différents protocoles d'intervention mis de l'avant dans certaines institutions d'enfermement ainsi que leurs assises « scientifiques » – positivistes, probabilistes, actuarielles – pourraient bien constituer des traces de ces procédures se mettant en place dans ce pôle objectif de gestion des risques. Identifier les « besoins » (SCQ), interpréter les « données » (IPPM) et procéder à « l'évaluation » des individus (MOB) sont des indications de ce champ de relation entre le sujet et l'institution qui, lorsqu'il se retrouve potentiellement conflictuel, est « huilé avec l'aura de neutralité de la science » (Martuccelli, 1999, p.298).

La place plus globale et contextuelle de l'enfermement reste donc aujourd'hui importante pour gérer certains risques et fragilités, et les institutions se déploient en différenciation et en complémentarité les unes par rapport aux autres. La division de l'intervention entre différents professionnels, et la division de la prise en charge selon

différentes institutions correspondent à la réponse modulée que l'on cherche à apporter à toutes les dimensions (« besoins », « risques ») du sujet dangereux, délinquant, vulnérable. Les besoins complexes du sujet, comme nous l'avons vu, s'inscrivent dans un champ de relation entre le sujet et l'institution (l'intervention, dans trois de nos institutions) visant à lui inculquer la responsabilité du dehors. Cette programmation se réalise dans une division de l'intervention se voulant en continuité entre ses différentes composantes et en prise sur le « milieu » du sujet.

La . différentialité du social qui préside à l'attitude des institutions d'enfermement envers la société est révélatrice des représentations contemporaines du social. Le fait de considérer un dehors à l'institution et d'appréhender cet extérieur comme la société (IPPM, SCQ, Carmel), ou encore d'envisager la prise en charge comme un rapatriement du côté du social (MOB) démontrent que ces institutions closes semblent considérer leurs enfermés comme détachés de certaines capacités, de certains pouvoirs. La manière dont ces institutions présentent l'enfermement de leur population rappelle de quelle exclusion notre époque procède, dans le sens où par rapport à un rapport frustré et généralisé de ségrégation physique, l'on assisterait davantage aujourd'hui à la « déconnexion des foyers de décision et des circuits d'échange » (Castel, 1981, p.208), à « l'exclusion des procès de production et de reproduction » (Laurin, 1999, p.213) de certaines catégories de personnes, pour qui l'enfermement ne représente peut-être aujourd'hui qu'un des moments institutionnels.

Par la présence de telles structures de prises en charge s'invisibilise également le corps du sujet, qui devient information, protocole et instrument de lui-même. La différenciation souple et complémentaire entre les différentes institutions semblent également être mise de l'avant dans la mesure où elle garantit un certain respect du corps individuel. Le contexte social actuel ne permettant plus de s'adresser et de toucher au corps comme à l'époque de l'institution totale, les institutions

d'enfermement et les modes de régulation contemporains des conduites l'évacueront de plusieurs manières : justifications bien assises des institutions d'enfermement; appel à un sujet possible, volontaire, démocratique et responsable; mises en place d'intervention consensuelles centrées autour du mieux-être et de l'apprentissage; positionnement du sujet par rapport à son environnement; sans oublier la sollicitation de l'espace de discours humaniste, qui en faisant appel à la dignité et la souffrance, ne manque pas d'évacuer le corps dans une certaine psychologisation du consentement.

La discipline se met en place comme socle à une époque où la liberté individuelle et le corps deviennent les biens les plus précieux de l'individu libéral; la prison par exemple, sera là en autres pour garantir que l'on ne touche pas au corps du détenu (Foucault, 1975). En ce sens, un des résultats à long terme du mode de régulation disciplinaire est peut-être bien l'invisibilisation et l'évacuation du corps, auquel cas la post-discipline à laquelle l'on assiste constituerait en un approfondissement si poussé de la discipline qu'il ferait disparaître le corps. Les institutions d'enfermement contemporaines (et le dehors dont elle font partie prenante) n'ont ainsi plus besoin du corps pour prendre appui. En inscrivant des comportements optimaux du sujet dans son individualité et en lui demandant de s'y sacrifier par une multitude de stratégies positives, ceci afin qu'il sorte de l'institution, les institutions d'enfermement actuelles se sont peut-être désenfermées elles-mêmes.

CONCLUSION

L'enfermement est une stratégie institutionnelle de gestion des corps prenant une place moins importante et différente que par le passé. On enferme beaucoup moins qu'avant, on enferme aussi d'une manière bien différente, mais on continue d'enfermer. Un certain recul historique nous permet aussi de constater que la réclusion telle qu'on la connaît aujourd'hui ne naît qu'au début du XIXe siècle, période sociohistorique de la généralisation de l'enfermement comme réponse tous azimuts à différents problèmes économiques, sociaux et politiques en Occident.

À la question : «de quel enfermement est-il question actuellement», nous avons répondu par l'étude du discours que quatre institutions typiques et contrastées tiennent sur elles-mêmes pour justifier l'enfermement aujourd'hui. Nous nous sommes inscrits dans une tradition sociologique classique des groupes spécifiques, marginalisés, marginaux et minoritaires. Ainsi, il nous a été possible d'explorer les logiques et les dynamiques actuelles de l'enfermement carcéral, psychiatrique, religieux et de refuge, telles que décrites par les institutions qui les mettent en pratique.

Afin d'organiser la réflexion, l'enfermement a été considéré comme une structure-filtre servant de médiateur entre l'individualité (la forme d'être un individu aujourd'hui) et la socialité (la forme de vivre-ensemble aujourd'hui). Nous avons également complété et actualisé différentes typologies et tableaux classiques avec les pistes théoriques suggérées par nos résultats de recherche. La question de la responsabilité individuelle est une donnée ayant ressorti de façon marquée; ainsi, tant le dangereux mental, la moniale, le délinquant et l'itinérant ont aujourd'hui la responsabilité première – envers les autres et surtout envers soi - de leur enfermement

et de leur transformation. Appuyés de leur entourage et d'intervenants divers, les enfermés doivent viser leur adaptation à l'environnement, de manière active et en s'appuyant sur la gestion de leurs multiples potentiels (tant positifs que négatifs). Le social, extérieur aux murs de l'institution d'enfermement, est l'univers que l'on tente de réintégrer (ou celui avec lequel l'on veut abstraitement dialoguer pour les moniales).

Les différents thèmes étant ressortis à l'analyse et lors de l'enquête nous ont montré que l'enfermement reste un sujet relativement sensible dans la mesure où il semble toujours délicat de rendre légitime la pratique d'enfermer les corps dans les sociétés libérales. Ainsi, les institutions contemporaines d'enfermement mettent en place un long et laborieux travail discursif de justification de leur existence en relativisant l'importance de l'enfermement en tant que tel (même si il est au centre de leur existence) et en mettant sous silence les allusions directes à la gestion concrète des corps (même si c'est de cela qu'il s'agit). En faisant appel à un certain espace de discours, qui considère à la fois le sujet comme responsable de son cheminement personnel et digne que l'on travaille avec lui (et sur lui) à son mieux-être, l'enfermement assouplit symboliquement ses murs jusqu'à, pour ainsi dire, se désenfermer, puisque tout n'est alors que valeurs positives et univers consensuels. La dimension coercitive et la gestion concrète des corps s'estompe dans la mise en discours généreuse des modèles d'individualité et de société souhaités et souhaitables. Le statut inviolable du corps aujourd'hui a traversé les analyses dans la mesure où son absence comme objet d'intervention direct de l'institution ne suppose pas moins son interpellation par des stratégies détournées. Nous avons proposé qu'une telle absence pouvait être une des conséquences à long terme du mode de régulation disciplinaire.

Comme ce qui a été analysé ici relève de discours et de représentation, les résultats ne font ici que très indirectement parler des pratiques en vigueur. En effet,

un travail similaire et complémentaire pourrait être mené en prenant pour objet les pratiques de l'enfermement elles-mêmes. De multiples autres institutions plus ou moins emmurées et mettant en place des interventions psychosociales plus ou moins affirmées restent aussi à étudier, afin de voir de quelles manières la division de la prise en charge se spécialise et se module aux préoccupations contemporaines. L'absence du corps parmi de multiples autres discours contemporains gagnerait elle également à être dépitée, ceci afin de réfléchir sur les formes de l'interpellation de l'individu aujourd'hui.

APPENDICE A

Index du matériel étudié

Le Carmel au Québec:

A1-A3: «Carmélites de Montréal»

<http://www.lecarmel.org/ocd/soeurs/montreal/>

B1-B10 : «La Règle du Carmel»

<http://www.lecarmel.org/regle/>

C : «Qu'est-ce qu'une Carmélite?»

<http://www.lecarmel.org/ocd/soeurs/carmelites/index.shtml>

D : Congrégation pour les Instituts de vie consacrée et les sociétés de vie apostolique, 1999, «Instruction Verbi Sponsa : La vie contemplative et la clôture des moniales», Paris : Édition Pierre Téqui, 62 p.

Institut Phillippe-Pinel de Montréal :

A : «L'Institut»

http://www.pinel.qc.ca/GeneralList.aspx?nav_id=60&lang_id=F

A1 : «À propos de l'Institut»

http://www.pinel.qc.ca/GeneralList.aspx?nav_id=65&lang_id=F

A2 : «Mission»

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=67&lang_id=F

A3 : «Chambre dans une unité de soins», dans «Visite virtuelle»

http://www.pinel.qc.ca/ContentP.aspx?nav_id=68&lang_id=F

A4 : «L'art thérapeutique», dans «Visite virtuelle»

http://www.pinel.qc.ca/ContentP.aspx?nav_id=68&lang_id=F

A5 : «Foire aux questions»

http://www.pinel.qc.ca/FAQ.aspx?nav_id=134&lang_id=F

A6-A7 : «Historique»

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=101&lang_id=F

B1 : «Soins et services»

http://www.pinel.qc.ca/GeneralList.aspx?nav_id=61&lang_id=F

B2 : «Soins infirmiers»

http://www.pinel.qc.ca/GeneralList.aspx?nav_id=931&lang_id=F

B3 : «Philosophie de soins»

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=944&lang_id=F

B4-B7 : «Programmes»

http://www.pinel.qc.ca/GeneralList.aspx?nav_id=143&lang_id=F

B8: «Service de pastorale»

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=159&lang_id=F

B9 : « Département clinique de pharmacie »

http://www.pinel.qc.ca/EntityList.aspx?nav_id=1616&lang_id=F

C1: «Familles et patients»

http://www.pinel.qc.ca/GeneralList.aspx?nav_id=62&lang_id=F

C2 : «Horaires de visite»

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=565&lang_id=F

C3 : «Cheminement des patients»

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=163&lang_id=F

C4 : «Équipes multidisciplinaires»

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=1029&lang_id=F

C5 : «L'unité de soins»

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=1204&lang_id=F

C6-C7 : «Activités des patients»

http://www.pinel.qc.ca/GeneralList.aspx?nav_id=165&lang_id=F

C8 : «Les maladies mentales»

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=185&lang_id=F

C9 : «Informations juridiques»

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=185&lang_id=F

D : Direction générale de l'IPPM, Rapport annuel 2005-2006, 36 p.

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=523&lang_id=F

E : Rapport annuel du Comité des usagers de l'IPPM 2005-2006

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=566&lang_id=F

F : Diagnostics à l'admission

http://www.pinel.qc.ca/ContentT.aspx?nav_id=230&lang_id=F

Mission Old Brewery :

A : «Aidez les sans-abri à retomber sur leurs pieds»

<http://www.oldbrewerymission.ca>

A1 : «Voici Scott : en quête de stabilité»

http://www.oldbrewerymission.ca/scott_fr.html

A2 : «Voici Mathieu : offrant un service de counseling empathique»

<http://www.oldbrewerymission.ca/mathieufr.html>

A3 : «La Mission Old Brewery fait équipe avec l'Institut Douglas»

<http://www.oldbrewerymission.ca/douglas.html>

A4 : «James Hughes quitte son poste de directeur général de la Mission Old Brewery»

http://www.oldbrewerymission.ca/james_quittes.html

A5 : «Le regroupement des refuges pour hommes de Montréal réclame une rencontre de 'dernier recours'»

http://www.oldbrewerymission.ca/services_hiver.html

A6 : «Le Pavillon Webster change de look»

http://www.oldbrewerymission.ca/murale_fr.html

B1 : «Qui nous sommes»

<http://www.oldbrewerymission.ca/howearefr.html>

B2 : «Clients»

<http://www.oldbrewerymission.ca/clientsfr.html>

B3: «Personnel»

<http://www.oldbrewerymission.ca/stafffr.html>

B4: «Voici Veejay: un bon caractère et une oreille à l'écoute au Pavillon Webster»

http://www.oldbrewerymission.ca/meet_vj_fr.html

B5 : «Voici Jean : à la Mission pour rendre service»

http://www.oldbrewerymission.ca/meet_jean_fr.html

B6 : « Voici Karine : dispensant vêtements et prêtant une oreille attentive »

<http://www.oldbrewerymission.ca/karine.fr.html>

B7 : « Voici Carlos : comment joindre l'utile à l'agréable »

http://www.oldbrewerymission.ca/staff_pro_fr.html

B8 : « Voici Valérie : un point de repère et de stabilité »

http://www.oldbrewerymission.ca/valerie_fr.html

C1 : «Nos centres»

<http://www.oldbrewerymission.ca/ourcentresfr.html>

C2: «Refuge principal – Pavillon Webster»

<http://www.oldbrewerymission.ca/websterfr.html>

C3 : «Programmes d'accompagnement»

<http://www.oldbrewerymission.ca/programmes.html>

C4 : « Refuge pour femmes – Pavillon Patricia-Mackenzie »

<http://www.oldbrewerymission.ca/patriciafr.html>

D : «Director's blog»

<http://www.oldbrewerymission.ca/blog.html>

E : «La galerie de la Mission»

<http://www.oldbrewerymission.ca/galleryfr.html>

F : «Calendrier»

<http://www.oldbrewerymission.ca/calendarfr.html>

G1: «Bénévolat»

<http://www.oldbrewerymission.ca/volunteerfr.html>

G2 : «Voici Julie : donner de façon constructive»

<http://www.oldbrewerymission.ca/vopofr.html>

G3 : «Profil des bénévoles (voici Vera)»

http://www.oldbrewerymission.ca/volunteer_vera_fr.html

H : «Extraits de presse»

http://www.oldbrewerymission.ca/media_fr.htm

I : Mission Old Brewery, Aider, accompagner, loger. Rapport annuel 2006-2007, 24 p.

http://www.oldbrewerymission.ca/image/OBM_Annual_R07.pdf

J : «Nous joindre»

<http://www.oldbrewerymission.ca/contactfr.html>

K : James Hughes, « Nouvelles missions pour les vieilles Missions », communication dans le cadre du colloque « Les refuges à la croisée des chemins », organisé par le Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté, l'exclusion sociale (CRI), 25 mai 2007, http://www.er.uqam.ca/nobel/crispip/videos/11_cri_web.wmv

Services correctionnels du Québec :

A : «Statistiques correctionnelles du Québec : 2006-2007»

<http://www.msp.gouv.qc.ca/reinsertion/reinsertion.asp?txtSection=statistiques&txtCategorie=2006-2007>

B : «Évolution des politiques pénales et du discours à propos de l'emprisonnement au Canada et au Québec : de 1969 à 1999»

http://www.msp.gouv.qc.ca/reinsertion/reinsertion.asp?txtSection=publicat&txtCategorie=politiques_penales

C : «Formation et travail en milieu carcéral»

<http://www.msp.gouv.qc.ca/reinsertion/reinsertion.asp?txtSection=miliferm&txtCategorie=fonds>

D1-D3 : «La sécurité : une responsabilité partagée (philosophie des services correctionnels)»

<http://www.msp.gouv.qc.ca/reinsertion/reinsertion.asp?txtSection=philosophie>

E : «Loi sur le système correctionnel du Québec : Information à l'intention de la personne incarcérée»

http://www.msp.gouv.qc.ca/reinsertion/lscq/personne_incarceee_fev07.pdf

F : «Meilleure évaluation, meilleure réinsertion, meilleure protection : Loi sur le système correctionnel du Québec»

<http://www.msp.gouv.qc.ca/reinsertion/loi/depliant.pdf>

G : «Philosophie d'intervention en matière de réinsertion sociale aux Services correctionnels du Québec»

<http://www.msp.gouv.qc.ca/reinsertion/lscq/philosophie.pdf>

H : «Évaluations auprès des personnes contrevenantes : outil actuariel»

http://www.msp.gouv.qc.ca/reinsertion/lscq/outil_actuariel.pdf

LISTE DES RÉFÉRENCES

- Agamben, Giorgio. 2007. *Qu'est-ce qu'un dispositif?* Paris : Payot et Rivages, 50 p.
- Alford, C. Fred. 2000. « What Would It Matter if Everything Foucault Said about Prisons was Wrong? 'Discipline and Punish' after Twenty Years ». *Theory and Society*, vol. 29, no 1, p. 125-146.
- Allen, A. Richard. 2008. « Mouvement social gospel ». Fondation Historica. En ligne. <<http://www.thecanadianencyclopedia.com>>.
- Aranguiz, Marcela, et Jean-Marie Fecteau. 1998. « Le problème historique de la pauvreté extrême et de l'errance à Montréal depuis la fin du XIXe siècle ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, no 1, p. 83-98.
- Arnold, Odile. 1984. *Le corps et l'âme. La vie des religieuses au XIXe siècle*. Paris : Seuil, 378 p.
- Barton, Alana. 2004. « Women and Community Punishment: The Probation Hostel as a Semi-Penal Institution for Female Offenders ». *The Howard Journal*, vol. 43, no 2, p. 149-163.
- Bédard, Dominique. 1996. « Acquis importants en santé mentale », in *20 ans de santé mentale au Québec: regards critiques des acteurs et des collaborateurs*, p. 11. Montréal: Santé mentale au Québec.
- Bertrand, Marie-Andrée. 1998. *Prisons pour femmes*. Montréal : Éditions du Méridien, 449 p.
- Bertrand, Marie-Andrée. 2003. *Les femmes et la criminalité*. Montréal : Athéna, 212 p.
- Boudreau, Françoise. 1984. *De l'asile à la santé mentale. Les soins psychiatriques : histoire et institutions*. Montréal : Éditions Albert St-Martin, 274 p.
- Castel, Robert. 1973. « Le grand désenfermement ». In *Le psychanalysme*, p. 202-234. Paris : Librairie François Maspéro.
- Castel, Robert. 1981. *La gestion des risques. De l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*. Paris : Minuit, 228 p.
- Cellard, André. 1991. *Histoire de la folie au Québec de 1600 à 1850*. Montréal :

Boréal, 280 p.

Chantraine, Gilles. 2006. « La prison post-disciplinaire ». *Déviance et société*, vol. 30, no 3, p. 273-288.

Code civil du Québec (L.Q., 1991, c.64) En ligne.
<<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/CCQ/CCQ.html>>.

Congrégation pour les instituts de vie consacrée et les sociétés de vie apostolique. 1999. *Verbi Sponsa: instruction sur la vie contemplative et la clôture des moniales*. Paris : Pierre Téqui, 62 p.

Darmon, Muriel. 2005. « Le psychiatre, la sociologue et la boulangère : analyse d'un refus de terrain ». *Genèses*, no 58, p. 98-112.

Deleuze, Gilles. 1986. *Foucault*. Paris : Minuit, 141 p.

Deleuze, Gilles. 1990. « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle ». *L'autre journal*, no 1.

Dumont, Micheline. 1990. « Les charismes perdus. L'avenir des congrégations religieuses féminines en l'an 2000 ». *Recherches féministes*. vol. 3, no 2, p. 73-111.

Dumont, Micheline. 1995. *Les religieuses sont-elles féministes?* Montréal : Bellarmin, 204 p.

Ehrenberg, Alain. 2000. *La fatigue d'être soi. Dépression et société*. Paris : Odile Jacob, 414 p.

Fassin, Didier. 2007. « La biopolitique n'est pas une politique de la vie ». *Sociologie et sociétés*, vol. 38, no 2, p. 35-48.

Fassin, Didier, et Dominique Memmi (dir.). 2004. *Le gouvernement des corps*. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 269 p.

Faugeron, Claude. 1996. « Introduction ». In *Approches de la prison*, Claude Faugeron, Antoinette Chauvenet et Philippe Combessie (dir.), Bruxelles, Montréal, Ottawa: De Boeck-Wesmael, Presses de l'Université de Montréal, Presses de l'Université d'Ottawa.

- Fecteau, Jean-Marie. 1995. « Un cas de force majeure: le développement des mesures d'assistance publique à Montréal au tournant du siècle ». *Lien social et politiques, RIAC*, no 33, p. 107-112.
- Foucault, Michel. 1993. « Alternatives à la prison : diffusion ou décroissance du contrôle social? ». *Criminologie*, vol. 26, no 1, p. 13-34.
- Foucault, Michel. 1972. *Histoire de la folie à l'âge classique*. Paris : Gallimard, 583 p.
- Foucault, Michel. 1976. *Histoire de la sexualité tome I: La volonté de savoir*. Paris : Gallimard, 211 p.
- Foucault, Michel. 2001 (1982). « Le sujet et le pouvoir ». In *Dits et écrits II, 1976-1988*, p. 1041-1062. Paris : Gallimard.
- Foucault, Michel. 1975. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris : Gallimard, 360 p.
- Gagnon, Martha. 1991. « Le précipice de Thérèse, la faiseuse de troubles ». *La Presse*, 28 avril, p. A1.
- Gagnon, Martha. 1991. « Pinel : hôpital ou prison? ». *La Presse*, dossier spécial, 27 et 28 avril 1991, p. A1.
- Gauchet, Marcel, et Gladys Swain. 1980. *La pratique de l'esprit humain : l'institution asilaire et la révolution démocratique*. Paris : Gallimard, 518 p.
- Goffman, Erving. 1968. *Asiles : études sur la condition sociale des malades mentaux*. Paris : Minuit, 452 p.
- Grimard, Carolyne. 2006. « L'accès aux services institutionnels et communautaires : le discours des personnes en situation d'itinérance ». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 140 p.
- Hannah-Moffat, Kelly. 2001. *Punishment in Disguise : Penal Governance and Federal Imprisonment of Women in Canada*. Toronto : University of Toronto Press, xi, 250 , [258] de pl. p.
- Hannah-Moffat, Kelly. 2005. « Criminogenic Need and the Transformative Risk Subject: The Hybridization of Risk and Need in Penalty ». *Punishment and Society*, vol. 1, p. 29-51.

- Hillery, George A. Jr. 1969. «The Convent: Community, Prison, or Task Force?». *Journal for the Scientific Study of Religion*, vol. 8, no 1, p. 140-151.
- Hurtubise, Roch, Pierre-Olivier Babin et Carolyne Grimard. 2007. *Comprendre les refuges. Bilan de la littérature scientifique*. Montréal : Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale, 16 p.
- Juteau, Danielle, et Nicole Laurin. 1996. *Un métier et une vocation: le travail des religieuses au Québec de 1901 à 1971*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, xii, 194 p.
- Kérouac, Suzanne (dir.). 2003. *La pensée infirmière : conceptions et stratégies*. Laval: Beauchemin, 215 p.
- Kovess-Masféty, Viviane, Donato Severo, David Causse et Jean-Charles Pascal. 2004. *Architecture et psychiatrie*. Paris : Édition Le Moniteur, 198 p.
- Laberge, Danielle (dir.). 2000. *L'errance urbaine*. Ste-Foy : Éditions Multimondes, 439 p.
- Laé, Jean-François. 2007. « La prise de corps chez Michel Foucault, une attention aux mouvements ». *Sociologie et sociétés*, vol. 38, no 2, p. 175-188.
- Lapointe-Roy, Huguette. 1987. *Charité bien ordonnée. Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19e siècle*. Montréal : Boréal, 330 p.
- Lasch, Christopher. 1981. *Le complexe de Narcisse: la nouvelle sensibilité américaine*. Paris : Laffont, 340 p.
- Laurin, Nicole. 1999. « Le sacrifice de soi. Une analyse du discours sur la chasteté dans les communautés religieuses de femmes au Québec, de 1900 à 1970 ». *Société*, vol. 21-22, p. 213-251.
- Laurin, Nicole. 2002. « Quel avenir pour les religieuses du Québec? ». *Relations*, no 677, p. 30-34.
- Laurin, Nicole, Danielle Juteau et Lorraine Duchesne. 1991. *À la recherche d'un monde oublié. Les communautés religieuses de femmes au Québec de 1900 à 1970*. Montréal : Éditions Le jour, 424 p.
- Lecomte, Yves. 1997. « De la dynamique des politiques de désinstitutionalisation au

- Québec ». *Santé mentale au Québec*, vol. 22, no 2, p. 7-24.
- Lipovetsky, Gilles. 1989. *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*. Paris : Gallimard, 328 p.
- Marcélis, Anne-Dolorès. 1997. *Sous le voile, le monde des religieuses cloîtrées au XX^e siècle*. Ottignies/Louvain-La-Neuve (Belgique) : Quorum, 245 p.
- Martuccelli, Danilo. 1999. *Sociologies de la modernité. L'itinéraire du XX^e siècle*. Paris : Gallimard, 710 p.
- Ministère de la santé et des services sociaux du Québec (2005). *La force des liens. Plan d'action en santé mentale 2005-2010*, Gouvernement du Québec: 97 p
- Otero, Marcelo. 2003a. *Les règles de l'individualité contemporaine: santé mentale et société*. Québec : Presses de l'Université Laval, 336 p.
- Otero, Marcelo. 2003b. « L'intervention en «santé mentale»: entre la discipline et le primat du corps ». In *Le vivant et la rationalité instrumentale*. p. 77-97. Montréal : Cahiers de recherche sociologique, Liber.
- Pires, Alvaro. 1997. « Échantillonnage et recherche qualitative: essai théorique et méthodologique ». In *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Jean Poupart, Jean-Pierre Deslauriers, Lionel H. Groulx, Robert Mayer et Alvaro Pires, p. 113-169. Montréal : Gaëtan Morin.
- Pires, Alvaro. 2001. « La rationalité pénale moderne, la société du risque et la juridicisation de l'opinion publique ». *Sociologie et sociétés*, vol. 33, no 1, p. 179-204.
- Poupart, Marie-Violaine. 1999. « Les hommes avec les femmes : pas fou comme idée ». *La Presse*, samedi 5 juin, p. A30.
- Quivy, Raymond, et Luc van Campenhoudt. 1995. *Manuel de recherche en sciences sociales*, Nouv. éd. Paris : Dunod, xii, 287 p.
- Roy, Shirley, Daphné Morin, Fanny Lemétayer et Fanny (avec la collaboration de Marielle Rozier Grimard, Agnès Di Gennaro et Amélie Lavoie) (2006). *Itinérance et accès aux services : problèmes et enjeux*. (présenté au Ministère des Ressources humaines et Développement des Compétences Canada dans le cadre du programme IPAC) : Montréal, CRI, 179 p

- Saget, Estelle. 2007. « L'hôpital pilote ». *L'Express*, 13 décembre, p. 112-116.
- Sennett, Richard. 1979. *Les tyrannies de l'intimité*. Paris : Seuil, 282 p.
- Stastny, Charles, et Gabrielle Tyrnauer. 1982. *Who Rules the Joint?* Toronto : Lexington Books, 234 p.
- Syr, Jean-Hervé. 1996. « Le contrôle dans les prisons, revue de la littérature anglophone ». In *Approches de la prison*, Claude Faugeron, Antoinette Chauvenet et Philippe Combessie (dir.), Bruxelles, Montréal, Ottawa : De Boeck-Wesmael, Presses de l'Université de Montréal, Presses de l'Université d'Ottawa.
- Tzitzis, Stamatios. 1996. *La philosophie pénale*. Paris : Presses Universitaires de France, 84 p.
- Vacheret, Marion, et Guy Lemire (1998). L'univers de la prison à l'aube du 21^e siècle. Une analyse des pénitenciers canadiens. Cahiers du Centre international de criminologie comparée. Montréal, Université de Montréal (rapport présenté au Service correctionnel du Canada). 29: 98 p
- Vacheret, Marion, et Guy Lemire. 2007. *Anatomie de la prison contemporaine*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 192 p.
- Weber, Max. 1964. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Plon, 341 p.
- Weber, Max. 1965. *Essais sur la théorie de la science*. Paris : Plon, 537 p.
- Zeneidi-Henry, Djemila. 2002. *Les SDF et la ville : géographie du savoir-survivre*. Rosny-sous-Bois (France) : Bréal, 288 p.
2005. «Libération conditionnelle : Québec ne bougera pas». *Radio-Canada*, 24 janvier. En ligne.
<<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Index/nouvelles/200501/24/008-Chagnon-Liberations.shtml>>.